

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES
ET ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
SOCIAL SCIENCES

POST GRADUATE SCHOOL FOR THE
HUMAN, SOCIAL AND
EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
HUMAN AND SOCIAL SCIENCES

**LA GESTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES PAR
L'ETAT DU CAMEROUN A L'ERE DE LA
"DEMOCRATIE" 1990-2008. CAS DE LA VILLE DE
DOUALA ET YAOUNDE**

*Mémoire rédigé et présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en
Histoire des Relations Internationales.*

Présenté par :

Marie Solange Ewele

Titulaire d'une Licence en Histoire des Relations Internationales

Sous la direction de :

Jean Koufan Menkené

(Professeur)

Juin 2021.



UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES
ET ÉDUCATIVES



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
SOCIAL SCIENCES

POST GRADUATE SCHOOL FOR THE
HUMAN, SOCIAL AND
EDUCATIONAL SCIENCES

**LA GESTION DES CRISES SOCIOPOLITQUES PAR
L'ETAT DU CAMEROUN A L'ERE DE LA "DEMOCRATIE"
1990-2008. CAS DE LA VILLE DE DOUALA ET YAOUNDE**

*Mémoire rédigé et présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en
Histoire des Relations Internationales.*

Présenté par :

Marie Solange EWELE

Titulaire d'une Licence en Histoire des Relations Internationales

Sous la direction de :

Jean KOUFAN MENKENE

(Professeur)

JUIN 2021.

À

Ma chère tante, mère Amayena Claire Hervée.

REMERCIEMENTS

Réaliser ce travail qui marque nos premiers pas de la recherche scientifique n'aurait été possible sans le concours de certain nombre de personne que nous tenons à exprimer notre reconnaissance et gratitude. Notre reconnaissance est adressée dans un premier temps au Pr KOUFAN MENKENE Jean qui, malgré ses multiples occupations a accepté de diriger ce mémoire. Il a fait preuve à notre égard de beaucoup de patience. Ensuite, nous tenons à remercier tout le corps enseignant du département d'Histoire de l'université de Yaoundé I pour leur enseignement tout au long de notre parcours académique. Dans cette optique nous remercions aussi les enseignants des autres départements à l'instar de celui de géographie et de sociologie pour leur apport.

Notre gratitude distinguée à l'endroit de nos parents Evelyne Ayossi et Jules Badikamena J sans toutefois oublier nos parents naturels dont leur encadrement, leur expérience familiale et leur rigueur nous aurait permis de nous outiller et mieux affronter notre existence.

Nous remercions notre grand-mère Bernadette Ayoung Esseba pour son grand cœur. Nos remerciements à nos oncles et tantes Cyriaque Esseba, Armand Enoga Bebey, Ephigenie Abiye épouse Garraud, Déodate Ella Nolabia Abatsong, Rodrigue Nolabia Kibassa, Gustave Bouloumegue, Carine Nolabia Ndibigolo, HonoréMbang Oli Boko, Patrick Nolabia Ebibende, Rodrigue Ngoyo Kinsie, Charlyn Etougoute, pour leur soutien multiforme. Nous remercions nos belles tantes Habiba Missa épouse Bouloumegue, Christiane Solange Honla, Audrey Ngamo épouse Enoga, Alene Erica.

Nos remerciements à nos frères et sœurs Liliane Esseba, Fany Ayaga, Serge Stephane Odogo, Ingrid Urcelle Fernande Belemena, Eveline Ngah ndzie, Celine Aristide Onobiono, Claude Hervé Moubitang, Aimée Laure Angabogang, Blaise Patrick Sanama pour leur soutien moral et psychologique durant la préparation de ce travail. Nous tenons à remercier spécialement Emile Zola Eyigla et Mexan Moukama pour leur disponibilité et leur encouragement.

A mes camarades, amis et connaissances Edgard Epiphanie Gatéa, Mariama Olemba, Christian Borel Fangang, Sebastien Omgbe, Valère Mbondji, Kaam Godislove, Donald Bilegue ovono, Alfred Ekani, Alliance Nyassena Ngomo, Steve Mbiranga, et tous ceux dont nous n'avions pas pu citer. Leur conseil et encouragement nous ont poussés d'aller de l'avant et à multiplier plus d'efforts. Afin, nous remercions tous les personnels de bibliothèques et centres de documentation.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	iii
SOMMAIRE.....	iv
ABBREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES.....	vii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE I : ETIOLOGIE DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN	32
I. FACTEURS EXTRINSEQUES LIES A LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE : CATALYSEUR DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN.....	33
II. DYNAMIQUES AFRICAINES ET LEURS INCIDENCES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN.....	40
III. CONTEXTE NATIONAL DE NAISSANCE DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN.....	43
CHAPITRE II : CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN : ESPACES, ACTEURS ET MODES OPERATOIRES (1990 et 2008).....	58
I. DOUALA ET YAOUNDE : EPICENTRES DES CONTESTATIONS SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN	59
II. ACTEURS DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN EN 1990 ET 2008... 	63
III. MODES OPERATOIRES DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN EN 1990 ET 2008.....	72
CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN (1990 à 2008)	84
I. LES MESURES RÉPRESSIVES D’ENDIGUEMENT DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN	85
II. LES STRATEGIES NON VIOLENTES D’ENDIGUEMENT DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN.....	97
III. STRATEGIES POLITIQUES DE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN.....	102
CHAPITRE IV : CONSEQUENCES, ZONES D’OMBRE ET PROPOSITIONS DE GESTION DES CRISES.....	110
I. CONSEQUENCES DES STRATEGIES DE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN.....	111
II. ZONES D’OMBRE : ENTRE VIOLATIONS DES DROITS DE L’HOMME ET DETENTIONS ARBITRAIRES	117
III. PROPOSITIONS POUR UNE "MEILLEURE" GESTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN.....	120
CONCLUSION GENERALE.....	128
TABLE DES MATIERES	144

RESUME

Ce travail de mémoire aborde la problématique de gestion des crises sociopolitiques au Cameroun. Il montre que l'origine des crises sociopolitiques au Cameroun relève des dynamiques internationales, régionales et nationales et que les villes Douala et Yaoundé sont les épices de ses crises. Les mécanismes de gestion mis en place par l'Etat pour mettre fin à ses crises sont à la fois violents, non-violents et politiques.

Sur le plan théorique, plusieurs approches ont permis de mobiliser certains éléments qui ont permis d'appréhender le phénomène des crises sociopolitiques au Cameroun à l'aune de l'avènement de la démocratie. Ainsi, le Cameroun, havre de paix et de stabilité sociopolitique ne fut pas épargné par le vent de l'Est qui a soufflé partout en Afrique mettant en branle la paix des Etats et la fin des régimes dictatoriaux.

Sur le plan méthodologique, ce travail repose sur une observation évolutive et analytique des mécanismes de gestion des crises sociopolitiques utilisés par l'Etat du Cameroun pour mettre fin aux crises sociopolitiques dès l'entame de la décennie 1990. Pour mener à bien ce travail, il a fallu s'appesantir non seulement sur les mobiles de ces crises, leur foyer, leur acteurs, leur mode opératoire mais aussi sur leur différentes méthodes d'endigement et apporter quelques recommandations.

La présente recherche a permis de faire le constat selon lequel, les méthodes de gestion utilisées par l'Etat du Cameroun n'ont pratiquement pas changé d'avec celles des puissances coloniales et qu'aujourd'hui l'Etat fait encore face à des crises sociopolitiques parce qu'il a toujours résolu ses crises conjoncturellement et non institutionnellement.

Mots clés : gestion, crise, Etat, démocratie, stratégie.

Abstract

This work, from memory, addresses the issue of sociopolitical crisis management in Cameroon. It shows that the origin of socio-political crises in Cameroon is linked to international, regional and national dynamics and that the cities of Douala and Yaoundé are the epicenters of its crises. The management strategies put in place by state to curb its crises are violent, non-violent and political.

On the theoretical level, several approaches have made it possible to mobilize certain elements which have made it possible to apprehend the phenomenon of socio-political crises in Cameroon, a haven of peace and sociopolitical stability, was not spared by the east wind which had blown everywhere in Africa, setting in motion the peace of state and the end of dictatorial regimes.

On the methodological level, this work is based on an evolutionary and analytical observation of the socio-political crisis management mechanisms used by the state of Cameroon to put an end to crises from the start of the 1990. We had to dwell not only on the motives of these crises, their focus, their actors and their modus operandi but also on the various containment strategies and make some recommendations.

This research has made it possible to make the observation that according to the equal, the crisis management methods used by the state of Cameroon have hardly changed from those of colonial powers and that today, the state still faces socio-political crises because it always resolves its problems cyclically and not institutionally.

Keywords : *management, crises, strategy, state, democracy.*

ABBREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

Abréviation

AN : Assemblée Nationale

CNS : Conférence Nationale Souveraine

CMO : Commandement Militaire Opérationnel

CO : Commandement Opérationnel

GP : Garde Présidentielle

Acronymes

ACAT : Abolition Chrétienne pour la Torture

ARE : Appareils Répressifs de l'Etat

BIR : Bataillon d'Intervention Rapide

BIT : Bureau International du Travail

BEDOC : Bureau d'Etude et de Documentation

BLI : Bataillon Léger d'Intervention

BTAP : Bataillon des Troupes Aéroportés

CELLUCAM : Cellulose du Cameroun

CONAC : Commission Nationale Anticorruption

DIRDOC : Direction Générale d'Etude et de Documentation

ESCAE : Ecole Supérieure du Commerce et d'Administration des Entreprises

ONU : Organisation des Nations Unies

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

SEMIL : Sécurité Militaire

SNEC : Société National des Eaux du Cameroun

SODEBLE : Société de Blé du Cameroun

SONAC : Société Nationale du Cameroun

Sigles

BMM : Brigade Mobile Mixte

DSP : Direction de la Surveillance Présidentielle

DST : Direction de la Surveillance du territoire

FMI : Fond Monétaire International

GMI : Groupement Mobile d'Intervention

GPIGN : Groupement Polyvalent d'Intervention de la Gendarmerie Nationale

GSO : Groupement Spécial d'Opération
KNDP : Kamerun National Democratic Party
MDR : Mouvement Démocratique pour la Renaissance
MRC : Mouvement pour la Renaissance du Cameroun
OIT : Organisation Internationale du Travail
ONDH : Organisation Nationale des Droits de l'Homme
ONG : Organisation non Gouvernementale
PMUC : Paris Mutuel du Cameroun
PSLD : Programme Social pour la Liberté et la Démocratie
RCA : République Centrafricaine
RFI : Radio France Internationale
RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
SDF : Social Democratic Front
UC : Union du Cameroun
UDC : Union Démocratique du Cameroun
UIP : Union Interparlementaire
UPC : Union des Populations du Cameroun
UNEK : Union National des Etudiants du Kameroun
URSS : Union des Républiques Socialistes et Soviétiques

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des cartes

Carte 1 : Carte historique du Cameroun.....	7
Carte 2: Carte de la ville de Douala.....	60
Carte 3 : Carte de la ville de Yaoundé.....	62

Liste des photographies

Photo 1 : Des manifestants défilant avec une banderole hostile au président au cours des émeutes de 2008.....	82
Photo 2 : Une scène de vandalisme après les émeutes de 2008 à Douala.....	83

Liste des tableaux

Tableau 1 : Estimation du taux de sous-emploi au Cameroun en février 2008.....	79
Tableau2 : Taux d'inflation des prix des produits de première nécessité au Cameroun.....	80
Tableau 3: Liste des commissariats de sécurité dans la ville de Yaoundé.....	98
Tableau 4 : Résultats des élections législatives de 1992.....	106
Tableau 5 : Résultats des élections présidentielles de 1992.....	108

INTRODUCTION GENERALE

1. CONTEXTE DE L'ETUDE

La scène mondiale est marquée par une recrudescence des crises sécuritaires en général et de manière particulière, par une forme exponentielle des crises sociopolitiques. L'actualité porte chaque jour son lot de crises de toutes natures nationales et internationales. Les Etats comme les organismes internationaux mènent une lutte sans précédent pour mettre fin à ces différentes crises sociopolitiques dans les quatre coins du monde.

En Afrique, au sortir du système colonial, la paix et la stabilité sociopolitique constituaient deux des principaux enjeux auxquels, les chefs d'Etat nouvellement nommés devaient faire face en raison de leur histoire politique et institutionnelle. Mais, la colonisation avait complètement redéfini les enjeux de pouvoir, créer de nouveaux Etats, réorienté les formes économiques, cristallisé de nouveaux intérêts¹. L'Afrique est aujourd'hui le lieu où l'on retrouve le plus grand nombre des crises sociopolitiques. Selon Anatole Ayissi : L'Afrique apparaît effectivement comme la " région du monde la plus affectée par les luttes armées ou les crises politiques porteuses de germes de guerre"². Depuis, les indépendances, en effet, bon nombre d'Etats africains ont été secoués par des crises. C'est le cas de la Côte d'Ivoire en 2002, de la République démocratique du Congo entre 1998-2001³ pour ne que citer cela.

Les causes des crises sociopolitiques en Afrique sont nombreuses. Dans son rapport de 1999, sur les causes des conflits et de la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique, le Secrétaire Général des Nations Unies, a établi les principales causes des crises et conflits. Il souligne que le legs du passé comme la guerre froide, la nature du pouvoir politique, la multiethnicité, les motivations économiques et la démographie galopante sont à l'origine de ces crises⁴. Pour le *Department For International Development* (DFID) c'est l'effondrement de l'Etat, le déclin économique, le chômage, la pression démographique, le manque d'éducation, la faiblesse de la société civile qui seraient les causes des crises en

¹ <https://books.openedition.org/pum/6384?lang=fr.introduction-à-la-politique-africaine>, consulté le 02 février 2021 à 19h18 minutes.

² A. Ayissi, "Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide, vers la diplomatie préventive et la sécurité collective", travaux de recherche de l'UNIDIR New York et Genève, n°27, 1994 cité dans D. Bach et L. Sindjoun " Ordre et désordre en Afrique", Polis, Revue camerounaise de science politique, vol.4, n°2, 1997, pp. 3-18.

³ M. Gazibo, *Introduction à la politique africaine*, Montréal, Presse Universitaire de Montréal, 2010, pp. 117-119.

⁴ *Ibid.*

Afrique⁵. De ces causes, le continent africain demeure un foyer aux multiples crises sociopolitiques qui gangrènent son développement, sa paix et sa stabilité sociopolitique. Cependant, la question de la gestion des crises sociopolitiques est un problème majeur qui préoccupe davantage les dirigeants en Afrique Subsaharienne que dans d'autres régions du globe.

L'Afrique Subsaharienne a été confrontée à des crises sociopolitiques sans précédent. C'est le cas des pays comme le Benin, le Darfour, le Comores⁶ le Niger, le Congo. Ainsi, le champ de la conflictualité en Afrique subsaharienne reste permanent à travers la prolifération des mouvements sécessionnistes ou séparatistes, des crises politiques, ethnique et guerre identitaire paralysant le tissu politique et social⁷. Dès lors, l'ensemble des crises observé un peu partout dans le monde en générale et en particulier en Afrique eut un impact significatif au Cameroun dès l'entame de la décennie 1990.

Havre de paix, considéré comme une destination sûr en Afrique⁸, le Cameroun à partir des années 1990 a connu des crises sociopolitiques qui lui ont valu sa paix. Le vent de démocratisation qui a soufflé un peu partout en Afrique eut des répercussions au Cameroun. comme par effet de contagion, les revendications observées un peu partout en Afrique comme ce fut le cas au Benin a permis une éveil de conscience sur les citoyens camerounais soucieux de leur devenir⁹. Depuis, 1990, l'Etat du Cameroun fait face à des manifestations et bouleversements sociopolitiques. Pour aboutir à un climat de paix, l'Etat a dû mettre un certain nombre de mesures en place. Malgré les efforts conjugués par l'Etat, le Cameroun fait face aujourd'hui à de nouvelles revendications sociopolitiques qui paralysent son déploiement.

Cependant, malgré la persistance des crises sociopolitiques, les Etats du monde en générale, et le Cameroun en particulier s'efforcent à mettre sur pied des politiques d'endiguement des crises. De ce fait, plusieurs mécanismes, structures et acteurs participent à la mise en place des moyens fiables et solides pour l'enlèvement des crises sociopolitiques qui affectent et paralysent la paix au Cameroun

⁵ Department for International development, The causes of conflict in Sub-saharan Africa, document de travail, octobre 2001, p. 14.

⁶ A Nouridine Salim, "Les crises sociopolitiques au Comores", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1 2011, p. 6.

⁷ A. Y. Mboule, "La crise politique du Darfour et ses implications dans l'éclatement du Soudan 1899-2011", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1 2013, p. 1.

⁸ J. C. Edjangué, *Cameroun un volcan en sommeil*, Paris, l'Harmattan, 2010, p. 34.

⁹ F. Eboussi Boulaga, *La démocratie de transite au Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 1997, p. 94.

Au regard de l'actualité, tous les pays du monde font face à des crises sociopolitiques. Aucun Etat n'est épargné même ceux qui sont considéré comme les plus fort. Ces crises ont des raisons multiples comme au Cameroun par exemple son passé colonial est en train d'avoir des conséquences significatives sur sa paix et le vivre ensemble. Cependant, la naissance des crises sociopolitiques au Cameroun constitue un danger pour l'Etat et les populations¹⁰. De ce fait, l'Etat se doit de mettre des mécanismes aptes et capables de mettre fin à ces crises. De ce travail se dégage les raisons du choix de l'étude.

2. RAISON DU CHOIX DU SUJET

Ce sujet ne relève pas du fruit d'un simple hasard. Deux principales raisons à savoir personnelles et scientifiques ont guidé le choix de cette thématique.

Le choix personnel de ce sujet découle d'abord de l'actualité en matière des crises sociopolitiques qui secouent le Cameroun depuis bientôt une décennie. L'Etat du Cameroun fait face à des revendications sécessionnistes dans ces régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, à l'Extrême-Nord, il fait face à la nébuleuse secte Boko Haram et à l'Est aux rebelles centrafricains. En 2018, suite aux élections présidentielles, les troubles observés après la proclamation des résultats auraient suscité en nous un questionnement. Ensuite l'une des motivations dans le choix de ce sujet est dû au fait que nous avons voulu comprendre pourquoi au Cameroun depuis 1990, malgré les efforts fournis par l'Etat l'on ne parvient pas à mettre fin aux crises sociopolitiques notamment celles post-électorales. En fin, l'autre motivation est due au fait que nous avons observé que les différentes crises sociopolitiques actuelles entraînent une instabilité sécuritaire et nous avons voulu apporter certaines recommandations pour une bonne gestion des crises sociopolitiques par l'Etat.

Quant à la motivation scientifique, elle résulte du fait qu'au cours de nos différentes lectures, la question de la gestion des crises sociopolitiques est partiellement ou peu abordée par ceux qui s'intéressent aux questions sécuritaires en général et singulièrement aux politiques publiques. Notre souci est de permettre aux générations actuelles et futures de mieux être informées et outillées sur les mécanismes de gestion des crises utilisés par l'Etat du Cameroun en 1990 et 2008. Aussi, importe-t-il de relever le fait que ce sujet ne fasse pas objet de principales préoccupations pour les historiens en général et les "spécialistes" de l'histoire politique en particulier. En tant qu'étudiante en histoire, nous voulons contribuer à

¹⁰ E. Z. Eyigla, " Réfugiés, déplacés internes et incidences sécuritaires au Cameroun : le cas de la ville de Douala 1967-2018", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2020, p. 3.

un pan de l'histoire politique du pays. De ces motivations ressort l'intérêt de la présente recherche.

3. INTERET DE L'ETUDE

Parler de gestion des crises sociopolitiques renvoie immédiatement à un ensemble de mécanismes ou de méthodes mis sur pied pour les endiguer. Ce travail ambitionne de contribuer à l'historiographie sur la question des gestions des crises sociopolitiques au Cameroun. Ainsi, il interpelle les décideurs politiques en Afrique en générale et au Cameroun en particulier à élaborer des mécanismes adéquats pour une meilleure gestion des crises sociopolitiques. Par ailleurs, il cherche à amener les décideurs politiques à mieux prendre en compte les droits et libertés des individus en ce qui concerne la liberté d'association, d'expression etc. Aussi vise-t-il à attirer l'attention sur les méthodes de gouvernance dans les Etats dits démocratique. Une meilleure compréhension de ce sujet amène à intégrer le cadre spatial et temporel.

4. DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE

La délimitation de ce sujet s'est faite à deux niveaux : spatial et temporel.

a. Délimitation spatiale

L'espace concerné sur la présente étude est la République du Cameroun. Occupée par l'Allemagne impériale de 1884 à 1916, devenue territoire sous mandat de la Société des Nations de 1922 à 1939 confié à la France et à la grande Bretagne et de 1946 jusqu'à 1961 il sera sous tutelle Franco-britannique. Il a une superficie de 475 442km²¹¹, dont 466 050 de superficie continentale et 9 600 km² de superficie maritime avec une population estimée en 2008 à 18 462 682 habitants¹². C'est un pays situé au cœur de l'Afrique et fait la jonction entre l'Afrique Equatoriale au Sud et l'Afrique tropicale au Nord. Ces frontières sont partagées avec six Etats donc le Nigéria à l'ouest, le Tchad à l'Extrême-Nord, la République Centrafricaine à l'Est, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale au Sud. Il est par conséquent très étendu en latitude : riverain du bassin du Congo au Sud, alors que l'ouest et le nord se rattachent aux hautes densités des pays du Golfe de Guinée. Il atteint au nord des rives sahéliennes du Lac Tchad¹³. Bordé par l'océan atlantique, le pays est dominé par l'un des

¹¹<http://ccere-cameroun.com/presentation-cameroun>, consulté le 02 Février 2021 à 23h05 minutes.

¹² E. H. Mballa, " La coopération internationale entre l'agence Espagnole de coopération internationale au développement (AECID) et l'Afrique subsaharienne de 1988 à 2012 : Cas du Cameroun", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2013, p. 6.

¹³ <http://ccere-cameroun.com/presentation-cameroun>, consulté le 02 février à 23h15 minutes.

massifs montagneux les plus hauts d'Afrique. Sa biodiversité fait de lui une Afrique en miniature¹⁴.

Sur le plan administratif et politique, le Cameroun est une République bilingue et multiculturelle de type présidentieliste. Le pouvoir exécutif est concentré autour du président et contrôlé par Paul Biya depuis 1982. Le pouvoir législatif est exercé par deux chambres, une Assemblée Nationale et un Sénat mis en place depuis le 14 Mai 2013¹⁵. Le Cameroun est membre de plusieurs institutions et organisations internationales et abrite les sièges de certains. L'on peut citer la Banque Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), Organisation de la Propriété Intellectuelle (OAPI), la commission du Golfe de Guinée, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) pour ne citer que ceux-ci. Il est membre de la Francophonie et du Commonwealth¹⁶.

Sur le plan administratif, le Cameroun compte 10 régions, 58 départements et 263 arrondissements. La capitale politique Yaoundé est le siège des institutions tandis que Douala est la capitale économique. Sur le plan humain, le Cameroun est marqué par une mosaïque de plus de 250 ethnies¹⁷. C'est un pays où cohabitent Anglophone et Francophone¹⁸.

L'économie camerounaise est l'une des plus diversifiées en Afrique. Son économie est constituée de trois secteurs à savoir primaire, secondaire et tertiaire. Le pays regorge de ressources naturelles agricole (banane, cacao, café, coton, miel), forestières, minières (bauxite, fer, cobalt, nickel, manganèse, diamant, marbre, gaz) pétrolières et industries (boisson, sucrerie, huilerie, savonnerie, ciment, métallurgie).

L'agriculture est considérée comme le pilier de l'économie Camerounaise. Avec une occupation de 70%¹⁹, elle contribue pour environ 42% de la population active. Elle se décline en plusieurs cultures à savoir les cultures de rente et celles dites vivrières (coton, thé, caoutchouc, manioc, riz, banane-plantain).

¹⁴ Le Cameroun est une Afrique à miniature grâce à sa diversité culturelle, son climat et il est le carrefour de rencontre de toute les cultures africaines et la diversité de ces sol lui donne cette appellation

¹⁵ <http://ccere-cameroun.com/presentation-cameroun>, consulté le 02 février à 23h15 minutes.

¹⁶ Le Cameroun est membre de la Francophonie et du Commonwealth en raison de son statut colonial qui fait de lui un pays bilingue.

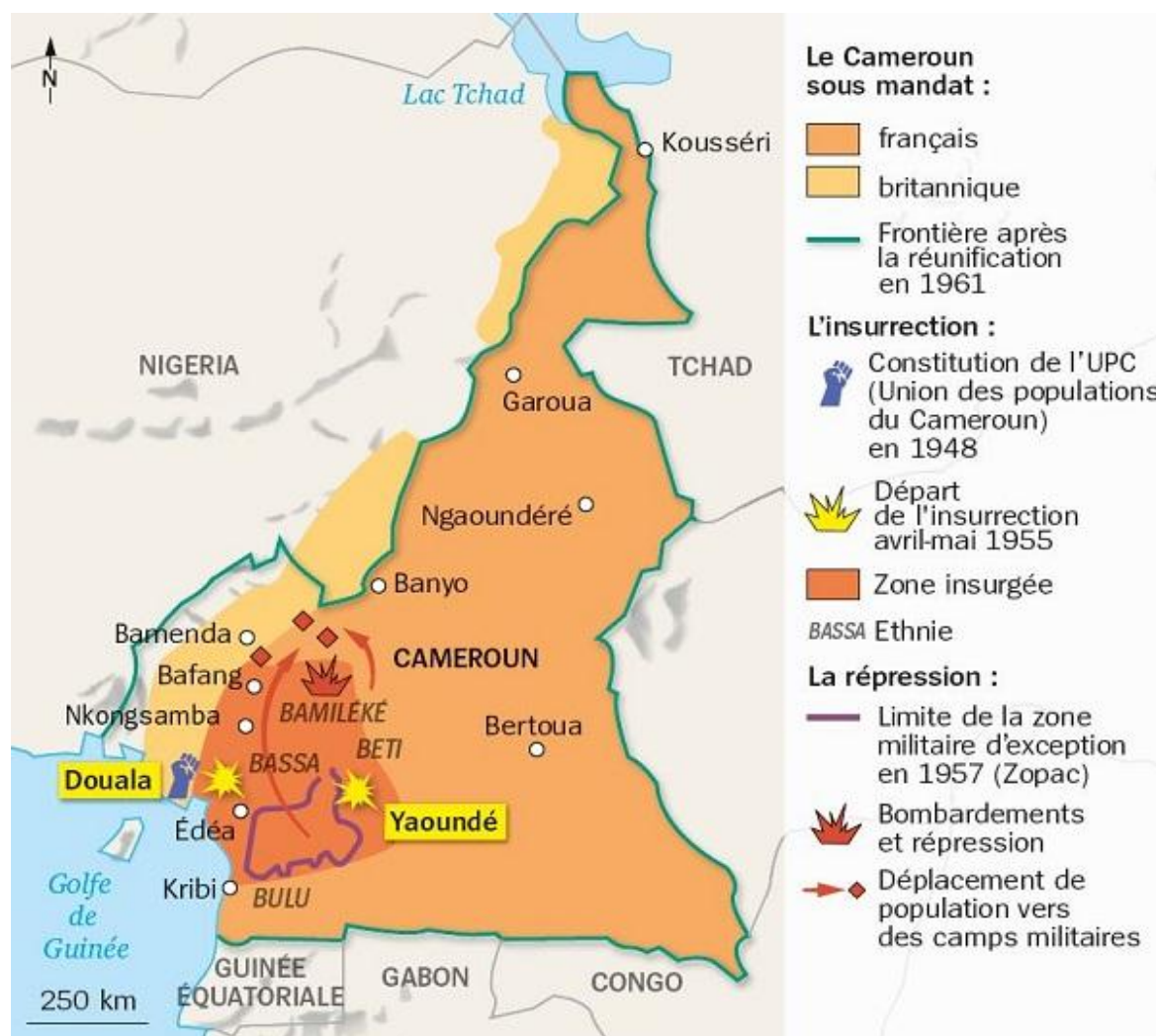
¹⁷ Mballa, "La coopération internationale...", p. 6.

¹⁸ Le Cameroun est constitué de francophone et anglophone suite à son histoire coloniale. Notons que lors de la bataille de Mora en 1916, les Allemand vont perdre la guerre et le territoire Cameroun va être partagé entre les anglais qui vont prendre les 1/5ém du territoire tandis que les français prendront les 4/5. C'est donc ce partage entre ces deux puissances coloniales qui fera du Cameroun un pays bilingue.

¹⁹ <http://ccere-cameroun.com/presentation-cameroun>, consulté le 02 février 2021 à 23h53 minutes.

L'histoire du Cameroun s'articule autour de trois grands moments : le protectorat allemand (1884-1916), le mandat de la Société des Nations (1922-1939) confié à la France et à la Grande Bretagne et la tutelle franco-britannique (1946-1961). Dans le cadre de ce travail Douala et Yaoundé ont été pris comme étant les épices des crises sociopolitiques au Cameroun. Ainsi, traiter ce sujet sans toutefois donner la situation géographique de ces deux villes relève d'une pure et simple erreur. La carte suivante ressort mieux notre zone d'étude.

Carte 1 : Zone d'étude



Source : <https://www.lhistoire.fr/carte/le-cameroun-1955-1960.html>, consulté le 3 mai 2021.

La région du Littoral en générale et la ville de Douala plus précisément a toujours été considérée, depuis la période coloniale comme étant le foyer des crises sociopolitiques au Cameroun²⁰. Chef-lieu de la région du Littoral et du département du Wouri, la ville de Douala

²⁰ J. Richard, *Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC*, Paris, Karthala, 1986, p. 268.

compte six arrondissements repartis en 116 quartiers²¹. Avec une superficie de 92 300 hectares soit 923 km² avec 25 000 ha urbanisés, elle est située au 4° de latitude Nord 9°35-9°50 de longitude Ouest²². Son climat est de type équatorial avec quatre saisons dont deux pluvieuses et deux sèches. Sa pluviométrie s'élève à 4 400 mm en moyenne par an. Elle apparaît comme l'une des villes les plus peuplées du Cameroun avec une population constituée en grande partie des "allogènes" et estimée à 1 912 426 habitants²³.

Son accès à la mer, son taux de population élevé, son degré d'industrialisation et la disponibilité des ressources font d'elle le poumon économique du pays. Son histoire politique, sociale et économique lui permettent d'être considéré comme un foyer des crises sociopolitiques depuis la période des puissances coloniale jusqu'à nos jours²⁴. La figure 2 montre la situation géographique de la ville de Douala.

Quant à la ville de Yaoundé, elle est la capitale politique du Cameroun et chef-lieu de la région du centre. Elle est située en 300 km de la côte atlantique, entre le 3° de latitude Nord et le 11°31 de longitude Sud²⁵. Elle est entourée de sept collines qui seraient à l'origine de son climat particulier. Yaoundé a une superficie de 13 614 ha en 2002 et une population de 2 millions en 2006²⁶. Elle est délimité à l'Ouest par l'arrondissement de Mbankomo, à l'Est par le département de Mefou-Afamba, au sud, le département de la Mefou-Akono et au Nord l'arrondissement d'Okola. Le Climat qui règne est de type équatorial, caractérisé par l'alternance de deux saisons sèches et deux saisons de pluie. Elle connaît une température moyenne de 23,5°C. La végétation est de type intertropical avec la forêt dominante humide méridionale. On y trouve des cours d'eau à l'instar du Mfoundi et ses affluents. La ville comporte aussi quelques Lacs étang naturels et artificiel.

b. Délimitation temporelle

Deux bornes chronologiques structurent la présente étude. Une inférieure (1990) et l'autre supérieure (2008).

²¹ Eyigla, "Réfugiés, déplacés internes...", p. 5.

²² *ibid*

²³ BUCREP, Résultat 3èMRGPH de 2005, 2010. Cité par Eyigla, "Réfugiés, déplacés internes...", p. 5.

²⁴ La ville de Douala a toujours été au centre des crises sociopolitiques parce que c'est dans cette ville qu'en 1944, après la conférence de Brazzaville on eut enregistré les premières revendications syndicales qui réclamaient à la puissance coloniale les meilleures conditions de travail. Il faut noter que bien avant 1944 l'on enregistrerait déjà les manifestations contre le colonisateur.

²⁵ P. Boulleys, "Contribution à la maîtrise de l'hygiène et l'assainissement dans les établissements classés de Yaoundé", Mémoire de Master en Biologie et Médecine, Université de Ouagadougou, 2006, (https://www.memoireonline.com/07/08/1261/m_contribution-maitrise-hygiene-assaini... Consulté le 02 février 2021 à 2h37 minutes.

²⁶ *Ibid.*

Sur le plan international, l'année 1990 correspond à la fin de la guerre froide et au démantèlement de l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques (URSS). La guerre froide²⁷, commencé dans les années 1948 va s'achever à 1989. Pendant ce temps les rivalités Est-Ouest structuraient les relations internationales. C'est donc la chute du mur de Berlin qui met un terme sur les rivalités entre le bloc capitaliste proaméricain et le bloc communiste prosoviétique. La chute du mur de Berlin a conduit à l'abandon de la conception unanimiste du pouvoir qui s'était érigée en dogme²⁸. Dans la même mouvance, 1990 marque la tenue du sommet Franco-africain de la Baule. Durant cette rencontre le président français François Mitterrand demanda à ses homologues africains d'instaurer la démocratie comme nouveau mode de gouvernance. Ainsi, dit-il, la France liera tous ses efforts de contribution à tous les efforts fait pour aller vers plus de liberté²⁹.

En Afrique, l'année 1990, marque le processus de démocratisation des Etats et la fin des régimes dictatoriaux. Ce processus a favorisé la naissance du multipartisme, la modification des constitutions, l'organisation des élections justes et transparentes. En claire, 1990 marque en Afrique une meilleure qualité démocratique³⁰.

Sur le plan national, 1990, marque le début de la crise politique. Cette crise politique eut comme conséquence immédiate la libéralisation du champ politique opérée par la loi n°90/53 du 19 décembre 1990 relative à la liberté d'association. En restaurant le multipartisme à la fin de 1990," le Cameroun a opté pour le multipartisme intégral. Depuis lors, plus de 200 formations politiques ont été créées mais beaucoup n'ont qu'une existence nominale³¹. Ainsi, que ce soit sur le plan internationale, régional et national, 1990, marque la fin des régimes dictatoriaux et la mise en place de la démocratie comme mode de gouvernance politique.

La borne supérieure qui est l'année 2008, marque les émeutes urbaines qui se sont déroulées au Cameroun du 25 au 28 février 2008³². Baptisées par certains émeutes de la faim au cours du mois de février 2008, le Cameroun a connu une crise sans précédent la plus redoutable de son histoire depuis 1990. Lors de son discours de fin d'année en décembre 2007, le président de la République du Cameroun Paul Biya annonce son désir de modifier la

²⁷ La guerre froide est un conflit idéologique qui opposait les communistes et les capitalistes à partir de 1948.

²⁸ G. Conac, " Quelques réflexions sur les transitions démocratiques en Afriques", Agence de la Francophonie, Cotonou, 2000, p. 3.

²⁹ A. Bourgui et C. Casteran, *Le printemps de l'Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1990, p. 63.

³⁰ N. Demers-Labrousse, "La démocratie en Afrique subsaharienne. Le cas du Cameroun", Mémoire de Maitrise en Science politique, Université de Sherbrooke, 2012, p.3.

³¹ *Ibid*, p. 67.

³² J. C. Edjangue, *Les colères de la faim...pourquoi l'Afrique s'est embrassée en 2008*, Paris, l'Harmattan, 2010, p. 8.

constitution à fin de se présenter aux élections présidentielles de 2011³³. Malheureusement, cette volonté politique rencontrera une forte contestation créant d'énormes foyers de tension à Douala³⁴. Considéré comme une crise économique au départ, les émeutes de 2008 au Cameroun portaient en elle des raisons politiques. Même si tout par de la hausse vertigineuse des prix du carburant et de la flambées des prix des denrées de premières nécessité ayant conduit au mécontentement des mototaxis, la crise sociale de 2008 avait des ramifications politiques.

5. CLARIFICATION DES CONCEPTS

L'une des principales exigences de tout travail qui se veut scientifique, surtout dans le domaine particulier des sciences humaines, réside dans la définition des termes³⁵. Cette exigence constitue comme un préalable *Sine qua non* de toute recherche d'ordre historique³⁶. C'est dans ce sens qu'a écrit Robert Marichal :

Lun historien ne doit jamais aborder l'histoire d'une idée ou d'une institution sans faire méthodiquement et exhaustivement l'histoire des mots par lesquels on l'a exprimée ou désignée, et cela ...non pas hâtivement en feuilletant les lexiques, mais par sondage, naturellement, dans les textes mêmes³⁷.

Ce sujet comporte des termes qu'il importe d'expliquer afin de lever tout point d'ombre et d'incompréhension. Les termes ayant retenus l'attention de ce travail sont : gestion, crises, gestion de crises, Etat, démocratie, règlement, règlement de crise, résolution et stratégie.

Etymologiquement, le mot gestion vient du latin "*gestio*" qui renvoie à l'action de gérer ou d'administrer.

Le dictionnaire le Nouveau Robert Méthodique définit la gestion comme étant l'action de gérer, durée pendant laquelle elle s'exerce³⁸. Quant au Dictionnaire Larousse de la langue Française, la gestion, du latin "*gestio*" est l'action ou la manière de gérer, d'administrer, de diriger quelque chose³⁹.

³³ Edjangué, *Cameroun un volcan...*, p.40.

³⁴ S Onohiolo, " L'an 2008", in F. Eboussi Boulaga, *L'Etat du Cameroun 2008*, Yaoundé, Terroirs, 2009, p. 9.

³⁵ F. Kange Ewane, *Semence et moisson coloniales. Un regard d'africain sur l'histoire de la colonisation*, Yaoundé, Editions CLE, 1987, p. 87.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ R. Marichal, "La critique des textes", in *l'Histoire et ses Méthodes*, sous la direction de Charles Samaran, Paris, Encyclopédie de la Pléiade, p. 1326.

³⁸ J. Rey-Debolle, *Dictionnaire le nouveau Robert méthodique*, Paris, 2003, p. 769.

³⁹ P. Larousse, *Dictionnaire Larousse de la langue française*, Paris, CEP, 1983, p. 626.

Selon William Zartman, la gestion se réfère à l'élimination, à la neutralisation ou au contrôle des moyens d'entretenir une crise. La gestion permet d'empêcher ou à calmer une crise en cours⁴⁰.

Selon G. R. Terry et S. G. Franklin, la gestion est définie comme : " un processus spécifique consistant en activité de planification, d'organisation, d'impulsion, et de contrôle visant à déterminer et à atteindre des objectifs définis grâce à l'emploi d'êtres humains et à la mise en œuvre d'autres ressources⁴¹".

D'après cette définition, on peut relever que la gestion est une activité qui transforme des ressources humaines et physique inorganisées en réalisation utiles et efficaces.

Allant dans le sens de ce sujet, la gestion renvoie à l'ensemble de moyens ou mécanismes mis en place pour endiguer les crises.

Etymologiquement, le mot "crise" associait le sens de "décision" et " jugement" ; en grec ancien "*kpioic*". La crise est une décision entre deux choix possibles. Une crise suppose donc une prise de décision, une action pour s'en sortir. La crise est une situation insolite caractérisée par son instabilité qui oblige à adopter une gouvernance spécifique pour revenir au mode usuel de vie⁴².

Le terme de crise est presque impossible à définir, mais repose ici peu ou prou sur l'idée que des situations sont suffisamment "anormales" pour susciter potentiellement une déstabilisation de l'ordre social, économique ou politique. Les crises les crises peuvent avoir des caractères très variés et ce terme générique désigne aussi bien les problèmes induits par une catastrophe naturelle, que les conséquences d'un acte terroriste ou le développement d'une maladie épidémique⁴³.

Les chinois traduisent le mot crise par "Wei Ji" : le vocable Wei renvoie au danger et "Ji" symbolise l'opportunité⁴⁴. De cet éclairage, on constate que chaque crise regorge une ou des opportunités. La crise est marquée par trois phases : le déferlement qui marque la situation brutale d'une crise, le dérèglement ici elle atteint un pic et est marquée par des manifestations.

⁴⁰ W. Zartman, *La résolution des conflits en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1990, p. 12.

⁴¹ E. Nsengiyumva, "L'impact du contrôle de gestion sur la rentabilité et l'efficacité des entreprises au Rwanda. Cas des entreprises publiques", Mémoire en économie et finance, Université Adventiste d'Afrique Centrale (UAAC), 2007 (https://www.memoireonline.com/01/12/5031/m_1-impact-du-contrle-de-gestin-sur-la... Consulté le 03 février 2021 à 9h48 minutes.)

⁴² https://fr.m.wikipedia.org/wiki/gestion_de_crise.html, consulté le 03 février 2021 à 10h9 minutes.

⁴³ O. Nay, *Lexique de Science Politique*, Paris, Dalloz, 4^e édition, 2017, p. 124.

⁴⁴ J. Barragan, " Stratégie de gestion de crises : Théories, Témoignage et Analyse", Mémoire de Master MSC, Kedge Business School, 2018, p. 10.

Il faut trouver des moyens de régulation, la rupture qui consiste à panser les blessures à trouver des terrains d'entente.

Le terme de crise selon, Thierry de Montbrial et Jean Kleina commencé à être évoqué dans les relations internationales au début du XXe siècle, plus particulièrement à l'occasion de la colonisation européenne en Afrique et en Asie. Pour eux, la crise peut être appréhendée comme l'"aggravation subite d'une situation instable et cela à un point tel qu'apparaisse de risque prochain d'un affrontement armé, ce qui impose aux décideurs politiques avec urgence de faire des choix qui seront déterminants par leurs conséquences⁴⁵.

Pour Pascal Chaigneau, le terme crise est défini comme une " situation intense, évolutive et toujours déterminante obligeant les Etats à décider et parfois à agir militairement par précaution afin d'éviter si possible le conflit armé. La crise est d'abord un moment de vérité, d'autant plus que toute prévention des crises est aléatoire et imparfaite, que toute gestion des crises se heurte à des difficultés non négligeables, surtout dans les démocraties⁴⁶.

Pour le politologue William Zartman, la crise est le "passage actif aux hostilités armées. Bien que le terme évoque souvent une flambée soudaine sur une courte période, cette restriction apparaît trop limitative des flambées soudaines et des changements d'intensité peuvent prolonger une crise⁴⁷.

Gérard Cornu, définit la crise comme, " une situation troublée qui, en raison de sa gravité, justifie des mesures d'exception⁴⁸

La notion de crise dans le domaine de la santé décrit une phase décisive d'une maladie. Avec le temps, le terme "crise " s'est étendu à l'idée de trouble, de situation de déséquilibre profond, puis de désordre graves⁴⁹ (sociaux, économique, politique, géopolitique, climatique, etc.). Pour le Robert, la crise est une manifestation émotive, soudaine et violente⁵⁰.

L'économiste Didier Heiderich donne une définition simple de la crise tout en la qualifiant d'un moment grave : " Moment transitoire et périlleux qui peut conduire à une rupture définitive entre deux états, qui demande de prendre dans l'urgence et avec

⁴⁵ T. Montbrial et Jean Klein, *Dictionnaire de stratégie*, Paris, PUF, 1^{ère} éd, 2002, p. 113.

⁴⁶ P. Chaigneau (dir), *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, *Economica*, 1998, p. 84.

⁴⁷ Zartman, *La résolution des...*, p. 12.

⁴⁸ G. Cornu, *Vocabulaire des termes juridiques*, Paris, PUF, 7^e éd, juin 2005, p. 253.

⁴⁹ Barragan, "Stratégie de gestion...", p. 10.

⁵⁰ Rey-Debolle, *Dictionnaire le nouveau...*, p. 397.

discernement des décisions conséquentes soumises au jugement du réel⁵¹". Ainsi, un événement même étant grave ne signifie pas forcément une situation de crise

La présente étude entend par crise une période du passage de la normalité à l'anormalité. C'est une situation qui marque la rupture totale ou partielle de la paix dans un Etat. Elle renvoie à une situation d'anormalité politique et économique causée à la fois par la conjoncture et la structure de la société politique et ayant des conséquences sur l'équilibre sociétal.

La gestion des crises renvoie à des modes d'organisation de moyens mis en œuvre pour faire face à une survenance des crises. Elle s'appuie sur la probabilité d'occurrence et la capacité d'une organisation à faire face ou à subir cette même crise⁵².

Le terme gestion de crise recouvre le plus souvent l'ensemble des actes menés par les programmes et les instruments mobilisés en cas d'occurrence d'une crise ou d'un risque grave. La gestion de crise, dans sa formulation la plus simple résulte dès lors de la capacité variable de prévention, de traitement et de résolution dont font preuve principalement les autorités politico-administratives, mais également les acteurs privés face à de telles situations⁵³.

Le vocable gestion de crise est souvent assimilé aux "principes de précaution", dans la mesure où il s'agit de deux formes d'évolution contemporaine de l'action publique qui visent à une prise en compte de risque multiformes (scientifique, sanitaire, climatique, économique).

D'un point de vue plus concret, la gestion de crise repose souvent sur des dispositifs de prévention, sur la mise en place de mécanismes d'information et de coordination, et sur le développement d'expertise particulière en cas de déclenchement des risques⁵⁴. Ainsi, au Cameroun des crises sociopolitiques comme celles des années 1990 et 2008, ont conduit à la mise en place des stratégies politiques, violentes et non violentes pour traquer les supposés délinquants.

⁵¹ D. Heiderich, *Plan de gestion de crise*, Dunod, 2010, (<https://fr.slideshare.net/mobile/JeanBarragan/strategie-de-gestion-de-crise-jean-barragan.html>, consulté le 09 Mars 2021 à 8h2 minutes)

⁵² Barragan, "Stratégie de gestion...", p. 19.

⁵³ Nay, *Lexique de Science...*, p. 124.

⁵⁴ *Ibid.*

La gestion des crises est, par conséquent, un moyen pour l'Etat de redéployer et de relégitimer son action, et de rétablir ainsi sa capacité à protéger la société dans des situations de forte incertitude⁵⁵.

Selon William Zartman, la gestion de crise fait appel à des mesures comme refuser aux deux côtés les moyens de se battre, neutraliser les moyens d'un camp en augmentant légèrement ceux de l'autre, séparer les combattants dans l'espace ou dans le temps, remplacer les affrontements par les rencontres autour d'une table de négociation⁵⁶.

La gestion de crise est l'ensemble des modes d'organisation, des techniques et des moyens qui permettent à une organisation de se préparer et de faire face à la survenance d'une crise, puis de tirer les enseignements de l'événement pour améliorer les procédures et les structures dans une vision prospective⁵⁷. La gestion d'une crise est donc le passage de l'anormalité à la normalité. Ceci passe par des techniques et méthodes efficaces. Elles peuvent être la dissuasion, le dialogue, la négociation.

Etymologiquement parlant, l'Etat vient du latin "*status*", dérivé du verbe "*stare*" qui signifie au sens premier "se tenir debout", et au sens figuré "la position"⁵⁸. Le mot Etat apparaît dans les langues européennes dans son acceptation moderne au tournant des XVe et XVIe siècles⁵⁹. Au XVIIIe siècle, l'Etat désigne également la condition d'une personne, son "état civil". Selon Hannah Arendt, le mot vient du latin "*status rei publicae*" qui signifie "la forme du gouvernement"⁶⁰.

Selon le lexique des Sciences Politiques, l'Etat, est un système de domination caractérisé par la formation d'institutions politiques distinctes de la société, doté de la personnalité morale et des moyens d'exercice de la souveraineté sur un territoire et sa population. L'Etat s'incarne dans les organes tels le chef de l'Etat, le parlement, le gouvernement et l'ordre judiciaire et dans un ensemble de structures organisationnelles et les administrations publiques⁶¹.

⁵⁵ Nay, *Lexique de Science...*, p. 124.

⁵⁶ Zartman, *La résolution des...*, p. 12.

⁵⁷ https://fr.m.wikipedia.org/wiki/gestion_de_crise.html, consulté le 03 Mars 2021 à 12h03 minutes.

⁵⁸ Larousse étymologique, Paris, France, 1971, p. 563.

⁵⁹ <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat#:~:text=Sur%20le%20plan%20juridique%2C%2> ... consulté le 03 février 2021 à 11h26 minutes.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Nay, *Lexique de Science...*, p. 203.

Dans les régimes démocratiques modernes, ces organes puisent leur légitimité dans le consentement du peuple, conformément aux dispositions de la constitution.

L'Etat, a pour mission de promouvoir le bien commun, son action n'est pas censée servir des intérêts particuliers, le périmètre de son action et l'ampleur des services qu'il fournit à la population varient selon les périodes et pays.

L'Etat ne saurait, toutefois, se confondre avec une forme quelconque de régime politique. L'Etat moderne s'est progressivement construit en Europe, à la fin du moyen âge, au moment où l'unification des territoires, la centralisation politique et l'essor du système monarchique mettaient fin à la dispersion des pouvoirs seigneuriaux qui caractérisait le système féodal.

Les révolutionnaires de 1789 ont sensiblement fait évoluer la théorie de l'Etat, en considérant que la souveraineté résidait dans la nation⁶² à qui, désormais, est reconnu le droit de choisir ses institutions politiques, c'est-à-dire son mode de gouvernement. L'Etat, la souveraineté et la nation, sont à partir de ce moment, les éléments indissociables constitutifs de l'ordre politique. A cet égard, de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'aux années 1950-1960⁶³, la référence à l'"Etat-nation" a servi de fondement aux revendications des peuples luttant pour s'affranchir de la domination impériale ; dans ce contexte, la création d'un Etat souverain constituait bel et bien l'aboutissement de la lutte de libération "nationale"⁶⁴.

Au XX^{ème} siècle, les expériences totalitaires (Union Soviétique et Allemagne nazie) ont été l'occasion d'une prise de contrôle des organes de l'Etat par le parti unique au pouvoir. Qu'elle soit militaire ou civile, instrumentalise l'Etat pour renforcer son contrôle sur la société. La fin de ces régimes totalitaires à partir des années 1990 suite à la chute du mur de Berlin a engendré dans le monde en général, et au Cameroun des revendications politiques.

L'Etat selon le Robert est une autorité souveraine s'exerçant sur un peuple et un territoire déterminé. C'est aussi un groupement humain fixé sur un territoire déterminé, soumis à un même gouvernement⁶⁵. Sur le plan sociologique, l'Etat est un ensemble de personnes vivant sur un territoire déterminé et soumis à un gouvernement.

⁶² La nation est une entité de personnes vivant sur un territoire, soumis à un gouvernement et ayant des souvenirs historiques, culturels, économiques, politiques communs.

⁶³ Les années 1950-1960 marquent la période de décolonisation des Etats africains.

⁶⁴ Nay, *Lexique de Science...*, p. 203.

⁶⁵ Rey-Debolle, *Dictionnaire le nouveau...*, pp. 624-625.

Sur le plan juridique, l'Etat peut être considéré comme l'ensemble des pouvoirs d'autorité et de contrainte collective que la nation possède sur les citoyens et les individus en vue de faire prévaloir ce qu'on appelle l'intérêt général et avec une nuance éthique le bien public ou le bien commun⁶⁶.

En droit international, un Etat est vu comme délimité par des frontières territoriales établies, à l'instar desquelles ses lois s'appliquent à une population permanente et comme constitué d'institutions par lesquelles il exerce une autorité et un pouvoir effectif⁶⁷.

Ph. Sueur voit en l'Etat " un territoire, un peuple, un gouvernement institutionnalisé et indépendant réunis pour former cet être doté de la puissance souveraine qui structure et contient la société politique⁶⁸ .

Carré Malberg définit l'Etat comme un regroupement de domination de caractère institutionnel qui a cherché à monopoliser, dans les limites d'un territoire, la violence physique légitime comme moyen de domination et qui, dans ce but a réuni dans les mains des dirigeants moyens matériels de gestion⁶⁹.

Du point de vue de ce travail, l'Etat se définit comme étant une institution politique délimité par des frontières, possédant un territoire et soumis à une constitution donc le but est de participer au développement et bien être de ses citoyens.

Etymologiquement, la démocratie vient du grec "*demos*" qui signifie peuple et "*kratos*" qui veut dire pouvoir. Dans son acceptation simple, la démocratie est le pouvoir du peuple. A l'origine, elle désignait un régime politique dans lequel tous les citoyens participent aux décisions politiques au moins par le vote. Aujourd'hui, elle désigne tout simplement un système politique dans lequel le peuple est souverain⁷⁰.

La démocratie dans sa définition étroite, est un régime dans lequel la souveraineté appartient à l'ensemble des citoyens, qui l'exercent à l'occasion d'élections libres et disputées intervenant en intervalles réguliers. Dans ce même ordre d'idée, la démocratie, est, pour reprendre la formule d'Abraham Lincoln, " le gouvernement du peuple, par le peuple et pour

⁶⁶ G. Burdeau, *Traité de science politique*, Paris, 3^e éd, 1969, p. 169.

⁶⁷ <https://journals.openedition.org/plc/321#ftn1.html>, consulté le 03 février 2021 à 11h32 minutes

⁶⁸ Ph. Sueur, *Histoire du droit public français, XVe- XVIIe siècle*, " La genèse de l'Etat contemporain", Tome 1, la constitution monarchique, Paris, 1989, p. 71.

⁶⁹ <https://www.vie-publique/que-est-ce-que-l-etat.html>, consulté le 13 février 2020 à 6h54 minutes.

⁷⁰ <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocratie.html>, consulté le 03 février 2021 à 12h30 minutes.

le peuple⁷¹". La démocratie se caractérise d'abord, par la participation du peuple, ce qui implique l'intervention des citoyens dans l'exercice du gouvernement politique soit directement, soit par l'intermédiaire des représentants mais se limite souvent, dans les faits à une activité de contrôle sur les gouvernants par le biais des élections⁷². Ensuite, le pluralisme politique, qui suppose le multipartisme c'est-à-dire un système à plusieurs partis politiques, indépendants des uns des autres et en libres compétitions pour l'accès aux positions électives. Mais aussi une structuration de de la société permettant la représentation de la diversité des intérêts et des groupes notamment par des organisations de la société civile et par des médias libres et indépendants. Enfin, l'alternance au pouvoir, ce qui suppose que le pouvoir ne soit pas accaparé de façon continue par une seule force politique ou une seule coalition de forces.⁷³

Le dictionnaire le Robert définit la démocratie comme une forme de gouvernement dans laquelle la souveraineté appartient à ceux qui ont la qualité de citoyen ou peuple⁷⁴. En 1863, A. Lincoln⁷⁵ décrit l'essence de la démocratie comme le "gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple". Ainsi, le peuple est directe car il vote les lois et représentatif, il élit ses représentant qui sont chargé de voter les lois. Suivant ce principe la souveraineté appartient au peuple qui choisit ces dirigeants.

La démocratie est définie comme la tenue, à intervalles réguliers, d'élection libres, fiable et transparentes, fondées sur le respect et l'exercice, sans aucun empêchement ni aucune discrimination, du droit à la liberté et à l'intégrité physique de tout électeur et de tout candidat, du droit à la liberté d'expression et d'opinion, notamment par voie de presse et autre moyen de communication, de la liberté de réunion et de manifestation, et de la liberté d'association. Elle suppose donc l'existence de partis politiques "égaux en droits, libres de s'organiser et de s'exprimer. Ainsi, la démocratie va de pair avec le multipartisme⁷⁶.

La démocratie allant dans le sens de ce travail se définit comme la tenue à intervalles régulier d'élection libre fiable et transparentes fondées sur le respect et l'exercice sans aucun empêchement ni aucune discrimination du droit à la liberté et à l'intégrité physique de tout électeur et de tout candidat, du droit à la liberté d'opinion et d'expression notamment par voie de presse ou moyen de communication de la liberté de réunion et manifestation et de la liberté

⁷¹ Nay, *Lexique de Science...*, p. 143.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ J. Rey-Debole, *Dictionnaire le nouveau Robert méthodique*, Paris, 2003, p. 451.

⁷⁵ Abraham Lincoln fut l'un des présidents des Etats Unis d'Amérique de 1860 à 1865.

⁷⁶ <https://books.openedition.org/putc/2644?lang=fr> consulté le 11 mai 2021 à 14h36 minutes.

d'association. La démocratie suppose l'existence de plusieurs partis politique égaux et libre de s'exprimer et de s'organiser. Elle suppose donc la pleine jouissance des droits civils et politiques par les citoyens⁷⁷. Pour mieux comprendre ce sujet il a été judicieux de faire une revue de la littérature. Le règlement est l'action de règle une affaire, une crise ou un conflit afin de lui trouver une solution définitive.

Etymologiquement, règlement vient de règle, issu du latin *regula*, de déterminer, de soumettre quelqu'un à une règle, à une discipline. C'est l'ensemble des prescriptions que doivent observer les membres d'un groupe, d'une société, d'une assemblée. Le règlement est aussi l'action de régler une affaire ou une crise de lui trouver une solution définitive⁷⁸

Au sens du droit public, un règlement est une disposition prise par certaines autorités administratives, auxquelles la constitution donne compétence pour émettre des règles⁷⁹.

Le règlement est un acte à caractère général et impersonnel qu'une autorité exécutive ou administrative peut prendre dans le cadre de ses compétences. Les règlements se distinguent par leur auteur. Il peut s'agir d'une autorité nationale (président ou premier ministre) ou locale (maire, préfet); par leur forme. Celles de décret pour les autorités nationales ou d'arrêtés pour les autorités locales⁸⁰.

Règlement de crise est l'ensemble des méthodes, moyens, techniques mis en place par les autorités administratives pour l'endiguement d'une crise.

Résolution vient du mot latin *resolvere*, action de résoudre. C'est prendre des mesures appropriés sans exclure la répression pour lutter contre toute menace à la paix ou rétablir la paix si elle est rompue à la suite d'un acte d'agression ou d'autres causes. C'est un concept lié au management impliquant la relation à la prise de décision, la résolution s'entend de tous les efforts fournis consciemment ou non en vue de trouver une solution à un antagonisme⁸¹.

En droit international, une résolution est un "acte émanant d'une conférence ou d'un organe d'une organisation internationale dont la portée juridique est variable. Certaines résolutions sont obligatoires ou facultatives⁸²".

⁷⁷ <https://books.openedition.org/putc/2644?lang=fr> consulté le 11 mai 2021 à 14h36 minutes.

⁷⁸ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Reglement.htm#:~:text=Etymologie%20%3A%20de%20r%20...,> consulté le 10 mai 2021 à 16h04 minutes.

⁷⁹ <http://www.dictionnaire-juridique/definition/reglement.php> consulté le 02 avril 2021 à 10h45 minutes.

⁸⁰ Nay, *Lexique de Science...*, p. 501.

⁸¹C. Esseba, " La résolution des conflits en Afrique : Bilan, leçons et perspectives", Thèse de doctorat /PHD en Science politique, université de Yaoundé II, 2007, p. 7.

⁸²<https://www.cnrtl.fr/definition/r%C3%A9solution> , consulté le 10 mai 2021 à 15 h 7 minutes.

Selon William Zartman, une résolution s'applique à l'élimination des causes du conflit sous-jacent, généralement avec les accords des parties en présence⁸³. La résolution de conflit est à long terme un fruit épineux et s'accomplit rarement par une action directe et nécessite le plus souvent un laps de temps prolongé. Même si, les aspects immédiats du conflit peuvent parfois être supprimés⁸⁴.

Il n'existe aucune définition universellement reconnue du mot stratégie. Ce terme, quittant du champ de guerre s'est banalisé et s'est répandu dans de multiples domaines de l'activité humaine. Pour le rapprocher de sa signification, il revient d'étudier l'histoire de son apparition à son utilisation extensive aujourd'hui.

Stratégie vient du grec *Strato Agein*, qui signifie, l'armée que l'on pousse en avant, qui conduit à *Strategos*, le général. La fonction de stratège apparaît à Athènes, au Ve siècle avant notre ère. Les Romains, latinisent le concept et parlent du *strategus*, le chef d'armée, tandis que les Byzantins reprennent le terme de *strategos*⁸⁵. En occident, les termes de stratège et de stratégie disparaissent pendant plusieurs siècles pour ne réapparaître qu'à l'époque moderne. Hors du monde gréco-romain et à l'exception de la Chine de Sun Zhu, on ne trouve pas de concept équivalent même dans la société ayant élaboré un art de la guerre perfectionné. C'est au ^{VIII}^e siècle que renaissent les termes de stratégie et de stratège, accompagné au ^{XIX}^e siècle de celui de stratégeste⁸⁶.

Le Britannique Julian Corbett, en 1911, définit la stratégie comme " l'art de diriger la force vers les fins à atteindre⁸⁷". En 1937, l'amiral français Castex propose le concept de "stratégie générale" pour désigner " l'art de conduire, en temps de guerre et en temps de paix, l'ensemble des forces et des moyens de lutte d'une nation". Cette stratégie générale, " coordonnant les stratégies particulières, celles de divers secteurs de la lutte : politique, terrestre, maritime, aérien, économique, colonial, moral...⁸⁸".

La stratégie, dans le domaine de gestion des ressources humaines, est une notion qui a été saisie par plusieurs auteurs (Alfred Chandelier en 1962, Frédéric Leroy en 2012, Michel Marchesnay en 1993). Selon Alfred Chandelier, " la stratégie consiste à déterminer les

⁸⁴ Zartman, *La résolution des...*, p. 12.

⁸⁵ V. Desportes, " La stratégie en théories", dans, *Politique étrangère* 2014/2 (Eté), p. 165.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ibid.*

objectifs et les buts fondamentaux à long terme d'une organisation, puis à choisir les modes d'action et d'allocation des ressources qui lui permettront d'atteindre ces buts et objectifs⁸⁹".

Contrairement à la "tactique", dont l'enjeu est limité dans l'espace et dans le temps, la stratégie vise un objectif global et à plus long terme, comme les écrits des grands stratèges en témoignent à l'instar de Sun Zhu⁹⁰. La stratégie opposée à la tactique est l'art de faire évoluer une armée sur un théâtre d'opération jusqu'au moment où, elle entre en contact avec l'ennemi. C'est la partie de la science militaire qui concerne la conduite générale de la guerre⁹¹. La stratégie est l'ensemble de moyens organisés et coordonnés à court ou à moyen terme mis en place par des acteurs institutionnels et administratifs en période de crise.

Pour mieux comprendre ce sujet il a été judicieux de faire une revue de la littérature.

6. REVUE DE LA LITTÉRATURE

La revue de la littérature se définit comme étant la collecte des informations dans un domaine ou sur un sujet précis. Elle permet donc au chercheur de prendre connaissance des travaux de recherche déjà effectués sur le sujet qu'il l'intéresse, et ainsi d'établir les bases connues afin de s'en inspirer pour définir un cadre de recherche complémentaire, percevoir certaines implications non envisagées, éviter certaines erreurs méthodologiques identifiées dans de précédent travaux, mettre à profit certains outils utilisables pour sa propre recherche⁹². Michel Beaud quant à lui, parlant, de la revue de la littérature fait savoir qu' " aucun étudiant, si brillant soit-il, ne peut faire tout seul ce que l'humanité a mis des siècles à enfanter. Toute réflexion solide est avant tout, réflexion sur la pensée des autres auteurs⁹³ .

Les crises sociopolitiques de nos jours restent un problème mondial préoccupant. De nos jours, aucun pays n'est épargné par ce phénomène qui gangrène la stabilité des Etats africains et de manière particulière le Cameroun. Ce fléau suscite beaucoup d'émoi et un bon nombre de chercheurs se sont penchés sur la question, afin d'amener les décideurs politiques à trouver les voies et moyens leur permettent de résoudre les crises sociopolitiques. Cette partie fait, ressortir les travaux qui de près ou de loin sont en rapport avec ce sujet.

⁸⁹ A. Chandelier, "strategy and structure" : chapter in the history of the American Industrial Enterprise, SL, Beard Books, 1962, p. 480.

⁹⁰ Nay, *Lexique de Science...*, p. 565.

⁹¹ J. Rey-Debove, *Le nouveau Robert méthodologique*, Paris, 2003, p. 1637.

⁹² <https://www.e-marketing.fr/definition-glossaire/revue-litterature-242971.htm>, consulté le 04 mars 2021 à 9h02 minutes.

⁹³ M. Beaud, *L'art de la thèse*, Paris, La Découverte, 1985, p. 143.

William Zartman⁹⁴, dans son travail, aborde la problématique de la résolution des conflits en Afrique. A travers son étude, l'on appréhende les types de crises et conflits, ainsi que, leur mode de résolution, en Afrique centrale, Australe, au Sahara et dans la Corne de l'Afrique. Pour lui, la résolution des conflits en Afrique se fait à travers des mécanismes dits modernes tels que, la médiation, la négociation, la diplomatie, associée à des pressions en faveur d'une solution politique. Les cadres de référence de ces mécanismes, demeure l'organisation des Nations Unies, l'Union Africaine et quelques regroupements sous régionaux. Ce document, permet à la présente recherche de mieux saisir, les acteurs ainsi que les procédés utilisés pour résoudre les crises et conflits sur le sol africain.

La thèse de Cyriaque Esseba⁹⁵, aborde la problématique de la résolution des conflits en Afrique. Il part du constat selon lequel, l'évolution rapide des mœurs et des mentalités sur le continent appelle à des réponses urgentes pour la résolution des conflits en Afrique. La multiplication des crises internes sont aujourd'hui le véritable défi auquel l'Afrique doit faire face. Pour lui, le cadre de règlement de ces conflits revient à l'Organisation de l'Union Africaine (OUA). Elle va être confrontée à de nouvelle réalité qui exigeaient de nouvelles réponses ce qui rendait sa mission compliquée. L'échec, de l'OUA dans le règlement des conflits a été patent. Mais, le contexte international, marqué par la fin du monde bipolaire et la naissance de l'Unité Africaine va constituer une chance pour le continent.

Francine Bitee⁹⁶, dans son analyse sur la transition démocratique au Cameroun de 1990 à 2004, tire la conclusion selon laquelle la transition démocratique fut un échec au Cameroun. Ceci à cause du régime monolithique basé sur le patriarcat. L'auteure soutient que le vent de démocratisation a donc donné la possibilité aux populations d'exprimer leur ressenti à travers les actes de vandalisme et des grèves pour se faire entendre. Cependant, cette étude nous a permis de comprendre les différents facteurs qui ont engendré la crise politique. Bien que s'étant limité à la crise politique son ouvrage est important.

Michel Banock⁹⁷, rappelle les étapes de la démocratisation commencée en 1990, les arguments avancés naguère pour s'opposer au multipartisme, et propose une réflexion sur les solutions possibles à court et à moyen terme. L'auteur montre qu'après les premières manifestations que sont la tuerie de Bamenda on s'est acheminé vers le multipartisme. Par

⁹⁴ Zartman, *La résolution des...*

⁹⁵ C. Esseba, " La résolution des conflits en Afrique : Bilan, Leçon et Perspectives", Thèse de Doctorat/ PHD, Université de Yaoundé I, 2007.

⁹⁶ Bitee, *La transition démocratique...*

⁹⁷ M. Banock, *Le processus de...*

conséquent, cette étude aborde les fondements de la crise politique et permet de mieux appréhender les causes internes et externes des crises au Cameroun.

Ahmadou Sehou⁹⁸, mène une étude sur l'opposition au Cameroun. Pour l'auteur, les partis de l'opposition ont connu un échec dans leur combat. Pour lui, le multipartisme instauré à partir de 1992 au Cameroun est un échec. A la suite de son analyse, il démontre que la vie des partis politiques fut très mouvementée. Cependant, ces travaux ont permis aux lecteurs de comprendre les différents moyens mis en place par le pouvoir en place pour museler les partis de l'opposition.

Jean-Célestin Edjangué⁹⁹, exhume, les causes ayant conduit aux manifestations du 23 au 29 février 2008 au Cameroun. Il part du constat selon lequel ces causes sont à la fois politiques et sociales. Pour lui, ces événements sont nés du mécontentement des populations frustrées, muselées et débordées par le climat sociopolitique qui sévissait à travers le pays. Ce mécontentement serait intervenu non seulement après le discours du chef de l'Etat de fin d'année 2007 où il annonce sa volonté de modifier la constitution du 18 janvier 1996 mais aussi de la hausse du prix du carburant et des denrées de premières nécessité. Seulement, ce travail ne s'est que limité sur les causes de la crise sociale de 2008.

Le même auteur¹⁰⁰, montre les fondements de l'embrasement du continent en 2008. Il va du constat selon lequel, l'Afrique possède un énorme potentiel économique mais elle fut confrontée à une série d'émeute dite de la faim. Il soutient que la misère économique et le pouvoir autocratique ont favorisés cet embrasement. Les informations obtenues dans cette étude sont un éclairage partiel des crises survenues au Cameroun.

Souley Onhiolo¹⁰¹, dresse un bilan des faits qui ont marqués la vie sociopolitique au Cameroun en 2008. L'an 2008 selon l'auteur, fut en effervescence sur tous ses fronts. On avait enregistré plusieurs crises: les émeutes dites de la faim, le chaos sécuritaire, les revendications de l'élite septentrionale, les casses à Yaoundé et l'opération épervier. Selon lui, la réforme constitutionnelle annoncée par le président en décembre 2007 est à l'origine des manifestations de 2008. Ce travail, a apporté des éléments nécessaires sur les mobiles ayant poussés les populations dans les rues.

⁹⁸ A. Sehou, *Cameroun l'opposition en panne : autopsie critique et proposition de relance*, Yaoundé, Luppepo, 2012.

⁹⁹ J. C. Edjangué, *Cameroun un volcan...*

¹⁰⁰ Edjangué, *Les colères de la faim... pourquoi l'Afrique s'est embrassé en 2008*, Paris, l'Harmattan, 2010.

¹⁰¹ S. Onhiolo, "L'an 2008", in, Eboussi Boulaga *L'Etat du Cameroun 2008*, Yaoundé, Terroirs, 2009.

Ernest Messina Mvogo et Anne C. Gueffoue Tsesue¹⁰², analysent les violences politiques dans la ville de Douala en 1991 et les émeutes de 2008. Ils partent, du constat selon lequel, entre 1991 et 2008, la trajectoire politique de la ville de Douala a été marquée par des mouvements de contestation. Pour eux, le contexte politique n'a cependant pas été en faveur des contestataires dans la mesure où ils vont se heurter à la riposte du gouvernement. Ce travail renseigne sur les crises politiques et sociales à Douala.

Le mémoire de Nouridine Abdou Salim¹⁰³ est une étude sur les causes des crises sociopolitiques au Comores. L'auteur démontre que ces crises seraient nées non seulement de la lutte du leadership mais aussi des clivages religieux, de l'instabilité politique et de la crise économique auxquels le pays était confronté. Seulement, l'auteur n'a qu'abordé les fondements des crises sociopolitiques au Comores. Tout de même ce travail servira comme guide.

Jean François Bayart¹⁰⁴, décrit les étapes de la construction de l'Etat du Cameroun. Selon lui, la vie politique du Cameroun, de la colonisation à l'Etat postcolonial a été très particulière, selon ses régimes politiques, ses modes de fonctionnement et son rapport aux groupes sociaux. Cette étude se limite sur la formation de l'Etat au Cameroun, elle a permis de comprendre les différents moments de sa vie politique.

Dans son mémoire, Ghislain Marceau Banga¹⁰⁵, met en exergue les stratégies de gestion des conflits utilisées par le Cameroun en Afrique centrale. Il part du constat selon lequel, la position du Cameroun dans sa sous-région l'expose à de nombreux problèmes sécuritaires. Ainsi, le Cameroun perçu comme un îlot de stabilité dans un océan, son défi majeur est de préserver cette stabilité qui est bousculée par la transnationalisation des menaces, issues des conflits qui gangrènent les pays qui sont voisins. L'auteur dans son travail, ressort les stratégies propres du Cameroun pour juguler ses conflits. C'est notamment le maintien du statut quo, de la sécurité nationale et de la stabilité. La faiblesse des Etats à assurer leur fonction régaliennne de défense est un véritable problème. L'insécurité et les conflits déchirent l'Afrique. C'est conflits prospèrent à cause de certains nombre de lacunes telles que le

¹⁰² E. Messina Mvogo, A. C. Gueffoue Tsesue, "Démocratisation et violences politiques urbaines au Cameroun : cas de la ville de Douala en 1991 et 2008" in J. Anafack et E. Mesina Mvogo, *Menace sécuritaire en Afrique contemporaine terrorisme et autres violences*, Bruxelles, PUB, 2008.

¹⁰³ N. Abdou Salim, "Les crises sociopolitiques au Comores 1975-2001", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2011.

¹⁰⁴ J. F. Bayart, *L'Etat du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1984.

¹⁰⁵ G.M. Banga, " Les stratégies camerounaises de gestion des conflits en Afrique Centrale, Enjeux et défis ", Mémoire de Master en Science Politique, Université de Yaoundé2, 2012.

manque de démocratie, la mauvaise gouvernance mais aussi à cause du manque de coordination qui les caractérisent. Il invite par conséquent, le Cameroun et les pays de sa sous-région à mettre en place des stratégies commune de gestion des conflits et de lutte contre toute forme de menace. Ce travail permet de connaître les stratégies camerounaises mis en place pour gérer ses crises au niveau sous régional. L'auteur, nous a permis de mieux comprendre les stratégies qu'utilise l'Etat du Cameroun pour maîtriser les conflits qui menacent sa stabilité au niveau de sa sous-région.

Carine Ze Aye¹⁰⁶, analyse la pratique de la diplomatie dans la résolution des conflits et montre qu'elle n'est pas une émanation de l'occident et des organisations internationales. Elle existe depuis dans les sociétés traditionnelles africaines à l'instar du peuple OMVANG.

L'ouvrage de Hugues François Onana¹⁰⁷, consacré aux transitions démocratiques dans les Etats africains souligne les différences de la mise en œuvre de ce processus dans les pays du continent. Il montre que l'Etat du Cameroun a fait exception en organisant une tripartite en lieu et place d'une conférence nationale souveraine. Ce qui fait de lui un cas en Afrique centrale. Cette étude, ne manque pas de pertinence dans la mesure où, elle traite des transitions démocratiques en Afrique.

Le mémoire de master de Gueguim Zebaze¹⁰⁸, consacré à l'élection présidentielle de 1992 est une contribution utile pour la compréhension de la crise politique et post-électorale de 1992. Cette étude a permis que l'on puisse connaître les fondements internes et externes des crises sociopolitiques au Cameroun. La fin de la guerre froide, le vent d'Est, le discours de la Baule sont autant de facteurs exogènes qui ont influencé le retour de la démocratie au Cameroun. Ce travail de recherche a permis une compréhension sur les facteurs externes et internes des crises sociopolitiques au Cameroun.

Pierre Bouopda Kame¹⁰⁹, montre dans son étude que les crises, qu'elles soient politique, économique et démocratique, sont nées du dysfonctionnement du système politique et économique. L'Etat face à cette crise serait incapable de remplir sa fonction régaliennne afin d'assurer l'épanouissement humain et social des populations. Ce travail a permis de comprendre les causes de la détérioration du cadre de vie des populations.

¹⁰⁶ C. Ze Aye "Résolution des litiges chez les OMVANG : un aspect historique de la diplomatie traditionnelle à l'Est du Cameroun", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2016.

¹⁰⁷ H. F. Onana, *Les transitions démocratiques en Afrique : Le cas du Cameroun*, Yaoundé, CEPER, 1994.

¹⁰⁸ C. D. Gueguim Zebaze, "Le scrutin présidentiel de 1992 au Cameroun et son impact sur sa diplomatie", Mémoire en Histoire, Université de Yaoundé I, 2005.

¹⁰⁹ P. Bouopda Kame, *Cameroun les crises majeurs de la présidence Paul Biya*, Paris, l'Harmattan, 2007.

Pour être utiles, ces différents travaux de recherche n'abordent pas la question de la gestion des crises sociopolitiques. Il donc question dans ce travail de faire un inventaire des mécanismes de gestion des crises sociopolitiques expérimentés par l'Etat du Cameroun dans une perspective. Rendre ce sujet concis suscite une problématique et des hypothèses.

7. PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE

Aborder la question des mécanismes de gestion des crises sociopolitiques renvoie à l'ensemble de méthodes qui permettent de rétablir le calme, la quiétude, la sérénité et la paix dans un pays en temps de crise. C'est aussi trouver les voies et moyens pour faciliter la sortie de crises. Aujourd'hui, le monde en général, en particulier le Cameroun est confronté à de multiples crises sociopolitiques qui menacent sa paix. Depuis 2014 avec la secte Boko Haram d'abord, ensuite avec la crise anglophone dès l'entame de l'année 2016 et depuis quelques années à l'Est, l'Etat du Cameroun est submergé par des crises récurrentes.

Au début de la décennie 1990, on observe une forte mobilisation populaire dans les centres urbains du Cameroun. Des marées humaines, encouragées par la nouvelle donne politique internationale, exigent du régime monolithique l'ouverture de l'espace politique. Mais les autorités refusent de céder à cette exigence. Cet autisme hérité de la colonisation, ajouté à l'intransigeance de la part des décideurs, allait charrier une longue crise sociopolitique inquiétante pour l'ordre politique existant. Ce refus d'ouverture de l'espace politique va provoquer des manifestations pacifiques. L'Etat, pour ramener la paix, allait user de méthodes variées, allant de la dissuasion, le dialogue, la répression, les nominations et l'organisation des élections pour pacifier la vie politique nationale.

Mais force est de constater qu'après deux décennies, le Cameroun était de nouveau embrassé par de nouvelles crises sociopolitiques. La répétition des crises sociopolitiques ou leur enlisement amène à questionner l'efficacité des méthodes employées par l'Etat pour résoudre ou juguler les diverses crises. En effet, du fait de l'enlisement constaté des crises sociopolitiques au Cameroun depuis le début de la décennie 1990, la présente recherche questionne la pertinence des réponses apportées par le gouvernement à ces différentes crises. Pour une bonne compréhension du sujet, les hypothèses jouent le rôle d'éclaircisseur.

8. HYPOTHESES DE RECHERCHE

Madeleine Grawitz définit l'hypothèse comme une " proposition de réponse à une question, une relation entre les faits significatifs¹¹⁰". La problématique soulevée se fonde sur des hypothèses.

1. Hypothèse principale

Au Cameroun, les mécanismes de gestion des crises sociopolitiques sont demeurés captifs des pratiques coloniales en la matière.

2. Hypothèses spécifiques

- Les mécanismes de gestion des crises sociopolitiques au Cameroun sont restés immuables depuis la période coloniale malgré la pluralité des formes de crises qui agitent le Cameroun depuis le début de la décennie 1990
- La mauvaise gouvernance est la cause principale de l'enlisement des crises au Cameroun.

La présente étude s'est faite avec un certain nombre de théorie.

9. CONSIDERATIONS THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DU TRAVAIL

La sociologie politique des crises postule que, la mauvaise gouvernance, le non- respect des principes démocratiques et des droits et libertés fondamentaux, les mauvaises conditions et la surenchère de la vie contraignent les masses populaires à la révolte. Il en découle un climat d'insécurité générateur de crises sociopolitiques.

1. Cadre théorique

Les théories appliquées à ce travail sont : le constructivisme social, la théorie de la régulation et celle de la stratégie.

Le constructivisme social est une approche qui envisage la réalité sociale comme une construction sociale. Cette théorie s'articule autour des rapports ou relations qui existent entre les entités dans une société. C'est un courant de la sociologie contemporaine popularisé par P. L. Berger et T. Luckmann dans leur livre intitulé *The Social Construction Of Reality* (1966). Ils se proposent de montrer comment la réalité sociale (normes, valeurs, culture, conflit, crise, guerre,...) est construite par des acteurs sociaux. La construction sociale se fait

¹¹⁰ Grawitz, *Méthodes des sciences...*, p. 10.

à travers deux processus : l'externalisation (l'être humain construit la réalité sociale) et l'internalisation (à travers la socialisation, l'être humain intériorise cette réalité).

Elle stipule que, les phénomènes sociaux sont construits c'est-à-dire voulu, créés, institutionnalisés. L'idée de constructivisme social permet de mettre en relief les rapports de forces qui existent entre les gouvernants et les gouvernés. Ainsi, la naissance des crises sociopolitiques naît d'un désaccord, des mauvaises conditions de vie ou d'un manque de respect des droits et libertés des hommes. Le constructivisme justifie de ce fait, la réalité sociale et politique qui existe au Cameroun. En analysant la situation, l'Etat doit chercher des voies et moyens pour ramener la sérénité.

Cette théorie permet de mieux comprendre l'origine des crises sociopolitiques au Cameroun et comment elles se manifestent. Elle permet aussi de comprendre le comportement des individus et les mobiles qui les poussent à la révolte. Cette théorie est capitale dans la construction de ce travail dans la mesure où elle permet de mieux appréhender l'essence même des crises sociopolitiques au Cameroun. Toutefois, cette théorie attribue à l'homme d'être à l'origine des crises sociopolitiques et oublie d'autres mobiles causant les crises.

La théorie de la régulation est une théorie économique qui se propose d'expliquer le passage de la croissance à la crise. Elle est née en France dans les années 1970, des auteurs tels que Michel Aglietta et Robert Boyer¹¹¹. Cette théorie part du constat selon lequel toute croissance économique ; même la plus impressionnante peut arrêter et faire entrer un système en crise. Les institutions servent de guide d'action et structurent l'ordre social dans un contexte de pouvoir asymétrique¹¹². Ainsi, les différentes institutions n'ont pas toutes le même poids de fonctionnement de l'économie. Certaines dominent.

Cette théorie met en relief trois types d'acteurs sociaux : les individus, les firmes et les Etats. Ce sont ces acteurs qui évoluent à l'intérieur des systèmes économiques et qui négocient la régulation de ces derniers. Ainsi, la théorie de la régulation explique la faillite des économies des Etats comme le Cameroun en 1986 et en 2008. La dépression des banques aux Etats-Unis suite aux prêts octroyés et qui n'ont pas été payés avait entraîné une crise économique paralysant l'économie mondiale. Il fallait cependant, mettre des stratégies pour endiguer cette crise. Cette théorie justifie la mise sur pied des plans d'Ajustement Structurel au Cameroun qui a réorganisé la structure des entreprises.

¹¹¹ <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie-de-la-r%C3%A9gulation> consulté le 09 mars 2021 à 10h58 minutes.

¹¹² *Ibid.*

Cette théorie, dans le cadre de ce travail a permis de mieux comprendre les raisons ayant poussées l'Etat du Cameroun à démissionner de ses fonctions régaliennes vis-à-vis de ses citoyens, à privatiser certaines entreprises, à licencier certains travailleurs et à arrêter pour un temps le recrutement dans la fonction publique. Cette crise permet aussi de mieux comprendre l'augmentation de prix de certains produits dans le marché en 2008 rendant la vie chère aux personnes vivant avec un revenu faible. Ensuite, cette théorie nous amène dans le cadre de ce travail, à comprendre les moyens de riposte mis en place par l'Etat pour mettre fin aux crises. Toutefois, cette théorie attribue seule la faute aux institutions bancaires internationales d'être à l'origine des crises au Cameroun.

La théorie stratégique pour Bernard Brodie est une théorie pour l'action (...), la stratégie c'est "comment agir" (...), guider dans l'accomplissement de quelque chose et faire efficacement". Pour le général français Beaufre, " l'action stratégique vise toujours un résultat". Ainsi, la stratégie vise un but à atteindre. C'est donc à partir d'elle que sera organisé la mise en œuvre des moyens et bâtir un cheminement à suivre. Le rôle central de la stratégie est d'établir un certain nombre de mécanismes à l'instar du dialogue à fin d'aboutir à un compromis.

Cette théorie permet de mettre en œuvre un ensemble de mécanismes permettant de mettre fin à une guerre, un conflit ou une crise. Elle permet donc de mettre des troupes ou des techniques en œuvre face à une évidence. Ainsi, c'est le comportement des acteurs qui détermine le type de stratégie.

Dans le cadre de ce travail, cette théorie permet de mieux comprendre l'action de l'Etat du Cameroun à travers la mise sur pied des stratégies de riposte de l'Etat du Cameroun aux crises sociopolitiques auxquelles il est confronté. En effet, l'Etat qui est considéré comme le Léviathan doit se munir de certaines méthodes pour endiguer le phénomène des crises. Toutefois, cette théorie relève certains manquements car bien que permettant de mieux comprendre le jeu de l'Etat.

2. Orientation méthodologique du travail

Afin d'aboutir à des résultats clairs et concis, plusieurs sources et méthodes ont été utilisées pour mieux répondre à nos interrogations et inquiétudes sur ce sujet. La source renvoie à l'ensemble de témoignages, d'objets, et de documents servant de matière de base dans une recherche¹¹³. La méthode quant à elle, est la façon d'aborder l'objet d'étude, le

¹¹³ Eyigla, "Réfugiés, déplacés internes...", p. 23.

chemin parcouru, la voie à suivre par l'esprit humain pour décrire ou élaborer un discours cohérent, atteindre la vérité de l'objet à analyser¹¹⁴.

a. Choix des techniques de collecte des données

Réussir une étude de recherche dépend du choix de la méthode et des stratégies adaptées. Selon A. Zabre, le succès d'une étude dépend en grande partie du choix judicieux de la méthode et de la stratégie de recherche qui permet à l'étudiant de collecter les données nécessaires à l'étude du problème, de la question, des objectifs, et des hypothèses¹¹⁵. Les données primaires et secondaires ont été utilisées pour mieux appréhender ce travail.

Les données archivistiques et orales constituent les matériaux primaires. Elles ont été recueillies lors de nos différentes descentes sur le terrain. Les décrets, lois, rapport, revues, arrêtés sont les données d'archives qui ont permis à l'aboutissement de ce travail. Certaines d'entre elles ont été trouvées dans les archives du Ministère de l'Administration territoriale, dans les services d'archives de Yaoundé et d'autres nous ont été fourni par certaines de nos connaissance travaillant dans le même sens. Quant à la source orale qui est un témoignage transmis de manière orale d'une génération à une autre¹¹⁶, elle a été marquée par des interviews, des enquêtes auprès des personnes aptes à nous fournir les informations nécessaires.

Les données secondaires constituent un ensemble d'informations recueillies à des fins précises, dans une perspective propre au problème de recherche relatif à une thématique donnée¹¹⁷. La source écrite renvoie à tout ce qui est tracé ou imprimé dans des signes convenus sur un support¹¹⁸. Considérée par certains comme étant la seule source pour écrire l'histoire, elle fut au centre de nombreux débats. Leur collecte s'est faite dans plusieurs bibliothèques. D'une part, d'autre part auprès des rapports, articles et certains sites web. Les bibliothèques et centres de recherche visités fut : la bibliothèque de la faculté des Arts, Lettres, et Sciences humaines (FALSH) de l'Université de Yaoundé 1, celle de l'Institut Culturel Français, de la Fondation Paul Ango Ela, celle du cercle d'Histoire-Géographie-Archéologie de l'Université de Yaoundé1.

¹¹⁴ Mbonji Edjenguèlè, *L'ethno-perspective ou la méthode du discours de l'ethno-anthropologie culturelle*, Presse Universitaire de Yaoundé, 2005, p. 11.

¹¹⁵ A. Zabre, *Méthodologie de la recherche en sciences sociales. Manuels de recherche sociale à l'usage des étudiants*, Paris, l'Harmattan, 2013, p. 20.

¹¹⁶ J. Ki-zerbo, *Histoire générale de l'Afrique : Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, Présence africaine, 1986, p. 89.

¹¹⁷ Eyigla, " Réfugiés, déplacés internes... ", p. 24.

¹¹⁸ Ki-zerbo, *Histoire générale de...*, p. 65.

Mis à part les bibliothèques et centres de recherche, la collecte des données s'est faite aussi par le canal d'internet. Par le biais des moteurs de recherche à l'instar de Google, Google Chrome et Yahoo, bon nombre d'informations ont été collectées. Ces données ont permis d'être mieux informé sur les différents travaux qui abordent la question. Ainsi, article en ligne, thèses, mémoires, rapports ont permis de mieux nous outiller heuristiquement.

b. Les techniques d'analyse

Appréhender la question de la gestion des crises sociopolitiques au Cameroun demande à ce que l'on utilise la démarche hypothético-déductive tout en montrant leur évolution dans le temps et l'espace. La méthode hypothético-déductive, méthode utilisée très souvent en histoire et dans les autres sciences humaines et sociales permet de traiter un sujet au moyen de la formulation des hypothèses. Cette technique dans le cadre de ce travail, consiste à rechercher la cause des événements, leur manifestation et leur dénouement tout en ressortant leur impact. Ces hypothèses sont vérifiées à travers les observations, la collecte, l'analyse et l'interprétation des données recueillies sur le terrain.

Les approches diachroniques et synchroniques ont permis non seulement d'organiser le travail en le thématissant mais aussi à montrer son évolution dans le temps et l'espace. Ceci pour montrer les différentes mutations des mécanismes des gestions des crises et leur mode opératoire. Toute discipline scientifique que soit-elle a toujours besoin de faire recours à d'autres sciences. Les sciences telles que la géographie, la sociologie, la science politique et les sciences juridiques ont participé à la réalisation de ce travail ceci afin de mettre en évidence le caractère interdisciplinaire des sciences.

Toutes les informations collectées issues des questions de la recherche documentaire ont été traitées quantitativement et qualitativement. Qualitativement pour avoir de bonne informations et un fond de travail appétitif et quantitativement pour tirer les meilleurs informations et respect les canons méthodologiques de recherche. Traiter ce sujet sans évoquer le cadre théorique est une grave omission.

10. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

La recherche au Cameroun n'est d'autant pas moins élogieux malgré les vents et marées auquel les étudiants font face sur le terrain. Bon nombre de personnes sont souvent réfractaire lorsqu'elles sont abordées soit pour des raisons simplement personnelles ou pour une appartenance à un domaine stratégique ou privilégié.

Une panoplie de difficultés a été rencontrée tout au long de la rédaction de ce présent travail. Aucun étudiant ou chercheur ne peut s'en passer des tracasseries dont regorge la recherche scientifique. La première difficulté réside dans la formulation de ce sujet. La deuxième difficulté est dû au fait que sur le terrain, l'on est parfois taxé d'espion ; ce qui rend la recherche plus difficile car n'ayant pas accès à certaines informations et informateurs (d'autres se réservent de la parole). Dans un contexte sociopolitique marqué par la crise séparatiste au Nord-Ouest et Sud-Ouest, certains de nos informateurs ont eu des difficultés à se prononcer sur la question. Pour pallier à ce problème très courant, l'on a été obligé de se pencher vers la source la mieux accessible que n'est rien d'autre que la source écrite. Celle nous a été d'une très grande importance et fut la mieux exploitée.

11. PLAN DU TRAVAIL

Ce travail comporte quatre chapitres. Le premier chapitre traite des mobiles des crises sociopolitiques au Cameroun. Ici, il a été question de montrer que, la récurrence des abus du pouvoir et d'autorité et la détérioration du climat sociopolitique à l'intérieur du Cameroun ont été les facteurs déclencheurs des crises sociopolitiques au Cameroun.

Le deuxième chapitre, quant à lui, ressort les principaux foyers des crises, leurs acteurs et leurs modes de manifestation. En effet, il a été noté que Douala et Yaoundé sont les épicentres des crises sociopolitiques au Cameroun. Ces crises, se manifestent par des grèves, des insurrections, viols et vols, pillage, insécurité et grand banditisme.

Le troisième chapitre, lui, porte sur les mécanismes mis en place par l'Etat pour mettre fin aux crises sociopolitiques. Il montre que les différentes méthodes de gestion des crises déployés par l'Etat sont pratiquement les mêmes que celle auxquelles les puissances coloniales eurent recours pour traquer tous les mécontents à sa gouvernance. Ainsi, la dissuasion, les patrouilles, les rafles et autres mesures d'exception comme la proclamation de l'état d'urgence privilégiées par le pouvoir politique sont des stratégies d'endiguement des crises hérité du pouvoir colonial. Les stratégies non violentes mises en œuvre à savoir la baisse des prix des denrées de première nécessité, le recrutement à la fonction publique, la multiplication des commissariats et poste de police et le dialogue, qui ont enrichi sa panoplie de gestion des crises de 1990 et 2008, sont des avancées novatrices à encourager.

Le quatrième chapitre, ressort d'abord, les conséquences des mécanismes de gestion des crises, ressort les point d'ombre de ces stratégies, propose des pistes de solution pour un Cameroun concordaire.

**CHAPITRE I : ETIOLOGIE DES CRISES SOCIOPOLITIQUES
AU CAMEROUN**

L'objectif de ce premier chapitre est de faire ressortir les différents facteurs ayant contribué à la naissance des crises sociopolitiques à partir de 1990 jusqu' en 2008 au Cameroun. Il faut noter que la plupart des pays africains en particulier le Cameroun, ont vu leur "paix" sociopolitique s'ébranler à partir de 1990 suite à la fin de la bipolarité du monde. Désormais les Etats allaient être dirigé sous le modèle du régime capitaliste donc le mode de gouvernance reposait sur la démocratie libérale. Les années 1990, avaient cependant, sonné le glas des régimes monolithiques africain. Les systèmes dits, dictatoriaux devaient par conséquent, laisser place au multipartisme. A ce moment de l'Histoire, la scène internationale était marquée par un ensemble de bouleversements sociaux et politiques de démocratisation, crise économique, mondialisation, chute du mur de Berlin, effondrement de l'union des République Soviétiques et Socialistes (URSS). Ces bouleversements n'ont pas été sans effets pour les pays africains en particulier pour le Cameroun qui faisait face à une crise économique sans précédent. En cette période, il connaissait aussi une crise politique due à une conscience interne. Les crises sociopolitiques de 1990 et de 2008 ont été impulsées par des facteurs endogènes et exogènes.

I. FACTEURS EXTRINSEQUES LIES A LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE : CATALYSEUR DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN

Les années 1990 avaient sonnés le glas des régimes dictatoriaux en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Le système du parti unique devait désormais laisser place au multipartisme. A ce moment de l'histoire contemporaine, l'environnement international était caractérisé par des troubles sociaux, politiques et économiques, chute du mur de Berlin, déconfiture de l'URSS, et le discours de la Baule. Ces changements n'ont pas été sans conséquences pour le Cameroun¹.

1. Effondrement du mur de Berlin

La chute du mur de Berlin en novembre 1989 se présente généralement comme le symbole de la fin de la guerre froide². Pris en ce sens, la guerre froide couvrirait la période allant de 1947 à 1989 où les rivalités Est-Ouest structuraient les relations internationales. L'effondrement du mur de Berlin qui a marqué la fin des rivalités Est/Ouest a entraîné la "disparition" des régimes communistes. Perçu comme un symbole important, il a incontestablement constitué le déclencheur de la rupture tant politique que doctrinale dans

¹ Taubic Falna, " Problématique de la démocratisation en Afrique. Pésanteur historique et contexte international", Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé 1, 2003, p.77.

² P. Boniface, *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Dalloz, 2014, p. 21.

les Etats d'Afrique centrale³. Elle avait conduit à l'abandon de la conception unanimiste du pouvoir qui s'était érigée en dogme⁴. Elle a fait renaître dans certains pays l'espoir d'un changement politique et social.

La chute du mur de Berlin a entraîné avec elle toutes les démocraties dites populaire de l'Est. Elle est souvent citée comme base de référence de mouvement de démocratisation en Afrique, de manière singulière au Cameroun⁵. Pris dans ce sens, l'effondrement du mur de Berlin, a permis la fin des régimes dictatoriaux ce qui a permis aux populations de demander à leur président l'instauration du multipartisme. Les contestations populaires ont obligé les chefs d'Etats africains à libéraliser le champ politique. Celle-ci, avait abouti à la création des régimes politiques soucieux du respect des droits et libertés des citoyens⁶.

La guerre froide pendant tout le temps qu'elle eut lieu a donné la possibilité aux jeunes Etats de choisir leur camp, parmi lequel le Cameroun qui s'était situé au rang des non-alignés⁷. Le rapprochement entre les deux blocs à l'issue de la guerre froide privait les pays du tiers monde de la possibilité d'exploiter la compétition entre l'Est/Ouest comme certain en maîtrisaient l'art⁸. Les pays africains plus précisément le Cameroun a du se couvrir derrière le non-alignement pour ne pas subir l'influence américaine ou soviétique.

Après la fin de la guerre froide, le non-alignement va devenir obsolète. Les anciens Etats dit non-alignés parmi lesquels le Cameroun, allaient désormais être à la merci du capitalisme⁹. La capitulation du bloc communiste va influencer le discours des jeunes nations. Les pays africains à l'instar du Cameroun qui profitait de son statut de pays non aligné pour ne pas avoir à faire à l'emprise d'un bloc. L'on avait assisté à un retour de la puissance Américaine en Afrique. Désormais, pour bénéficier d'une quelconque aide, il fallait mettre en place les valeurs telle que la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'économie du marché¹⁰. La vraie démocratie est économique, pas d'économie pas de démocratie¹¹. Les profonds

³ Y. S. Etekou Bédi, "L'alternance démocratique dans les Etats d'Afrique Francophone", Thèse en droit public, Université de Paris Est, 2013, p. 11.

⁴ G. Conac, "Quelques réflexions sur les transitions démocratiques en Afrique" *Agence de la Francophonie*, Cotonou, 2000, p. 3.

⁵ Daouda Dia, "Les dynamiques de démocratisation en Afrique noire francophone", Thèse de Doctorat en science politique, Université Jean Moulin Lyon3, 2010, P. 39.

⁶ *Ibid.*

⁷ Le non-alignement supposait que les pays n'avaient pas à choisir entre le bloc capitaliste et le bloc communiste. Ils n'appartenaient à aucune idéologie.

⁸ M. Kuoh, *Cameroun : un nouveau départ*, Paris, l'Harmattan, 1996, p. 56.

⁹ C. D. Gueguim Zébazé, "Le scrutin présidentiel de 1992 au Cameroun et son impact sur sa diplomatie", Mémoire en Histoire, Université de Yaoundé1, 2005, p.8.

¹⁰ *Ibid.*, p. 82.

¹¹ Informateur anonyme, 61 ans, ancien fonctionnaire de la SOPECAM, Yaoundé/Ekounou, 30 mars 2021.

changements donc l'Europe est aujourd'hui le théâtre se traduiront d'intense bouleversement à travers le monde. Il devient dès lors indéniable que la chute du mur de Berlin a profondément ébranlé les relations entre les gouvernants et les gouvernés. Cet effondrement, avait rompu l'équilibre entre les deux supers puissances. Le bloc capitaliste sort vainqueur. De cette victoire, la vision du monde devait désormais calquée sur le model capitaliste. Le Cameroun fut alors obligé de s'arrimer à la nouvelle donne politique internationale dès les années 1990. Toutefois, cet élément n'est pas le seul facteur exogène qui ait milité en faveurs de la naissance des crises sociopolitiques au Cameroun. Dans une certaine mesure, L'effondrement de l'URSS¹² a aussi été un facteur déclencheur des manifestations des crises sociopolitiques au Cameroun.

2. Déconfiture de L'URSS

Au début des années 1990, le Cameroun n'échappa pas aux violentes secousses résultant des mutations politiques et idéologiques qui ont été engendrés par la fin du monde bipolaire¹³. En effet, à la veille des années 1990, le monde est bouleversé par une conjonction de faits¹⁴. L'élimination des époux Ceausescu en Roumanie, constituait une révélation de contestation de l'autoritarisme sous lesquels croupissaient les Roumains. La chute du mur de Berlin et celle des régimes dictatoriaux d'Europe de l'Est ont consacré la fin de la rivalité Est-Ouest.

Face à ces changements survenus en Europe de l'Est et orientale : Les pouvoirs africains ont dû subir une double délégitimation face aux anciennes puissances, ils ont perdu leurs fonctions de facteur d'ordre à qui ils disposaient d'une protection garantie¹⁵. Les effets de la chute de l'URSS ne s'arrêteront pas seulement aux contours de l'empire soviétique. Ils vont se répandre dans la sphère mondiale.

Arrivé au pouvoir en 1985, Michael Gorbatchev¹⁶, prend les rênes de l'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques (URSS). Il entreprend de multiples réformes par l'instauration de nouvelles politiques. Dans sa vision internationale, il prône pour l'instauration de la démocratie dans les systèmes de gouvernance. Il met en exergue la

¹² L'Union des Républiques Socialistes et Soviétiques par abréviation URSS était un Etat fédéral transcontinental d'obédience communiste. Elle voit le jour le 30 décembre 1922 et prend fin le 26 décembre 1991. Elle fut constituée durant les années qui suivent la révolution Bolchévique (octobre 1917) et était composée de la Russie, de l'Ukraine puis de la Biélorussie et de la Moldavie.

¹³ Le monde bipolaire va se constituer après la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945, le monde sera à nouveau frappé par un nouveau conflit cette fois idéologique. Ce conflit avait de ce fait divisé le monde en deux. On avait d'un côté les prosoviétiques et de l'autre les capitalistes. En 1989 ce conflit prendra fin.

¹⁴ Taubic Falna, " Problématique de la démocratisation en Afrique. Pesanteurs historiques et contexte international", Mémoire de Sociologie, Université de Yaoundé I, 2003, p. 81.

¹⁵ D. Bourmaud, *La politique en Afrique noire*, Paris, Montchrestien, 1997, p. 132.

¹⁶ Michael Gorbatchev est né 2 mars 1931 à Privolnoie. C'est un homme d'Etat soviétique et russe qui dirigea l'URSS entre 1985 et 1991

politique de la perestroïka ou restructuration et la glasnost ou transparence. La politique de la perestroïka reposait sur l'abandon des anciennes positions impérialistes de l'URSS et l'instauration de la démocratie comme mode de gouvernance de par le monde. Quant à la politique de la glasnost, elle était fondée sur la transparence politique. Elle supposait le changement de stratégies de gouvernance, l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Ces politiques, ajoutées à la chute du mur de Berlin, et à la volonté du président français François Mitterrand suffirent pour créer des chocs démocratiques un peu partout en Afrique et au Cameroun en particulier.

3. Le Discours de la Baule (1990)

Le 20 juin 1990, se tenait en France La conférence franco-africaine. Dans son ouverture, le chef français François Mitterrand, tient un discours. Dans ses propos, il avait demandé aux chefs d'Etat africain d'instaurer la démocratie comme nouveau mode de gouvernance politique. Ainsi, dit-il : les vents de l'atlantique qui soufflaient en violente rafales ont tiré de leur torpeur des relations Franco-Afrique quelque peu assoupies dans un réseau d'habitude et de fatalité¹⁷.

Pendant son discours, des injonctions vont être faites aux "roitelets"¹⁸. Désormais, pour que les chefs d'Etat africain bénéficient de l'aide de la France, ils doivent s'arrimer aux exigences dictées par le président Français. Dans ses propos, il dira que : la France liera ses efforts de contribution à tous les efforts fait pour aller vers plus de liberté¹⁹. Le chef d'Etat français préconisait la liberté. Il demande d'ouvrir l'espace politique tout en mettant en exergue la liberté d'expression. Car, partout en Afrique en général et au Cameroun en particulier, il n'existait pratiquement pas le droit de dire ou de faire ce que l'on pense ou veut. François Mitterrand demandait donc aux chefs d'Etat d'opter pour la démocratie libérale.

Cependant, l'option de la démocratie libérale puisqu'il s'agit d'elle prônait sur les élections libre, le multipartisme, la liberté de presse, l'indépendance de la magistrature afin de parvenir à un équilibre dans un contexte de liberté²⁰. Le discours de la Baule se présente comme l'élément qui a donné à certains visionnaires africains le pouvoir de réclamer leur droit. Le discours de la Baule avait permis au président François Mitterrand de réunir les

¹⁷ Taubic Falna, " La problématique de...", p. 82.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ A. Bourgui et C. Casteran, *Le printemps de l'Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1990, p. 63.

²⁰ Discours de la Baule prononcé par le président Français durant son discours à l'occasion de l'ouverture de la 16^e conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique.

chefs d'Etats africains pour qu'ils instaurent le multipartisme²¹. Il a amplifié la montée de revendications sociales et politiques. Car, bon nombre sont ceux des chefs d'Etat africain qui se sont pliés à cette exigence aussitôt. François Mitterrand, par son discours de la Baule avait déclenché de manière indirecte l'agitation dans les Etat Francophone²². Il est dit, que ce discours avait une face cachée. Il visait à préserver les biens de la France et non à rechercher le bien être des africains. Même si ce discours fut positif d'une certaine façon, il avait aussi son côté négatif. La France cherchait à préserver son pré-carré africain. Francine Bitee, qualifie cette attitude de " Revirement"²³. Grâce aux liens historiques, la France a continué à exercer son influence sur ses colonies.

Le chef d'Etat camerounais s'était malgré lui plié à cette exigence dicté de l'extérieur en ouvrant son pays au pluralisme démocratique²⁴. Se disait-il le Cameroun n'était pas encore prêt. Il devait d'abord résoudre sa situation économique à laquelle il était confronté. L'autisme de l'Etat face à cette exigence extérieur a semé un esprit de crispation dans le cœur des camerounais, qui étaient favorable à plus de liberté par conséquent à une ouverture démocratique. Pour être plus précis et éviter les confusions, le président français dans son discours ajouta que : l'aide française sera tiède en vers les régimes autoritaires et plus enthousiaste en vers ceux qui franchissent le pas vers la démocratie²⁵

Dans ses propos adressés aux chefs d'Etat africains, il précise : la démocratie regroupait à la fois le multipartisme, la liberté de presse l'état de droit, l'indépendance de la justice et le respect des droits de l'homme²⁶. En invitant tardivement²⁷ ses anciennes colonies à s'inscrire dans le mouvement de démocratisation, Le président François Mitterrand, avait semblé redéfinir les relations franco-africaine par l'établissement d'une nouvelle coopération fondée sur des bases morales, à savoir la pratique de la démocratie et le respect des droits de l'homme²⁸. Après avoir félicité et remercié ses pairs à honorer son invitation, Mitterrand se plu à dire à propos des événements de l'Europe de l'Est ce souffle fera le tour de la planète²⁹. Ceci, afin d'inviter ses pairs à opter pour la démocratie. Ces propos, seront repris par M.

²¹ Informateur anonyme, 61 ans, ancien fonctionnaire de la SOPECAM, Yaoundé/Madagascar.

²² Mongo-Béti, *La France contre l'Afrique. Retour au Cameroun*, Paris, La Découverte, 1999, p. 178.

²³ F. Bitee, *La transition démocratique au Cameroun 1990-2004*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 53.

²⁴ Le repli tardif à cette exigence serait dû au fait que le Cameroun faisait face à une crise économique qui pour le chef de l'Etat restait le problème préoccupant.

²⁵ H. N'Gbanda Nzanbo-ko-Atumba, *Afrique : démocratie piégée*, Condé-sur-Noireau, Equilibres aujourd'hui, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 89.

²⁶ Bourgui et Casteran, *Le printemps de ...*, p. 98.

²⁷ J. F. Bayart, " La problématique de la démocratie en Afrique Noire. La Baule, et puis après ?", *Politique africaine* N°43, octobre 1991, pp. 5-20.

²⁸ Etekou Bédi, "L'alternance démocratique dans...", p. 12.

²⁹ Z. Ngniman, *Cameroun, la démocratie emballée*, Yaoundé, Clé, 1993, p. 212.

Rolland en ses termes, ce que le président a voulu dire c'est que le vent de la liberté qui a soufflé à l'Est devra inéluctablement souffler un jour en direction du Sud (...) il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement³⁰. Par conséquent, la France, lierait son aide seulement aux pays qui consentiront leurs efforts à plus de liberté³¹. Les Etats rebelle recevront une "aide tiède" pour les régimes totalitaires africains et une "aide enthousiaste" pour ceux qui franchiront le pas de la démocratie³². Le président Mitterrand poursuit en disant que la démocratie "c'est un principe universel qui vient d'apparaître aux peuples de l'Europe centrale comme une évidence absolue au point qu'en l'espace de quelques semaines, les régimes considérés comme les plus forts ont été bouleversés³³"

En outre, il entendait lier l'aide au développement aux efforts qui seront accomplis dans le sens d'une démocratisation des systèmes politiques par un réajustement structurel, voire institutionnel des régimes politiques. Désormais, une prime à la démocratisation symbolisée par l'ouverture des régimes monolithiques vers le pluralisme et l'Etat de droit libéral conditionne la coopération en matière de développement. Pour que les Etats continuent à bénéficier de l'aide financière de bailleurs de fond, en plus de la conditionnalité économique, financière et le respect de la bonne gouvernance, les chefs d'Etats devaient apporter des réformes dans le secteur politique³⁴. La véritable démocratie est économique, c'est-à-dire que la démocratie est liée à l'économie³⁵

Au-delà de tout, le discours de la Baule consacre l'entrée de l'Afrique plus précisément du Cameroun dans le mouvement global de reconfiguration des positions internationales³⁶. Jean François Bayart a ainsi perçu le discours de la Baule comme manifestant la naissance du nouvel ordre africain. La démocratie perçue comme le règne du nombre dans le respect du droit au travers d'élections disputées et honnêtes au suffrage universel permettant l'alternance du pouvoir, et au moyen d'institutions plurielles judicieusement agencées, assurant l'exercice équilibré³⁷. La démocratie libérale, devenue le modèle référentiel par excellence pour les sociétés civiles africaines, va constituer la trame des revendications sociopolitiques. Elle est

³⁰ F. Bitee, *La transition démocratique*....p. 53.

³¹ J. F. Bayart, " La Baule et après...", *Afrique politique*, 1993, p. 21.

³² <https://www.memoireonline.com>, consulté le 1/07/2020 à 00h32 minutes.

³³ C. Apala Moïffo, "L'émergence d'une culture des droits de l'homme au Cameroun", Mémoire de Master en droits fondamentaux, Université de Nantes, 2005 (https://www.memoireonline.com/01/09/1901/m_1-emergence-d-une-culture-des-droits-de-l-homme-au-Cameroun4.html, consulté le 29 décembre 2020 à 7h30 minutes).

³⁴ Etekou Bédi, "L'alternance démocratique dans...", p.12.

³⁵ Informateur anonyme, 61 ans, ancien fonctionnaire de la SOPECAM, Yaoundé/ Madagascar.

³⁶ Etekou Bédi, " L'alternance démocratique dans...", p. 12.

³⁷ *Ibid*, p. 13.

une forme de gouvernance qui garantit le principe de liberté. La démocratie va entraîner une décomposition des systèmes institutionnels en Afrique plus précisément au Cameroun³⁸.

L'entrée en puissance de la perestroïka³⁹ à l'Elysée signifiait que, la France, base arrière des dictateurs africains avait préférées la fuite en avant à une crise aiguë qui viendrait de son indifférence à l'égard d'une évolution du monde qui balayerait son pré carré africain et son propre prestige s'il elle s'entêtait à soutenir ses suppôts au pouvoir(...) ce revirement consistait en un changement dans la demande politique vis-à-vis de la France après l'autorité et les centres politiques forts, la France demandait simplement le contraire à ses "clients" à savoir la démocratie et la liberté d'expression⁴⁰. Il revenait donc aux Elites politiques africains d'en tirer les meilleurs profits. On constate cependant que, la fin de la guerre froide et le revirement de Paris ont fortement contribué en faveur du retour à la démocratie intégrale au Cameroun⁴¹.

Le Cameroun qui est un partenaire privilégié de la France, et même le plus important en Afrique centrale eu tort de ne pas considérer ces menaces, s'il voulait continuer à bénéficier du soutien de la France. Pour mieux expliquer sa conception de la démocratie, Mitterrand mit en place un certain nombre d'éléments⁴². Ces exigences coïncidaient avec celles des créanciers internationaux (FMI, Banque mondiale) pour lesquels la démocratie devenait une conditionnalité pour recevoir une quelconque aide⁴³. Les injonctions du sommet de la Baule et des créanciers internationaux militaient en faveur du retour à la démocratie intégrale au Cameroun.

Ce sommet sonne le glas du parti unique et un retour anticipé du système du multipartisme en Afrique en générale et au Cameroun en particulier⁴⁴. En face d'un calendrier d'arrimage pas clairement défini la contestation interne apparue au Cameroun et hâta l'avènement du multipartisme. Cette contestation interne naquit de prime abord comme une simple réaction éparse au refus du gouvernement de libéraliser le champ politique camerounais qui allait progressivement prendre l'allure des manifestations de masse.

³⁸ La démocratie a permis qu'il y ait séparation de pouvoir puisque la plupart du pouvoir était géré par une seule personne dans un Etat comme le Cameroun où le pouvoir reposait entre les mains du chef de l'Etat.

³⁹ La politique de la perestroïka fut lancée en 1985 par Mikhaïl Gorbatchev avec pour objectif la reconstruction économique soviétique.

⁴⁰ Bitee, *La transition démocratique...*, p. 54.

⁴¹ Gueguim Zébazé, "Le scrutin pluraliste...", p. 14.

⁴² Ces éléments sont entre autre, la mise en marche du multipartisme, du système représentatif, la liberté de presse, l'indépendance de la magistrature et la pratique des élections libres et transparentes

⁴³ Guiguim Zébazé, "Le scrutin présidentiel...", p. 14.

⁴⁴ P. Yambé Tchientcheu, *Le Social Democratic Front se meurt-il ?*, Paris, Ed. Biblio-Europe, 1999, p. 23.

Le sommet de la Baule a suscité angoisses et inquiétude chez les dirigeants africains⁴⁵. Il a été un facteur déterminant pour leur engagement sur la voie de l'instauration des Etats de droit. Selon Abdou Diouf, en effet, " il n'y a pas trente-six chemins vers la démocratie. Il faut un Etat, il faut le développement et il faut l'apprentissage des libertés⁴⁶". En tant que pays d'Afrique subsaharienne, le Cameroun n'a pas échappé aux exigences de cette nouvelle ère. Elle oblige désormais les dirigeants à marcher avec les citoyens. Ceci en mettant un accent sur leur participation à la vie publique et sur la nécessité de respecter les droits et liberté fondamentaux⁴⁷.

Les mouvements d'humeur et de contestation vont voir le jour à partir des années 1990. Partout en Afrique, les gouvernements font face aux pressions. Le Cameroun ne pouvait pas rester en marge de cette transformation car, "l'avènement du multipartisme, voire le retour effectif à l'alternance dans d'autres pays d'Afrique interpellait les camerounais"⁴⁸. Les dynamiques observées partout en Afrique ont eu aussi raison sur le Cameroun.

II. DYNAMIQUES AFRICAINES ET LEURS INCIDENCES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN

Le départ des puissances coloniales en Afrique s'est matérialisé par le chaos institutionnel⁴⁹. Chargés de mettre en ordre leur pays, les africains ont adoptés le model de l'Etat occidental. Après la colonisation, les principes de domination étaient toujours perceptibles. Le système imparfait résultant de la colonisation a fait retomber beaucoup de pays africains à une crise politique et ensuite économique⁵⁰.

1. Les conférences nationales souveraines : Ferments des crises au Cameroun

La Conférence Nationale Souveraine(CNS) est une rencontre qui s'est étalée sur une période allant de 1990 à 1992, et réunissait les délégués représentant toutes les couches sociales. Le but des CNS étaient de créer non seulement de nouveaux Etats et d'établir de

⁴⁵ Ces angoisses se sont manifestées au lendemain du sommet de la Baule, lors du 26ème Sommet de l'organisation de l'unité africaine(OUA) du 9-11 juillet 1990. Tous les chefs d'Etat et de gouvernement avaient exprimé leurs inquiétudes face à la nouvelle tendance des visions politiques.

⁴⁶ Le Sénégal fait partie des premiers pays qui a vu son président démissionner. Ceci a conduit le pays sur la voie de la libéralisation politique et ceci a même que le " vent de l'Est" ne souffle. En effet, suite au retrait du président Senghor, le multipartisme fut instauré et les premières élections organisées.

⁴⁷ https://www.memoireonline.com/01/09/1901/m_1-emergence-d-une-culture-des-droits-de-l-homme-au-Cameroun4.html, consulté le 29 décembre 2020 à 8h06 minutes.

⁴⁸ Guèguim Zébazé, " Le scrutin pluraliste...", p. 15.

⁴⁹ Chaos institutionnel dans la mesure après le départ des puissances colonisatrices, coup d'Etat, dispute du pouvoir, crise de succession était monnaie courante dans la plupart des Etats fragilisant le développement des peuples africains.

⁵⁰ M. Besse, "La conférence nationale souveraine, un pouvoir constituant original", association française de droit constitutionnel, 2006, pp. 1-14.

nouvelles lois ou constitutions sur lesquelles ses Etats allaient s'appuyer pour gouverner et réorganiser le fonctionnement de celui-ci mais aussi de sortir les Etats du chaos et de fonder les gouvernements représentant la population entière⁵¹. Le système politique colonial, avait causé de nombreuses crises politiques et économiques. L'épure abstraite du contraire de la crise nous donne une définition générale de l'objet des conférences nationales considérées dans sa visée essentielle de faire sortir de l'état de nature par l'institution du domaine proprement politique⁵².

Les leaders⁵³ des CNS, savaient exactement ce qui ne voulait pas faire mais manquaient d'idées pour créer des gouvernements démocrates. Sans conception des lois précises, ils avaient au moins des conditions et des principes à suivre nécessaire pour donner une crédibilité au gouvernement. Les régimes postcoloniaux manquaient de crédibilité institutionnelle ce qui contribuera à déstabiliser les pays de l'Afrique francophone. Ce que nous nommons crise est en réalité un discrédit institutionnel. Seule une fondation de la liberté pourra y remédier⁵⁴. La crise qui précéda les conférences nationales s'est produite à cause de la méfiance envers les institutions. Il devenait impératif de faire confiance aux nouvelles institutions.

Entre Février 1990 et Août 1991, le gouvernement Béninois, suivi par les gouvernements Gabonais, Congolais, Malien, Togolais et Zaïrois ont organisés leurs propres conférences nationales à la suite des demandes des forces pro démocratiques. Au cours de cette période, les groupes d'opposition en République Centrafricaine(RCA), au Cameroun, en Madagascar, au Burkina Faso, en Mauritanie et plus tard au Tchad ont demandé des conférences nationales avec des résultats variés⁵⁵.

Au Cameroun, à la demande d'une conférence nationale, c'est plutôt la tripartite qui fut organisée⁵⁶. Aussi longtemps qu'ils ont pu, les autocrates camerounais assiégés ont résisté aux conférences nationales. Momar Coumba⁵⁷ et Mamadou Diouf⁵⁸ du conseil pour le

⁵¹ <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/les-conférences-nationales-souveraines-en-afrique-francophone.html>, consulté le 2/07/2020 à 10h44 minutes.

⁵² F. Ebooussi Boulaga, *Les conférences nationales : une affaire à suivre*, Paris, Karthala, 2009, p.126.

⁵³ Les leaders des CNS étaient les membres de la société civile, des partis politiques d'opposition, des hommes de média.

⁵⁴ Ebooussi Boulaga, *Les conférences nationales...*, p. 133.

⁵⁵ <https://amp-dw-com.cdn.ampproject.org/v/s/amp.dw.com/fr/les-chemins-de-la-d%C3%A.html>, consulté le 18 décembre 2020 à 8h42 minutes.

⁵⁶ Ebooussi Boulaga, *La démocratie de...*, p. 94.

⁵⁷ Momar Coumba est chercheur à l'institut fondamental d'Afrique noire Cheikh Anta Diop. Il a dirigé lui-même ou coédité une dizaine d'ouvrages qui portent sur les relations entre l'Etat et la Société au Sénégal.

développement de la recherche en science sociale en Afrique, montrent que l'institution des conférences nationales est connue comme un instrument vers la transition démocratique. Dès lors, la transition se fait par des réformes politiques qui rendent possible la passation pacifique. Dans certains cas, les anciens régimes ont conservé le pouvoir en manipulant la conférence et en fraudant aux élections. Ce qui fut le cas au Cameroun où durant la conférence nationale le président avait déjà signé unilatéralement la date de l'élection législative pour le 16 février⁵⁹. Les conférences organisées partout en Afrique (Benin, Congo...) ont eu un impact significatif au Cameroun⁶⁰. Face au mutisme de l'Etat, les manifestants vont organiser des révoltes populaires à partir de 1991. Ceci à fin de sortir l'Etat de son mutisme pour établir les lois et règles auxquels allait désormais reposer le destin politique et social des populations.

Par ailleurs, les conférences sont trop concentrées sur l'abrogation des anciens régimes et pas assez sur la création d'un nouveau régime démocratique. Les "trois missions" selon Besse, sont "l'abrogation du système constitutionnel antérieur dictatorial ou autoritaire en réglementation de la période transitoire et l'adoption d'un nouveau système constitutionnel démocratique"⁶¹. Les délégués n'ont pas mis l'accent sur ce point. La négligence est manifestée dans les directives trop vagues concernant les fondements de la future constitution : laïcité et unité de l'Etat, démocratie multipartite, régimes semi présidentiels et autres. Après avoir épilogué sur les conférences nationales souveraines, les instabilités sociopolitiques qui se sont déroulées dans le continent ont eu des répercussions plus ou moins plausible au Cameroun.

2. Les instabilités sociopolitiques en Afrique centrale : coups d'Etats

L'Afrique centrale, à partir des années 1960 (période pendant laquelle plusieurs Etats ont acquis leur indépendance) était caractérisée par une série de crises sociopolitiques. De nombreux coups d'Etats sont enregistrés paralysant l'appareil étatique. De 1963 et 2003, l'Afrique avait enregistrée une centaine de coups d'Etats militaires et rébellion sanglante

⁵⁸ Mamadou Diouf est un historien sénégalais spécialiste de l'Empire colonial français. Il a été enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop où il a dirigé le département de recherche et de documentation du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) de 1991 à 1999.

⁵⁹ Eboussi Boulaga, *La démocratie de...*, p.95.

⁶⁰ Les Conférences Nationales Souveraines (CNS) ont eu un impact au Cameroun dans ce sens que les partis d'opposition se sont appuyés sur celles qui fut organisé un peu partout sur le Continent pour revendiquer l'organisation aussi d'une CNS au pays

⁶¹ <https://fr.m.wikipedia.org/les-conferences-nationales-souveraines-et-leur-impact-au-cameroun.html>, consulté le 2/07/2020 à 10h57.

d'une grande importance, dont pas moins de quatre-vingt-sept réussis⁶². Entre 1994 et 2004, l'Afrique a été fortement secouée par des coups d'Etats ratés ou réussis ou des mutineries, en nombre et en fréquence⁶³.

Ces coups de force, sont certes, la réaction violente des populations ou des groupes rebelles face aux frustrations, injustice et à la mauvaise gouvernance des dirigeants africains. Au Cameroun, la prolifération des coups d'Etat en Afrique eu un effet considérable sur les mouvements de revendications orchestrés entre 1990 et 2008. L'embrasement du Cameroun surtout en 2008 est la résultante de ses nombreux coups d'Etats et instabilités politiques observées partout en Afrique.

III. CONTEXTE NATIONAL DE NAISSANCE DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN

L'abondante littérature existante sur les facteurs internes des crises sociopolitiques au Cameroun à partir des années 1990, a permis de ressortir quelques éléments interne qui sont à l'origine de la situation chaotique qu'a connu le Cameroun à 1990 et 2008. La fin de la guerre froide, la déconfiture de l'URSS et le retour à la démocratie pluraliste sont autant d'éléments exogènes qui ont été à l'origine des contestations populaires au Cameroun. Mais, les principaux catalyseurs sont aussi internes. La pérennisation du pouvoir et les tentatives de création des partis politiques et organes de presse sont les éléments qui ont favorisé la naissance des crises sociopolitiques au Cameroun.

1. Pérennisation du pouvoir central étatique

En 1990 et 2008, le Cameroun havre de paix, exemple de stabilité sociopolitique en Afrique s'était retrouvé au centre de multiples contestations populaires. Ces contestations populaires sont nées du fruit de la volonté du pouvoir en place de se maintenir au pouvoir. Installé depuis les indépendances. Ce qui rendant difficile voire impossible une alternance politique. L'ignorance du passé peut nuire à la connaissance du présent⁶⁴. Pour mieux comprendre ce désir de se maintenir au pouvoir, il est important de remonter les traces depuis

⁶² M. Kounous, " Les conflits armées post guerre froide en Afrique au Sud du Sahara : un essai de caractérisation", in *Revue Africaine d'Etudes Politiques et Stratégiques*, N° 2, Université de Yaoundé II, 2001, p.235.

⁶³ J. Nna, " Sécurité et défense en Afrique centrale 1960-2009", Mémoire de Master 2 en Histoire, Université de Yaoundé1, 2010, p. 34.

⁶⁴ M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, cahier des annales*, Paris, Armand Colin, 1949, p. 26.

la création de l'Union Nationale du Cameroun (UNC) jusqu'à la création du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC).

En effet, le 1^{er} Septembre 1966, naissait l'UNC. Sa naissance résulte de l'alliance entre l'Union Camerounaise (UC) d'Ahidjo et la fusion d'avec les partis politiques du Cameroun français et le *Kamerun National Democratic Party* (KNDP) de John Ngu Foncha. Cette alliance à caractère absorbante⁶⁵ va prédestiner au devenir politique, social et économique du pays. Tous ces partis politiques, qui avaient décidé d'intégrer l'UNC perdirent leur personnalité, leur droit et leur pouvoir au profit d'un seul parti politique. Ce parti avait pour but de mettre en œuvre la politique d'unité et d'intégration nationale⁶⁶. Cette alliance avait donné lieu au monopartisme. Désormais le pays était dirigé par un seul parti ayant pouvoir et capacité sur tous les centres d'intérêt du pays.

En 1982, Ahidjo démissionne et Paul Biya prend le pouvoir. Il poursuit la politique de son prédécesseur en continuant d'abord à faire de l'UNC l'unique entreprise politique camerounais. Suite aux problèmes d'hégémonie au sein du parti, en 1985 à Bamenda, le RDPC, voit le jour⁶⁷. Désormais, tout allait être concentré au sein de ce parti.

L'Etat du Cameroun, depuis 1990 s'est engagé dans une dynamique de démocratisation ambivalente. Cette dynamique fut inachevée ou biaisée par le régime du renouveau. De ce fait, la démocratisation a été un phagocytée par le gouvernement perpétuel⁶⁸. C'est un gouvernement à durée illimitée. Le système du gouvernement conduit par Paul Biya depuis 1982 est parvenu à éviter tout risque d'alternance politique. Ce refus, de changement politique a créé une rancœur dans le cœur des camerounais qui, depuis 1966, vivent sous le règne du parti unique. Ce parti, s'est opposé ou a mis tous les moyens en place pour contre carrer un quelconque changement. Pour se maintenir au pouvoir, le régime s'est imposé un "tempo"⁶⁹ politique pour asseoir le pouvoir et avoir une main mise sur les commandes centrales de l'Etat. Il oscille entre pluralisme et autoritarisme. C'est donc une démocratie pastichée et simulée⁷⁰. Mais, également d'une démocratie déguisée et dissimulée⁷¹.

⁶⁵ F. P. Ebenda, " Les alliances politiques camerounais à l'ère du multipartisme. Essai d'analyse historique des interactions politiques en contexte électoral à partir de l'expérience du rassemblement démocratique du peuple camerounais entre 1992 et 1997", *Mémoire en Histoire*, Université de Yaoundé I, 2016, p. 53.

⁶⁶ Kengne Fodouop, *Le Cameroun, Autopsie...*, p. 237.

⁶⁷ Bitee, *La transition démocratique...*, p.186.

⁶⁸ M. E. Owona Nguini et H. L. Menthong, "'Gouvernement perpétuel' et démocratisation Janusienne au Cameroun", *Politique Africaine*, N° 150, 2018/2, p. 97.

⁶⁹ Depuis son accession à la magistrature suprême en 1982, Biya a su imposer ses règles et exigences politiques pour se maintenir au pouvoir

⁷⁰ Owona Nguini et Menthong, "Gouvernement perpétuel et...", p. 100.

L'un des principes de la démocratie repose sur l'alternance politique. Cette alternance politique, est possible par l'organisation régulière des élections. Les élections, dans un pays permettent de légitimer le pouvoir. Or, au Cameroun le pouvoir est maintenu par un seul parti politique. Cependant, le retour de la démocratie pluraliste à partir des années 1990, a permis qu'il y ait une montée en puissance de revendication et de contestations populaires mais aussi un désir de création de partis politiques par certains camerounais⁷². Ceci pour mettre un terme au pouvoir monolithique afin de permettre de créer de nouveau gouvernement. La pérennisation du pouvoir rendait possible des agitations populaires. La plupart des hommes politiques qui décidèrent de créer un parti politique s'étaient inspirés de tout ce qui se passait un peu partout en Afrique⁷³. Inspiré par ces dynamiques externes ils avaient voulu reproduire ce même scénario au Cameroun.

La totalité des pouvoirs étaient concentrés en la personne du chef de l'Etat. Il était la clé de voute des institutions. Par ailleurs, cette hypertrophie du pouvoir avait mis certains camerounais au banc de touche. La plupart se sentait marginalisé et exclu de la gestion des affaires publiques qui participent au développement économique, social et politique du pays⁷⁴.

Dès lors, il apparaissait évident que cette réalité allait devenir un catalyseur des contestations populaires au Cameroun. Les relations entre gouvernant et gouverné n'existaient pratiquement pas. Tout dialogue était exclu entre l'élite dirigeante et la population. En outre, sous la pression des populations lassent du système politique qui a montré ses limites, les contestations subséquentes ont ébranlé les vieilles autocraties et abandonné de façon unanime le schéma développementaliste qui a asservi les libertés⁷⁵. Cette poussée populaire a jeté les bases d'un nouveau système plus démocratique. C'est ainsi que, la société camerounaise connaîtra un bouleversement de son espace politique et social.

La concentration du pouvoir en la personne du chef de l'Etat et le manque d'alternance politique fut au centre des tensions qui ont émaillées la scène politique du Cameroun à partir des à 1990. Les populations étaient exclues des affaires publiques de l'Etat. Face à cette situation, la population devenait impuissante, muselé et assoiffé de rancœur, d'amertume et de

⁷¹ Owona Nguini et Menthong, "Gouvernement perpétuel et...", p. 100.

⁷² Le désir de création de partis politiques par certains camerounais a rencontré une vive opposition de la part du parti au pouvoir ce qui aurait entraîné de nombreuses manifestations et contestations populaires.

⁷³ En Afrique en cette période certains chef d'Etats avaient décidé soit de libéraliser le champ politique comme ce fut le cas au Bénin avec l'organisation de la tripartie par la suite de l'organisation des élections soit de démissionner au pouvoir comme ce fut le cas au Sénégal avec la démission du président Senghor.

⁷⁴ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 30.

⁷⁵ Etekou Bedie, "L'alternance démocratique dans...", p. 11.

vengeance. La conservation du pouvoir par un groupe de personne n'a fait qu'attiser un sentiment de rancœur. Ce qui était à l'origine des manifestations et contestations dans toutes les artères du pays. Pour rendre plus concurrent la scène politique afin de parvenir à une alternance, certains acteurs politiques et hommes de média vont tenter de créer les partis politiques.

2. Tentative de création de Parti politique et d'organes de presse

En décembre 1990, le chef de l'Etat avait publié une série de texte et de lois visant à assouplir la vie politique au Cameroun. La plus importante était celle qui autorisait la création des partis politiques selon la loi N° 90/056 du 19 décembre 1990 relative aux Partis politiques⁷⁶. Cette, loi ouvre les portes à plus de liberté au Cameroun. Dès lors, le désir de création des partis politiques par certains camerounais va rencontrer une vive opposition du régime en place. Leur création fut au centre des tensions qui existaient entre les gouvernants et les gouvernés. Le refus du gouvernement à légaliser certains partis politiques entraîna un mécontentement au sein de la population. L'avènement du multipartisme, la réclamation de liberté d'expression et de création d'organe de presse, l'arrestation de Pius Njawé et la création des partis politiques avaient contribué à la naissance des crises au Cameroun⁷⁷. L'interdiction de de partis politiques est l'une des causes des crises sociopolitiques au Cameroun⁷⁸.

À Bamenda, se tenait une réunion qui devait aboutir à la création d'un nouveau parti politique d'opposition. Le 26 Mai 1990⁷⁹ Ni John Fru Ndi, décide de créer un parti politique le Social Démocratique Front (SDF). Mais, les autorités vont refuser de le légaliser. La création de ce parti politique venait rompre le système du parti unique. Le refus de reconnaître de manière légale le parti politique en gestation par les autorités compétente va entraîne de vive contestation et manifestation populaire. Les manifestants, qui cherchaient à se faire entendre par les autorités qui étaient restées indifférentes face à leur doléance vont être sauvagement réprimés par les forces de l'ordre.

La loi N°/90/52 du 19 décembre 1990, relative à la liberté de communication sociale, autorisait le pluralisme médiatique au Cameroun. Désormais, il était permis aux camerounais

⁷⁶ Bitee, *La transition démocratique...*, p.89.

⁷⁷ Informateur ayant requis l'anonymat, 43ans, couturier, Yaoundé/ Madagascar, 9 avril 2021.

⁷⁸ Informateur ayant requis l'anonymat, 61 ans, fonctionnaire retraité de la SOPECAM, Yaoundé / Madagascar, 30 mars 2021.

⁷⁹ Le 26 mai 1990 le chairman du SDF John Nfuru Ndi avait organisé une marche de contestation pacifique suite au refus par les autorités de reconnaître légalement son parti politique. Durant cette marche, les manifestants vont se heurter aux forces de l'ordre. Ce qui va aboutir à de nombreux blessés.

de s'exprimer librement, d'exprimer leur mécontentement et de donner leur opinion en ce qui concerne les affaires publiques et de manifester afin d'exiger son bien-être et surtout le respect de ses droits⁸⁰. Les camerounais vont très tôt saisir l'opportunité que les offrait la liberté de presse. Ils vont désormais jouir de leur droit à l'instar de la liberté d'expression et de la libre opinion.

1990, s'ouvre avec un procès. En effet, il va avoir un accrochage entre Célestin Monga et le chef de l'Etat d'abord ensuite avec Pius Njawé. De nombreux procès vont opposer les autorités et les journalistes. Monga est accusé d'avoir rédigé une lettre dans laquelle il fustigeait le chef de l'Etat. Célestin critiquait le pouvoir qui se disait d'avoir apporté la démocratie au camerounais. Les propos du chef de l'Etat ne plurent pas au journaliste. Pour lui, l'acquisition de la démocratie a été un processus de longue bataille par des hommes forts. S'étant offusqué contre le régime de Yaoundé, il affirmait :

J'ai été choqué par un outrageusement condescendant et prétentieux que vous avez employé à l'assemblée nationale pour vous adresser au peuple camerounais ... pour sa bonne conscience trop épaisse qui frise l'inconscience et lui donne une carapace d'insensibilité imperméable à la mise ambiante et galopante au désastre humain...comment pouvez -vous dire à 11million de camerounais : je vous ai donné la démocratie⁸¹.

Dans le même sillage, Pius Njawé est accusé d'avoir indexé le cadre constitutionnel dans lequel, le Cameroun se déployait et le niveau intellectuel de ses élus ;" il n'est pas normal que les députés illettrés votent clandestinement sans publicité des lois qui engagent l'avenir de tout un peuple" s'indignait-il. L'administration appliquant farouchement la censure administrative, a freiné l'épanouissement professionnel et le financement de la presse, en tant que vecteur et support de la démocratie⁸². La presse a longtemps été confinée au silence informationnel, et cantonnée à restituer ou à diffuser des informations institutionnelles sous peine de censure. Elle va donc décider de dire tout ce qui lui était proscrit. Ce rebondissement de la presse a entraîné avec elle des dérives et des situations professionnelles dont on a pu déplorer des conséquences fâcheuses dans l'espace social et politique en 1990. Face à ce bras de fer entre le gouvernement et les hommes de média, le Cameroun connu dès le 10 janvier 1990 un véritable séisme troublant l'ordre politique et social. Bien que, la situation politique

⁸⁰ E. Messina M et A.C Gueffoue Tsesu, " Démocratisation et violences politiques urbaine au Cameroun, la ville de Douala en 1991 et en 2008" in J.Anafack et E. Messina M, *Menace sécuritaire en Afrique contemporaine. Terrorisme et autre violence*, Bruxelles, PUB, 2018, p. 194.

⁸¹ *Ibid*, p.195.

⁸² Bidias Onanena Théophile, "Les média au Cameroun à l'heure de la libéralisation (1990-2012) essai d'analyse historique", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2017, p.43.

présageait un climat de trouble sociopolitique, la crise économique eut aussi un impact significatif dans la naissance de contestations au Cameroun⁸³.

3. Crise économique : ferment des crises sociopolitiques au Cameroun

Le Cameroun fait partie des rares pays d'Afrique subsaharienne à avoir connu depuis son accession à l'indépendance une incontestable stabilité politique. Au terme d'un demi-siècle, le Cameroun devrait être un pays développé, où la population ne manque de rien et où il fait bon vivre. Malheureusement, il reste encore confronté à de multiples problèmes qui gangrènent sa vie économique, politique et sociale risquant de le prolonger dans une anarchie et un chaos le rendant ingouvernable⁸⁴. Cette partie cherche à montrer que, le chômage, la pauvreté, le développement de la corruption, les pénuries artificielles et la flambée des produits de première nécessité, ont conduit en 1990 et 2008 à des manifestations sociales et politiques au Cameroun⁸⁵.

Le marasme économique avait pour principal corollaire l'augmentation du taux de chômage, le décongestionnement des effectifs à la fonction publique par le processus de déflation à la fonction publique, par la baisse drastique des salaires et le développement de la corruption et la flambée des prix des produits de première nécessité sont autant de facteurs ayant contribué aux revendications populaires en 1990 et 2008 au Cameroun⁸⁶.

La décennie 1990 avait sonné le glas des régimes dictatoriaux en Afrique. Durant cette période, la crise économique sévissait au Cameroun et avait atteint son point culminant. Cette situation était due au fait que, certaines entreprises et banques occidentales se sont retirées à cause de la situation économique que traversait le pays. En effet, selon le Fonds Monétaire International (FMI), de 1980 à 1988 pour l'Afrique au Sud du Sahara, les importations ont baissés de 39% et les exportations de 40%⁸⁷. Le système économique camerounais soit mieux adapté, les spécialistes du FMI et de la Banque mondiale n'eurent pas de choix de mettre le pays sous ajustement structurel. Comme conséquence, les revenus des camerounais allaient baisser jusqu'en 1995⁸⁸. Cette baisse ? Plaçait le Cameroun sous le seuil de la pauvreté. Plus la production stagnait, plus le nombre de bouche augmentait. Cette faillite économique ? Quasi généralisée est rendue plus visible par la transfusion économique préconisée par des

⁸³ Taulbic Falna, " Problématique de la...", p. 77.

⁸⁴ F. Pigeaud, *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala, 2011, p. 40.

⁸⁵ Kengne Fodouop, *Le Cameroun autopsie...*, p.246.

⁸⁶ Edjangue, *Cameroun un volcan...* p. 43.

⁸⁷ Taulbic Falna, " Problématique de la...", p. 77.

⁸⁸ *Ibid.*

donneurs de leçon. La France par le biais du club de paris, les Etats unis par le biais de la Banque mondiale et du FMI⁸⁹. Les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) furent imposés au Cameroun. Comme conséquence, on a assisté à la baisse des salaires, les fermetures des entreprises publiques suivie de licenciement abusives des travailleurs, le gel des concours dans la fonction publique, la compression du personnel et les privatisations des entreprises publiques.

Nous ne pouvons pas répondre par l'affirmatif que la situation économique est la cause des contestations et revendications sociopolitiques au Cameroun. Mais, toujours est-il que les contestations populaires apparaissent dans un contexte où le pays fait face à une crise économique sans précédent. De ce fait, les frustrations, le ras-le-bol et le désespoir d'une frange de la population est née de la conjoncture économique. Elle était à l'origine de la rancœur des populations qui n'avaient qu'une seule envie d'en découdre avec le régime qui a confisqué l'espoir d'une jeunesse. La crise économique, eut pour conséquence l'augmentation du chômage, la corruption, la pauvreté et la flambée des prix.

a. Chômage de la population comme ferment des crises sociopolitiques au Cameroun

Les années 1990 sont marquées par une augmentation significative du taux de chômage. Cette inflation du nombre de chômeur est la conséquence de la crise économique qui a commencé à partir des années 1980. Fanny Pigeaud estime qu'à la fin des années 1986 :

La situation s'est brutalement détériorée : le Cameroun a plongé dans une crise économique d'une gravité sans précédent, provoquée par plusieurs facteurs. Le pays a d'abord été victime de la conjoncture économique internationale. Sur le marché, la baisse de la moitié du prix du pétrole en 1986 a en effet eu des conséquences désastreuses : le niveau des recettes d'exportation du Cameroun, qui était déjà en diminution en raison de la baisse de production des puits pétroliers, a dégringolé (.....). Les recettes pétrolières qui de montraient à 722 milliards de FCFA lors de l'année fiscale 1984-1985 sont ainsi passées à 419 milliards de francs l'année suivante et à 233 milliards en 1987-1988 s'est ajouté la diminution des prix sur le marché mondiale du cacao, du café, du coton et du caoutchouc. Pour l'Etat camerounais, les baisses des recettes liées au cacao et au café ont atteint-25%. En trois ans, les recettes totales du pays ont chuté de 29%. En deux ans, la baisse des termes de l'échange a été de près de 40% et de 50% pour certains biens. En 1987-1988, le pays a accusé un déficit représentant 6% de son PIB tandis que le déficit de sa balance de paiement est passé d'un excédent de 4% du PIB en 1984-1985 à un déficit de 8,8% en 1986-1987⁹⁰.

En effet, la crise économique et sociale avait permis à ce que le mécontentement de la population vis -à -vis du pouvoir augmente. Sur le plan interne, les entreprises camerounaises du secteur public et parapublic ont été obligées de licencier les gros effectifs des travailleurs.

⁸⁹ La Banque mondiale et le FMI sont deux partenaires financiers du Cameroun. Ils avaient mis le pays sous ajustement structurel ce qui avait conduit au licenciement de certains travailleurs et à la fermeture de certaines entreprises camerounaises.

⁹⁰ Pigeaud, *Au Cameroun de...* p. 41.

Le 30 juin 1988, onze entreprises publiques furent dissoutes⁹¹. Il s'agirait de la Cellulose du Cameroun(CELLUCAM), de la Société de Blé (SODEBLE), de la SONAC. Cette situation avait plongé un certain nombre de famille dans une situation financière et sociale critique. L'essor de la pauvreté et l'expansion du chômage sont l'une des pires difficultés auxquelles la population camerounaise était confrontée. Le chômage au Cameroun est devenu au fil des années un problème majeur. L'inflation du chômage et la baisse des salaires a entraîné le pays au sous-développement⁹² La difficile employabilité a contraint une partie de la population à se lancer dans le secteur informel. Selon Kengne Fodouop, "sur près de 7,7 millions de camerounais en âge de travailler, à peine 715000 bénéficient d'un emploi dans le secteur d'économie moderne (fonction publique et le secteur privé moderne)⁹³".

Quant au chômage, il attaque la plupart des jeunes nantis des diplômes du primaire et du secondaire "le chômage il sévit à forte dose, surtout dans les villes où il affecte particulièrement les jeunes, dont beaucoup sont nantis de diplômes de l'enseignement secondaire et/ ou supérieure"⁹⁴ . Le taux de chômage est trop élevé au Cameroun. Près de 30%⁹⁵ de la population active du pays est constituée des chômeurs. Cependant, le Bureau International du Travail (BIT) rappelait qu'en 2006, le chômage des jeunes en Afrique subsaharienne est un véritable scandale. Selon cet organisme, si un chômeur sur deux en Europe est un jeune, en Afrique subsaharienne où le fléau concerne en moyenne 6% des adultes, ce sont 21% des 15-24 ans qui sont touchés⁹⁶.

Depuis les années 1980, le chômage va de plus en plus croissant au Cameroun sous l'effet conjugué de la crise économique et de la mise en application des programmes d'ajustement structurel⁹⁷(PAS), de la baisse de l'offre de travail et de la forte hausse de la demande de travail⁹⁸. Malheureusement, il n'existe pas de document donnant des informations sur les statistiques exactes du taux de chômage au Cameroun. L'institution des nations unies en matière de travail précise qu' "un pays comme le Cameroun qui dispose de l'expertise en

⁹¹ Taubic Falna, " Problématique de la ...", p. 77.

⁹² R. Tchakounté, 58 ans, Commerçant, Yaoundé/ Madagascar, 11 avril 2021.

⁹³ Kengne Fodouop, *Le Cameroun, Autopsie...*, pp. 250-251.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 26.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ C'est un programme qui fut imposé au Cameroun par le fond monétaire international et la banque mondiale ceci afin de sortir de la crise économique des années 1986.

⁹⁸ Kengne Fodouop, *Cameroun autopsie d'une...*, p. 251.

la matière ne dispose pas malheureusement de statistiques sur les taux exacte du chômage des jeunes"⁹⁹.

Ces jeunes qui sont à la quête d'un travail sont obligés de se rués vers les chantiers de constructions des immeubles, à l'entrée des entreprises industrielle et commerciales. D'autres désœuvrés passent leur journée dans les jardins publics, dans les gares routières¹⁰⁰. Ceux qui ont eu la chance d'avoir un emploi, leur salaire ont baissés depuis 1993 et sont tellement minables ressemblant à celui d'un "catéchiste"¹⁰¹. Le développement rapide du chômage a contribué à une forte menace de la paix sociale et de la cohésion au Cameroun. Le chômage des jeunes apparait comme un risque certain qui pourrait se présenter comme un moyen aboutissant aux crises sociopolitique. Il constitue un obstacle supplémentaire à la construction du développement et est une entrave à la stabilité sociopolitique. Pour Koffi Annan :

La montée du chômage pénalise lourdement les jeunes particulièrement vulnérables aux perturbations du marché du travail. Les licenciements, les restructurations et les difficultés d'accès au monde du travail condamnent bon nombre d'entre eux à vie de précarité et de désespoir. Trop de jeunes vies sont gâchées par la délinquance, la toxicomanie, les guerres civiles voir le terrorisme¹⁰².

On voit donc que le chômage des jeunes constitue une grande menace à la paix des Etats africains en particulier le Cameroun. La jeunesse camerounaise apparait d'une part comme menace et d'autre part comme ressource. Le caractère dangereux de cette jeunesse met en exergue le fait qu'elle peut être source de problème ou tout au moins d'inquiétude quant à son insertion, sa place et son rôle dans la société et donc sur les stratégies d'encadrement et de répression de celle-ci¹⁰³. Elle apparait dans une seconde optique comme une ressource parce qu'elle tient un rôle actif dans la société et donc sur les actions de protection et de promotion¹⁰⁴. De façon spécifique, le taux du chômage a donné lieu à la crise sociopolitique en Afrique en particulier au Cameroun à partir des 1990 et fut l'une des causes de l'embrasement du pays en 2008.

Le chômage au Cameroun s'accompagne de la pauvreté. En effet, il crée une situation de précarité matérielle explosive.

⁹⁹ Edjangue, *Cameroun un volcan...* p. 27.

¹⁰⁰ Kengne Fodouop, *Le Cameroun autopsie...*, p.243

¹⁰¹ Un salaire de catéchiste est un salaire minable qui ne te permet pas de souvenir à tes besoins.

¹⁰² E. Sourna Loumtouang, "chômage des jeunes et stabilité sociopolitique au Cameroun de 1990 à nos jours", centre national d'éducation, 2015, p. 4.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ E. De Bonneval, " Contribution à la sociologie de la jeunesse. Jeunes, ordre politique et contestations au Burkina Faso", Thèse de Doctorat en science politique, université de Bordeaux, 2011 p. 15.

b. Pauvreté comme source des crises sociopolitiques au Cameroun

Au Cameroun, environ 50% de la population vit aujourd'hui en dessous du seuil de la pauvreté nationale contre 23% en 1982 et 40%¹⁰⁵ (soit une augmentation de 27% du nombre des pauvres). Ce climat social et économique extrêmement difficile avait poussé la population à la révolte. L'enquête sur la consommation et les conditions de vie réalisée en 2001, la pauvreté est plus élevée en milieu rural touchant la plupart des exploitants agricoles¹⁰⁶. Ceux-ci ne tirent que leur revenu de l'agriculture vivrière. Cette situation, n'a que contribué à exacerber et à raviver le mécontentement d'une frange de la population qui vivait sous l'emprise de mauvaises conditions de vie. Cette sous-partie nous a permis de montrer comment l'essor de la pauvreté et du chômage a contribué à l'éclatement des crises sociopolitiques entre 1990 et 2008 au Cameroun.

c. Les pénuries artificielles et les flambées des prix

Depuis 1980, les pénuries et les flambées des prix sont monnaie courante au Cameroun. Les pénuries artificielles¹⁰⁷ et la flambée des prix des produits de première nécessité les plus marquantes ont été enregistrées en 1990, 1991, 1992, 2001, 2005 et en novembre 2007 et en mars 2008¹⁰⁸. Leur pic a été atteint au cours de ses dernières périodes. Celle-ci se caractérise par la rareté des produits tels que : le sel, le riz, le lait, le sucre, la viande de boucherie, et les matériaux de construction tels que les tôles, le fer à béton et le ciment sur le territoire camerounais et par une forte augmentation de leur prix¹⁰⁹. L'augmentation des prix, qui touche plus précisément les produits de base est perceptible sur les marchés internationaux à partir des premières semaines de l'an 2007. Selon Jacques Diouf¹¹⁰, "la facture des importations des pays pauvres va augmenter de 56% en 2008 après avoir augmenté de 37% en 2007"¹¹¹. Cette hausse eut un impact dévastateur sur la sécurité des peuples et les droits de l'homme selon lui.

Notons que, la pénurie artificielle est organisée par le commerçant sur certains produits de manière périodique afin de les céder aux consommateurs à des prix plus onéreux. Ils organisent cela lors des fêtes (noël, ramadan, nouvel an) ou des quinzaines du mois, pour les

¹⁰⁵ Kengne Fodouop, *Le Cameroun autopsie...*, p. 251.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Méthode utilisée par les commerçants pour rendre un produit rare sur le marché voire inexistant afin de faire grimper le prix de ce dernier.

¹⁰⁸ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, pp. 39-40.

¹⁰⁹ Kengne Fodouop, *Cameroun autopsie d'une...*, p. 252.

¹¹⁰ Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

¹¹¹ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 40.

produit alimentaires, les vêtements et les produits de beauté et d'entretien, en saison sèche pour les fers, tôles et les ciments pour les vendre dans les sites discrets aux demandeurs prêts à les acquérir au double du prix officiel¹¹². Face aux pénuries et à la flambée des prix des produits de première nécessité, le ministre du développement industriel et commercial a multiplié des mises en garde contre les commerçants.

Les pénuries artificielles et la flambée des prix des produits de première nécessité, orchestrées périodiquement par les commerçants et les revendeurs véreux, révèlent aux populations du Cameroun que leur gouvernement est incapable de trouver des solutions à leurs problèmes quotidiens et les abandonne à leur triste sort. Les pénuries artificielles et la flambée des prix des produits de première nécessité ne sont pas toujours bien vécues par les camerounais. En février 2008, elles ont suscitées, dans les villes du Cameroun, une vague de manifestations et de protestation populaire, qui a conduit à des heurts entre les jeunes et les forces de l'ordre.

Le Cameroun, a connu une croissance économique relativement stable de 1960 à 1986¹¹³. Au cours de cette période, le Cameroun a connu deux régimes politiques ; celui de Ahidjo (1960-1982) et celui de Paul Biya depuis 1982 à nos jours. La politique économique de développement mis en place par Ahmadou Ahidjo était basée sur le libéralisme planifié et le développement autocentré¹¹⁴. Cette politique permis aux populations de connaître un plein épanouissement social, économique. Selon J. Ngandjeu, le libéralisme planifié et le développement autocentré vise à redistribuer équitablement les fruits du développement entre différents groupes et à donner à chaque citoyen des chances égales dans le cadre de la solidarité nationale¹¹⁵. Après le changement du régime politique survenu à partir des années 1982 et l'introduction d'une nouvelle politique économique, la croissance de l'économie camerounaise avait baissée tout en restant de 8% par an ceci jusqu'en 1985¹¹⁶. Comme conséquence, cette politique a conduit dans le secteur social à une forte paupérisation de la population et conduit certains à l'exode rural¹¹⁷. Cet exode rural, a causé une forte augmentation structurelle de la pauvreté et du chômage. La conséquence fut la

¹¹² Kengne Fodouop, *Cameroun autopsy d'une...*, p. 253.

¹¹³ J. V. N. Ntolo, " Le rôle d'Amnesty internationale dans la promotion et la protection des droits humains et des libertés au Cameroun de 1988 à 2008", Mémoire en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2010, p. 47.

¹¹⁴ Cette forme de politique économique qui consistait à éliminer toute forme d'économie externe en s'appuyant sur ses propres dynamiques internes. Celle-ci permettait donc aux autorités de compter essentiellement sur les ressources dont regorgeait le pays.

¹¹⁵ J. Ngandjeu, *Le Cameroun et la crise : renaissance ou blocage*, Paris, l'Harmattan, 1998, p. 11.

¹¹⁶ Ntolo, " Le rôle d'Amnesty ...", p. 49.

¹¹⁷ L'exode rural est le déplacement massif des populations de la campagne vers la ville.

« bidonvilisation »¹¹⁸ des cités. Dans cette sous partie il est question de faire appel aux facteurs socio-économiques ayant conduit aux crises sociopolitiques au Cameroun. On peut citer l'expansion du chômage, la recrudescence de la pauvreté et la désertification.

d. Corruption comme mobile des crises sociopolitiques au Cameroun

Au Cameroun, la corruption est devenue monnaie courante. En effet, pour bénéficier d'un service ou réussir un concours, il faut soit donner de l'argent soit donner quelque chose en échange. Toutes ses pratiques ont contribué à détériorer le climat sociopolitique au Cameroun. Les camerounais, surtout les jeunes avaient perdu tout espoir. La corruption fait désormais partir du quotidien de la population. Elle se manifeste sous plusieurs formes. Selon Kengne Fodouop :

Au Cameroun, la corruption fait désormais partie du quotidien de la population. Elle s'y manifeste sous des formes extraordinairement variées : offre de faveurs ou versement d'une somme supplémentaire pour faciliter et accélérer une démarche administrative, versement non officiel à un fonctionnaire responsable de l'adjudication des marchés publics d'une somme d'argent pour obtenir une information confidentielle, versement d'un pot-de-vin à un agent de la police ou à un homme de loi pour faire "sauter" une contravention dans le cas d'une infraction, demande d'une faveur ou d'un paiement supplémentaire pour rendre un service qui fait normalement partie de son travail, octroi d'un poste de travail à une personne de sa famille ou à un proche qui n'a pas de qualification requises pour le poste, détournement d'un projet de sa circonscription d'origine ou d'une zone où ses amis vivent, fraude fiscale ou des élections, recours à des personnes influentes pour abrégier les délais de délivrance de pièces d'identité et de diplômes¹¹⁹.

De façon concrète et visible, la corruption est une évidence au Cameroun. Elle participe à la dégradation des rapports qui existent entre la population et les décideurs. Car tout est devenu compliqué que même pour avoir un service qui est censé être gratuit est impossible. Il faut passer par des pratiques peu orthodoxes. Dans toutes les administrations, bon nombre de fonctionnaire ont ainsi pris l'habitude de « racketter » les usagers, sans égard pour ceux qui ont les plus faibles revenus qu'eux.

En échange de 3000 francs CFA, un employé d'un ministère a miraculeusement retrouvé mon dossier qui avait étrangement disparu au fond d'un tiroir depuis deux ans¹²⁰. La corruption qui est une arme très redoutable utilisée par l'Etat a servi à renforcer la montée en puissance du mécontentement de la population. Celle-ci, qui vit sous le poids de la pauvreté et connaît un mode de vie très défavorable. Il va s'en dire qu'elle a été au cœur des affrontements, des violences et manifestations qui ont émaillé la vie sociopolitique du Cameroun à partir des années 1990.

¹¹⁸ Ntolo, "Le rôle d'Amnesty ...", p. 53.

¹¹⁹ Kengne Fodouop, *Cameroun, autopsie d'une...*, p. 266.

¹²⁰ Pigeaud, *Au Cameroun de ...*, p. 198.

Un chiffre donne une idée de l'ampleur de la corruption dans les services de l'Etat : selon le classement mondial de la corruption établie en 2007 par *Transparency International*, 79% des personnes interrogées ont déclaré avoir payé un pot-de-vin pour accéder à un service public, normalement gratuit¹²¹. Le Cameroun a le pourcentage le plus élevé. Car, il devance le Cambodge (72%°, L'Albanie (71%) et le Kosovo (67%). Il supâta aussi le Nigeria (40%) autre pays du continent africain extrêmement corrompu¹²². En cinq années, l'Etat a perdu des centaines de milliard donc une partie concernait la fraude fiscale et l'autre le paiement des factures fantaisistes¹²³.

Entre 2008 et 2009, le Cameroun est passé de la 141^e à la 146^e place sur 180 pays, selon l'indice de perception de la corruption de *Transparency International*¹²⁴. Selon Charles Nguini, président de la branche camerounaise de *Transparency International* : les données sont celles des deux dernières années dans le secteur public et politique¹²⁵. Le détournement des deniers publics par les fonctionnaires moins gradés a pris de l'ampleur. Selon Fanny Pigeaud, en 2005, trois agents ont été limogés, soupçonnés d'avoir détourné de l'argent issu de programmes internationaux et destitué à financer des marchés publics.

L'administration n'est pas la seule touchée par la corruption. Les pratiques de corruption concernent aussi l'ensemble de la société. Comme dans l'université par exemple, les places, les notes et les diplômes s'achètent dans les écoles. Selon les évêques camerounais dans une lettre pastorale publiée en 2000 : enseignants, professeurs et directeurs d'établissements secondaires et professionnels réclament de l'argent pour inscrire un élève ou pour le faire monter dans la classe supérieure. De l'école à l'université le recours à l'argent ou au cadeau de toute nature pour bénéficier de la faveur de l'enseignant est aujourd'hui de règle »¹²⁶. Il est clair que toutes ses pratiques ont contribué à dégrader le climat sociopolitique au Cameroun. Les plus forts mangent les plus petits, qui eux n'ont aucun moyen de subsistance. Capable de leur permettre de se défendre. Le seul moyen est de faire entendre sa voix au travers des manifestations et revendications sociales et politiques comme ce fut le cas en 2008 où les populations se sont lancées dans les rues pour essayer d'amener le gouvernement à mettre des moyens sociaux et politiques efficaces aux services de tous les citoyens.

¹²¹ Pigeaud, *Au Cameroun de ...*, p. 199.

¹²² *Ibid.*

¹²³ Kengne Fodouop, *Le Cameroun autopsie ...*, p. 266.

¹²⁴ Edjangue, *Cameroun : un volcan ...* p. 32.

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ Pigeaud, *Au Cameroun de ...*, p. 200.

Face à l'ampleur de la corruption, le gouvernement s'est donné la résolution de lutter corps et âme pour mettre fin à ce fléau. Dès 1999, l'opération "Epervier" a été lancée. Son but était d'assainir le fichier du personnel de la fonction publique et à délester les fonctionnaires fictifs. Les premiers résultats, ont été révélés en 2000. Selon Kengne Fodouop on note "la présence de 15000 fonctionnaires fantômes sur un total de 135000". Le 3 juin 2000, le président de la république lui-même a apprécié la nécessité de lutter contre le détournement des deniers publics en créant par décret, l'observatoire de lutte contre la corruption. Dans la foulée, plusieurs ministres ont décidé d'identifier et de punir leurs fonctionnaires coupables de détournement de deniers publics. Dans son discours de fin d'année 2005, le président de la république est dépassé de la tournure que prend ce phénomène qui selon plusieurs études, ont un impact sur le développement du pays. Prenant un certain nombre de mesures pour juguler ce fléau, le gouvernement crée en 2006¹²⁷ le comité national anti-corruption (CONAC). Ce pouvoir est doté d'un pouvoir d'investigation et de répression de la corruption.

Cependant, la corruption¹²⁸ a contribué à pourrir voire empoisonner la vie économique, politique et sociale. En effet elle a créé un climat de désordre. Elle a alourdi et découragé les initiatives d'investissements et a paralysé le développement au Cameroun. Elle y fausse les règles du jeu, réduit les moyens d'intervention et de protection civile de l'Etat, diminue le rendement attendu et favorise la paresse et l'esprit d'oisiveté.

De plus, les populations vivent sous l'effet des maladies telles que, le paludisme, le Sida et autres hépatites virales. Nombreux, sont ceux qui n'ont pas la possibilité de recevoir un traitement adéquat. Il faut aussi noter que l'écrasante majorité des populations urbaines et rurales n'ont pas accès à l'eau potable et à l'électricité. Des milliers de jeunes sont privés d'instruction faute de moyens financiers. La paupérisation a fait en sorte que de nombreux citoyens et de personnes soient privés d'un logement décent, en particulier dans les grandes villes. Tous ces éléments ont contribué à l'effondrement de la paix sociale au Cameroun à partir de 1990.

Ce chapitre, a permis de montrer que les crises sociopolitiques au Cameroun relèvent des facteurs à la fois exogènes et endogènes. Il ressort que, la chute du mur de Berlin, la déconfiture de l'URSS et le discours de la Baule, ont impulsé les mouvements de contestation populaire en Afrique en générale et au Cameroun en particulier. En effet, les

¹²⁷ Kengne. Fodouop, *Cameroun autopsie d'une...*, p. 267.

¹²⁸ Zébazé Guéguime dans son mémoire nous fait comprendre que la corruption aurait commencé au Cameroun en 1992 durant les élections législatives lorsque le président de la république avait décidé de financer tous les partis politiques qui se présenteront aux dites élections.

changements qui sont intervenus dans le monde à partir des années 1990 ont poussé certains Etats à adopter la démocratie comme nouvelle forme de gouvernance. Mais, certains Etats, comme le Cameroun ne se sont pas aussitôt arrimés aux changements qui leur avaient été imposés. Les camerounais vont saisir cette opportunité que leur offrait la communauté internationale pour réclamer leur droit d'une part, d'autre part pour mettre fin à un régime monolithique installé depuis 1966. Sur le plan interne, la pérennisation du pouvoir, les tentatives de création des partis politiques, d'organes de presses et la crise économique furent des éléments ayant permis que le Cameroun se confronte aux manifestations sociales et politiques. Ressortir les espaces, acteurs ainsi que les modes de déroulement ou opératoires des crises constituent la trame du prochain chapitre.

**CHAPITRE II : CRISES SOCIOPOLITIQUES AU
CAMEROUN : ESPACES, ACTEURS ET MODES
OPERATOIRES (1990 et 2008)**

Le Cameroun havre de paix, a vu sa stabilité sociopolitique s'ébranler entre 1990 et 2008. Il fut au centre de nombreuses manifestations qui avaient fragilisé son fonctionnement de l'Etat. Considéré comme un modèle de stabilité en Afrique, une destination sûre pour les investisseurs et pour le tourisme. Il fut au centre des violences et émeutes urbains qui lui ont values son prestige de pays de paix. Ce chapitre cherche d'abord à mettre en exergue les différents terrains sur lesquels ont lieu les contestations sociopolitiques au Cameroun ensuite leurs différents acteurs tout en mettant à la lumière des uns et des autres leurs différentes manifestations.

I. DOUALA ET YAOUNDE : EPICENTRES DES CONTESTATIONS SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN

Les revendications sociopolitiques au Cameroun se manifestent très souvent sur toute l'étendue du territoire national. Mais, elles n'ont pas la même ampleur dans toutes les villes. Dès lors, il faut noter que Douala, ville économique du pays a toujours été depuis la période de lutte des indépendances le foyer principal où prennent corps les différentes contestations. Mais, elles vont se répandre affectant la quasi-totalité des autres villes parmi lesquelles la capitale siège des institutions politiques du pays. De manière plus simple, nous voulons montrer dans cette partie que Douala et Yaoundé sont généralement les épicesentres des crises sociopolitiques prennent au Cameroun. Nous devrions bien le signifier que les villes comme Bafoussam, Bamenda, Buea etc. ne sont pas en reste.

1. Ville de Douala : un espace de contestation par excellence

Douala, ville où se déroule la plupart des activités économiques du pays a toujours été l'épicentre des crises sociopolitiques au Cameroun. Car les premières grèves furent enregistrées dans cette ville en 1945, où on avait noté une insurrection des syndicats qui s'étaient réuni pour protester contre le code du travail du 18 juin 1945¹. Toutefois, en 1990 et 2008, la trajectoire sociale et politique de la ville de Douala s'est distinguée par les mouvements de protestations. Ainsi, Douala en 1990 tout comme en 1945, a été au centre des violences politiques qui ont entaché les premiers pas de la transition démocratique désignant à la fois un manque d'expérience du peuple et du gouvernement en la question.

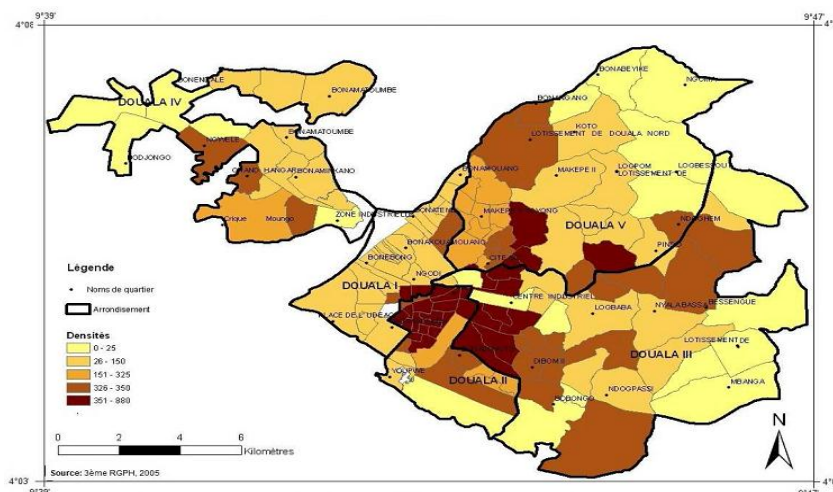
Cependant, après une longue parenthèse autocratique durant laquelle le régime monolithique s'était enraciné au Cameroun, le pluralisme politique qui a resurgi en 1990 fut un moyen idoine pour sonner le glas des régimes autoritaires. Certaines consciences vont se

¹ V. T. Le Vine, *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence africaine, 1984, p.188.

saisir de cette opportunité pour s'exprimer. C'est ainsi que, les premières tentatives d'éveil de conscience vont se voir museler entraînant de fortes violences sociopolitiques dans le pays.

Notons qu'en 1991, les "villes mortes"² qui avaient paralysés la vie économique, sociale et politique du Cameroun avaient pris corps dans cette ville et s'était répandue dans d'autres métropoles du territoire. La ville de Douala a été toujours l'épicentre des crises sociopolitiques au Cameroun parce que c'est une ville où l'opposition a toujours été implantée³. En février 2008, la ville de Douala est à nouveau prise au piège des revendications et devient un refuge des violences sociales et politiques⁴. Si Douala a toujours été au centre des soulèvements des contestations sociopolitiques, c'est certainement parce que cette ville, de par son histoire a depuis la lutte des indépendances été le foyer de nombreux mouvements contestataires d'une part, d'autre part parce que cette ville regorge la plupart de la population qui vit sensiblement de l'activité économique. Car, l'économie est le poumon d'un pays. Tout comme les villes mortes ont pris corps dans cette ville, c'est ainsi que en 2008, les émeutes dite de la faim vont partir de la ville de Douala avant de se répandre partout ailleurs. Le projet de révision constitutionnelle entrepris par le chef de l'Etat en 2008 sera vivement contesté à Douala⁵. La carte ci-dessus ressort la ville de Douala.

Carte 2 : Les principaux arrondissements de la ville de Douala



Source : <https://www.institut-numerique.org/ii-les-facteurs-structurels-de-vulnerabilite-52cba...>, consulté le 26 mars 2021 à 14h48 minutes.

² Mis sur pied en 1991 par certains leaders de l'opposition afin de contraindre le régime à sortir de son autisme et à organiser un cadre où on pourra tableur sur les problèmes que le Cameroun faisait face. Elle marque de manière simple la cessation de toutes activités et une désobéissance civile.

³ Informateur ayant requis l'anonymat, 43 ans, couturier, Yaoundé/ Madagascar, 09 avril 20201.

⁴ Messina et Gueffou Tsesue, "Démocratisation et violences...", p. 201.

⁵ En 2008 durant son discours, le président de la république exprime son désir de modifier la constitution du 18 janvier 1996 ceci pour lui permettre de se représenter aux élections présidentielles de 2011. Ce désir sera vivement contesté dans la ville de Douala entraînant une forte révolte populaire.

Cette carte, ressort les principaux arrondissements de la ville de Douala. Les crises sociopolitiques ont plus touché les arrondissements de Douala I, II, III, IV et V. Il est important de noter que les soulèvements dans cette ville ne sont pas un fait de hasard. Car depuis la période allemande, c'est-à-dire en 1910, les rois Douala avaient essuyé une émeute avec les autorités Allemand. Cette émeute résultait à des problèmes fonciers qui avaient entraîné l'expropriation des terres des chefs Douala. Fort est donc de constater que Douala, ville portuaire d'Afrique centrale sur le golfe de Guinée est depuis la période coloniale le foyer des crises. Bien que, Douala soit la ville où on a toujours noté la montée de multiples contestations sociales et politique, Yaoundé n'est pas en reste car cette ville a aussi été au cœur des manifestations de 1990 et 2008 au Cameroun.

2. Métropole de Yaoundé : un milieu politique au cœur de la contestation

Le retour du multipartisme en Afrique en générale et au Cameroun en particulier constitue un tournant dans la vie politique et sociale des Etats. Son implantation ne s'est pas faite sans heurte. Au Cameroun, plusieurs espaces ont servi de base de contestation. C'est le cas de la ville de Yaoundé où durant plusieurs mois(1991) et semaines(2008) les rues furent envahies par les contestataires qui ne faisaient qu'exprimer leur ras-le-bol, leur désir de vengeance et leur mécontentement vis-à-vis de l'Etat.

Ainsi, Yaoundé, ville au " sept collines" est la capitale politique du Cameroun. Elle est peuplée de 4100.000 d'habitants en 2019⁶. Elle est avec Douala la ville la plus peuplée de cet Etat d'Afrique centrale. A l'oppose de Douala qui est une ville économique. Yaoundé est une ville abritant toutes les institutions politiques. Tout comme Douala, Yaoundé a souvent été au centre de graves troubles sociaux et politiques⁷. Ainsi, le 15 juin 1991, Yaoundé a été la cible d'une marche organisée par Ni John Fru Ndi⁸. A l'issue d'une réunion improvisée, ils avaient décidé de marcher jusqu'à Etoudi. C'est ainsi que, même en 2008 durant les émeutes le même scénario va se reproduire malheureusement les forces de l'ordre vont intervenir.

Bien que, Yaoundé a toujours été un espace favorable aux multiples manifestations sociales et politiques, il fut un cadre où l'on a vu se tenir plusieurs assise à fin d'apaiser les tensions. Ainsi, les assises de la tripartite tenue du 30 octobre au 13 novembre 1991 avaient

⁶ <https://www.populationdata.net/pays/cameroun.fiche.pays.population.data.net>, consulté le 22/08/2020 à 11h03 minutes.

⁷ Edjangue, *Cameroun un volcan ...*, p. 19.

⁸ Bitee, *La transition démocratique...*, p. 80.

eu lieu à Yaoundé⁹. Durant les multiples crises, dans les rues de Yaoundé on avait enregistré plusieurs manifestants qui avaient obstrué les rues de la capitale. Tout était aux arrêts. La montée de l'insécurité se faisait ressentir dans tous les quatre coins de la ville. Les populations s'étaient livrées à certaines pratiques comme le vol, les agressions, les pilages dans les grands magasins de la place¹⁰. La carte suivante permet de mieux localiser la ville de Yaoundé.

Carte 3 : Les principaux arrondissements de la ville de Yaoundé



Source : <https://www.institut-numerique.org/ii-les-facteurs-structurels-de-vulnerabilite-52cba...>, consulté le 26 mars 2021 à 14h48 minutes.

Cette carte ressort les principaux arrondissements de la ville de Yaoundé. Les crises sociopolitiques de 1990 et de 2008 ont plus touché les principaux arrondissements de la ville de Yaoundé. Le siège des institutions politiques du Cameroun a été secoué durant ces deux périodes de crises sociopolitiques.

Pour conclure, Douala, cité contestataire par excellence a toujours été la ville où ont pris corps la plupart des violences sociales et politiques au Cameroun. Depuis la lutte des indépendances et bien même avant les années 1945, la cité économique avait déjà été au centre des émeutes. Car en 1910, les chefs Douala et les autorités Allemands eurent des compromis sur des questions foncières. Mais, les chefs vont tenter de faire à sorte que celui-ci se répande sur tout le territoire. Après, 1910, en 1945, c'est autour des syndicats qui vont se lancer dans une lutte contre l'autorité coloniale (la France).

⁹ Kengne Fodouop, *Le Cameroun, autopsie...*, p. 241.

¹⁰ *Ibid.*, p. 264.

Cependant, en 1990, avec l'avènement de la démocratie, Douala sera encore la ville où vont débiter les contestations¹¹. Toutes fois, les manifestations ne vont pas se limiter dans la ville économique. Elles vont, se répandre aussi dans bon nombre de ville comme Yaoundé, siège des institutions politiques. Yaoundé étant aussi un espace propice aux différentes contestations verra très souvent une montée en puissance de soulèvement. Paralyant toute activité. Des troubles sévissent. Les populations se livrent à certaines pratiques.

Douala et Yaoundé ne sont pas les seules villes où on peut ressentir les grognes sociales et politiques. Pleines d'autres villes à l'instar de Bamenda, Bafoussam ont souvent été au centre de multiples manifestations. A titre d'exemple, à Bamenda le 26 mai 1990 une marche avait été organisée parce que les autorités avaient refusé de légaliser un nouveau parti en gestation. Douala et Yaoundé ont toujours été les foyers des crises parce que ce sont les deux grandes villes du pays et c'est où l'on ressent plus les effets de la crise car dans les villes les coûts de transport sont plus élevés¹² Evoquer les différents espaces où se manifestent les crises sociopolitiques au Cameroun revient à ressortir les différents acteurs qui participent à ses crises.

II. ACTEURS DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN EN 1990 ET 2008

Les crises sociopolitiques au Cameroun se sont déroulées au travers de plusieurs acteurs. Ceux-ci ont de près ou de loin joués un rôle prépondérant à l'issue de ces différentes crises. Dès lors, fort est de constater que, les acteurs qui ont intervenus durant les crises des années 1990 sont les mêmes que ce qu'on a pu enregistrer durant la crise sociale de 2008. La jeunesse camerounaise et la société civile au travers de certains représentants ont été acteurs des crises sociopolitiques en 1990 et en 2008. Cette partie cherche à ressortir les acteurs étatiques et non étatiques qui interviennent dans les manifestations des crises sociales et politiques au Cameroun.

1. Acteurs politiques

L'Etat selon Luc Sindjoun est une construction subjective et objective qui repose sur trois éléments à savoir : la population, le territoire et l'organisation interne¹⁴. Ainsi, plusieurs acteurs étatiques eurent à intervenir durant les périodes troubles de 1990 et 2008 au

¹¹ En 1991, les villes mortes ont été lancées par Mboua Massock à Douala avant de se répandre dans d'autres villes du pays.

¹² Informateur anonyme, 56 ans, commerçant, Yaoundé/ Madagascar, 9 avril 2021.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ L. Sindjoun, *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, Karthala, 2002, p. 43.

Cameroun. On avait noté une effervescence d'un très grand nombre d'acteurs. Cependant, durant les troubles, on pouvait ressentir la présence de certains hommes et le pouvoir en place qui furent des acteurs étatiques des troubles de 1990 et 2008.

a. Pouvoir en place

Au rang des manifestants qui avaient émaillés la vie sociale et politique du Cameroun à partir des années 1990 et 2008, le régime en place avec joué un rôle majeurs dans la libéralisation politique du Cameroun. Ainsi, il faut signifier que, 1982 est la date à laquelle l'Etat camerounais connaît un tournant décisif de son histoire. Car cette date symbolise la transmission du pouvoir d'Ahidjo à Biya. Ce dernier se montrera plus habile que son prédécesseur. Il va apporter un changement dans la vie politique du Cameroun en libéralisant les candidatures au poste de président de la république.

Le président de la République ? Une fois qu'il ait apporté des changements, va le 24 mars 1985 à Bamenda créer le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais(RDPC). Selon lui, ce parti naît des exigences de liberté et démocratie du peuple camerounais après vingt ans de régime autoritaire¹⁵. A cette époque, les Etats unis et le monde capitaliste pratiquaient la démocratie. Car ? Pour le président, il fallait d'abord se préoccuper de la situation économique à laquelle le Cameroun faisait face. Bien que sa vision fût basée sur le développement économique, il est considéré comme le père de la démocratie au Cameroun.

En 1990, le vent de la démocratie avait soufflé sur presque tout le continent. Mais le président se dit ne pas être prêt à ce qu'il souffle au Cameroun. Car, pour lui, il y a encore des étapes à franchir. Mais, avec la pression interne et externe, il va se plier à la demande et mettre le processus de démocratie en marche. Il devenait important d'instaurer le multipartisme. Dès lors, la vie sociopolitique du Cameroun fut émaillée par de multiples contestations et revendications. Tout comme les troubles de 1990, l'Etat en 2008 a été au centre des manifestations. Car, il se devait de trouver des moyens pour sortir le pays des troubles. Si en 1990, le régime a pu user de toute sorte de ruses pour sortir le pays de la grogne sociale et politique, il en a fait pareille en 2008.

La démocratie au Cameroun n'était pas un fait nouveau car depuis les années 1985, le président de la république avait déjà affiché les signes de démocratie. Ceci se démontre à

¹⁵ Z. Ngniman, *Paul Biya, la magistrature présidentielle apaisée ?*, Yaoundé, éd-action, 1998, p. 52.

travers l'organisation des élections municipales en octobre 1987, le renouvellement d'organe de base de son parti en 1987 et les élections législatives en 1988¹⁶.

L'Etat est un acteur des crises parce que c'est lui qui incarne au travers de ses institutions la politique qu'il faut suivre. Suite, aux contestations survenues à partir des années 1990 et celle qui ont lieu en février 2008, l'Etat avait mis sur pied un ensemble de moyens pour que l'ordre soit rétabli. Il s'était montré pacifique et attentif aux différentes doléances de la part des manifestants. De ce fait, c'est à lui que reviennent toutes décisions. Il a le droit de violence et l'applique en cas de nécessité. Bien que l'Etat soit un acteur des crises sociopolitiques au Cameroun, les partis politiques de l'opposition ne sont pas en reste. Car ils ont été les principaux investigateurs des crises sociales et politiques au Cameroun.

b. Hommes politiques de l'opposition

En 1990 et 2008, la trajectoire politique du Cameroun s'est distinguée par des mouvements de troubles sociopolitiques. Ces mouvements de protestation étaient sous l'égide des hommes politiques. Ils se mouvaient au sein des partis politiques pour certains et pour d'autres, ils avaient voulu créer un parti politique¹⁷. Mais, nombre d'entre eux vont se heurter au pouvoir en place. De ce fait, le contexte politique et social camerounais des années 1990 et 2008 sera émaillé pas de vivement contestations et revendications.

Rappelons que les crises sociopolitiques au Cameroun n'est pas un fait nouveau. Tout juste après la deuxième guerre mondiale, il a affronté des tensions sociales et politiques née avec le désir d'indépendance¹⁸. Avec l'émergence d'une élite instruite et soucieux du devenir du pays, les violences sociales et politiques vont s'accroître vers les luttes de revendication. Toutefois, depuis la période des indépendances, plusieurs acteurs interviennent dans les crises sociopolitiques au Cameroun.

En 1990 le président Paul Biya libéralise le champ politique Cameroun. C'est ainsi que plusieurs acteurs politiques vont saisir cette occasion pour créer leur parti politique. Si à partir de 1990, ce sont les hommes politiques qui ont été au centre des contestations, en 2008, tout part d'un mouvement de syndicat qui s'était insurgé contre l'augmentation du prix du carburant entraînant des troubles à travers le pays¹⁹. Les crises sociopolitiques au Cameroun

¹⁶ Eboussi Boulaga, *La démocratie de...*, p.63.

¹⁷ Les partis politiques vont commencer à être mis sur pied par certains acteurs à l'instar de Yondo Black et ses compagnons.

¹⁸ Le Vine, *Le Cameroun du...*, p. 185.

¹⁹ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 30.

émanent de plusieurs acteurs. En ce qui concerne les crises des années 1990 nous avons fait appel à un certain nombre d'acteur auquel notre nous nous sommes appesanti.

Le 16 janvier 1990, Yondo Black et ses compagnons avaient jetés les bases des premières revendications multipartites. Yondo Black, en 1990, avait voulu créer un parti politique avec ses compagnons. Mais, ils vont être arrêtés à Douala. Ils sont accusés de sédition, subversion et affront en vers le chef de l'Etat²⁰. Yondo Black Mandengue est un avocat Camerounais réputé pour son activisme politique durant les années 1990 et les villes mortes²¹. Il a œuvré pour la liberté de la presse au Cameroun.

L'arrestation de Yondo des années 1990 était due au fait qu'il avait voulu créer un parti politique. Mais, ce désir n'était pas le bienvenu au sein de l'administration. La réaction du gouvernement face à ce désir, était un acte contraire. Car, la constitution camerounaise permettait la liberté d'association²². Le procès de Yondo Black et ses compagnons avait suscité des réactions externes et internes. Car selon Andréas Mehler :

Le procès de l'ex bâtonnier Yondo Black fut une première apogée : environs deux cents avocats assistaient au procès devant le tribunal militaire de Yaoundé, impressionnant pour cet acte de solidarité(...) les organisations internationales des droits de l'homme se mobilisèrent contre le régime pour revendiquer la libéralisation des accusés²³.

L'ordre des avocats s'était mobilisé pour permettre à ce que Yondo Black et ses compagnons soient jugés selon la légalité constitutionnelle. Ainsi, un vaste mouvement de solidarité s'était consolidé. Le barreau camerounais se mobilisa contre la décision du gouvernement en faisant recourt aux et organisations internationales des droits de l'homme²⁴. Malgré la mobilisation de ses collègues, Yondo Black et ses compagnons furent condamnés²⁵. Cependant, le mouvement initié par Yondo Black avait tout le mérite d'être. Car, il avait posé pour la première fois un problème resté tabou depuis 1966²⁶. Yondo et ses compagnons furent graciés. Ainsi, le souffle des contestations enclenchées par Yondo Black n'allait pas s'arrêter là.

²⁰ Eboussi Boulaga, *La démocratie de...*, p. 82.

²¹ En 1991, les villes mortes furent lancées par Mboua Massock. Elles se caractérisent par la cessation de toute activité et par la désobéissance civile. Ces dernières avaient pour but d'amener le régime à sortir de son autisme ceci afin d'organiser une conférence nationale souveraine.

²² A. D. Olinga, *La constitution de la république du Cameroun*, Yaoundé, Terre africaine, 2006, p. 68.

²³ Mehler, "Cameroun la transition...", p. 104.

²⁴ Gueguim Zébazé, "Le scrutin présidentiel...", p. 19.

²⁵ Gueguim Zébazé, "Le scrutin présidentiel...", p. 19. .

²⁶ L'année 1966 marque la date à laquelle le Cameroun passait du multipartisme au monopartisme sous l'égide de son président Ahmadou Ahidjo. Depuis cette période, les revendications du multipartisme avaient étaient annihilées. Mais, suite à la libéralisation du champ politique camerounais par le président Paul Biya, ce problème va resurgir.

Dès le mois de juin 1990, les agitations commencent à se faire ressentir au sein du RDPC suite au renouvellement de ses organes de base. Durant cette même année, Fru Ndi, libraire avait déposé ses papiers à la sous-préfecture de Bamenda pour être légalisés. Mais, l'administration va refuser de légaliser son parti. Cet événement qui sera marqué dans l'histoire du Cameroun avait entraîné une vive marche à Bamenda conduite par Fru Ndi.

Le 26 Mai 1990, il organise une marche à Bamenda mais celle-ci sera stoppée par les forces de l'ordre. Fru Ndi, pour créer le Social Democratic Front (SDF) s'était donc appuyé sur l'analyse selon laquelle, si Yondo Black et ses compagnons n'ont pas été arrêtés pour avoir voulu créer un parti politique ce qui voudrait dire que le multipartisme est possible au Cameroun. C'est ainsi que le 6 mars 1990, Fru Ndi et Asiga Assanga déposent les documents à Bamenda à la préfecture de la Mézam²⁷. Mais, des mois vont s'écouler et le président du parti n'avait reçu aucune réponse de l'administration. Pourtant la légalisation d'association devrait se faire trois mois après le dépôt²⁸. Ils vont s'appuyer sur cette recommandation pour lancer les hostilités du parti. Pour respect à la fête nationale de l'unité, le 26 Mai 1990, ils vont lancer une grande marche à Bamenda. Malheureusement, ce mouvement va rencontrer une riposte de la police. Car, la marche était sévèrement jugée illégale. La riposte de l'administration ne fut pas une surprise pour les manifestants. L'affrontement entre les forces de l'ordre et les manifestants tourna en drame. De nombreuses personnes avaient laissé leur vie sur le champ. On avait aussi enregistré plusieurs blessés. Les manifestations de Bamenda avaient permis de montrer aux yeux du monde que le peuple camerounais par sa détermination aspirait à la démocratie pour la mise sur pied du multipartisme. Après Fru Ndi, les partis d'opposition vont souhaiter à ce que le gouvernement organise une assise où toutes les parties prenantes pourront discuter sur les problèmes qui émaillent la vie sociopolitique au Cameroun. Mais, cette volonté fut rejetée par le régime.

Après l'affaire Yondo et la volonté exprimée par le jeune libraire de créer un parti politique, c'est Mboua Massock qui dès 1991, va avec son idée brillante de "de villes mortes" décrier la vie sociopolitique au Cameroun. Ainsi, il est l'un des acteurs politiques des crises et l'initiateur des villes mortes des années 1991 au Cameroun.

Mboua Massock, né en 1951, a débuté sa carrière politique après qu'il a démissionné de la compagnie aérienne du Cameroun (CAMAIR) en 1985. Durant un gala organisé par la compagnie, il avait décrié le phénomène de la corruption et des détournements des biens de la

²⁷ Bitee, *La transition démocratique...*, p. 130.

²⁸ Yanga-tchientcheu, *Le Social Democratic Front*, Yaoundé, Karthala, 1999, p. 22.

CAMAIR. Son discours sera jugé outrageant et il sera arrêté. Après sa libération, il va démissionner de cette grande entreprise pour se consacrer à la politique avec pour credo " le combat pour le changement". Il fonda son parti politique en 1990, le Programme Social pour la Liberté et la Démocratie (PSLD). Ceci, contre l'autorisation du ministre de l'administration territoriale. L'année 1991, marque un tournant décisif avec le phénomène des " villes mortes".

Au début de la grève, Mboua Massock voulait qu'il ait deux jours d'interruption de toutes les activités par semaine afin de conscientiser le gouvernement. De manière simple les villes mortes avaient pour but de contraindre le gouvernement à changer sa posture et d'organiser une Conférence Nationale Souveraine (CNS). Les CNS déroulaient un peu partout en Afrique à l'instar du Bénin. Elles avaient permis aux Etats de résoudre les problèmes auxquels ils étaient confrontés. Il fallait qu'elle ait lieu aussi au Cameroun. Car selon l'opposition, elle était la clé de voute pour sortir le pays de son chaos.

Les villes mortes marquent la plus longue et populaire résistance qu'a connue le Cameroun postcolonial depuis les indépendances²⁹. Suite à la méthode du pas à pas³⁰ adoptée par le gouvernement, les villes mortes furent lancées. Elles étaient devenues le point focal de la contestation politique au Cameroun.

Georges Anicet Ekane, fut un acteur des crises sociopolitiques au Cameroun. Durant les villes mortes, il s'est démarqué au côté de ceux qui ont impulsé le mouvement des années de braise. Ekane Anicet est né le 17 Avril 1951. Il a fait ses études à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises (ESCAE). Il a été membre actif de l'Union Nationale des Etudiants Kamerounais (UNEK). Emprisonné en 1990, il fut gracié par le président de la république de la même année. Il avait aussi œuvré au sein de l'Union des Populations du Cameroun(UPC) parti d'opposition. Il est considéré comme l'un des animateurs influents des "villes mortes".

Si en 1990, la plupart des manifestations se sont vu interdites, le même scénario va encore se répéter dans les années 2008. Car en 2008, à Douala cité rebelle par excellence, toutes les manifestations avaient été interdites. Elle ne pouvait qu'avoir lieu si les manifestants étaient en possession d'une autorisation dûment remplie par une autorité compétente³¹. Si en dans les

²⁹ V. Ombé Ndzana, " 18 avril 1991, 18 avril 1992 villes mortes un anniversaire symbole" *Challenge hebdo*, Numéro 067 du 22 avril 1992, P.12.

³⁰ E. C. Messinga, " Les forces armées camerounaise face aux nouvelles formes de menaces à la sécurité : d'une armée de garde vers une armée d'avant-garde 1996-2010", Thèse de Doctorat en science politique, université de Yaoundé 2, 2011, p. 160. <https://www.memoireonline.com>, consulté le 24/07/2020 à 23h50 minutes.

³¹ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 27.

années 1990 elle avait réussie à impulser la révolte en 2008, elle avait réussie aussi à semer le trouble dans le pays. Cette interdiction avait ravivé et exacerbé le mécontentement d'une frange importante de la population.

Au demeurant l'on a pu constater que, les différentes contestations que le Cameroun a eu à entretenir entre les années 1990 et 2008 étaient pratiquement soutenues par les mêmes acteurs. Car, si en 1990, Mboua Massock avait lancé les villes mortes, en 2008, suite au désir de réforme constitutionnelle évoqué par le président Biya, l'ex bâtonnier avait, à Douala convoqué plusieurs *meetings* politiques et organiser des marches de protestation contre une quelconque réforme constitutionnelle³². Après, l'arrestation de Mboua Massock, le chairman du *Social Democratic Front* tient une réunion. Durant celle-ci, il évoque les conséquences d'une réforme constitutionnelle. Malheureusement, la réunion fut brutalement interrompue par les forces de l'ordre. De nombreuses chaînes de télévision vont être fermées à l'instar d'Equinoxe³³. Bien que, les hommes politiques sont ceux qui ont participé de près ou de loin aux différentes protestations, les mouvements des syndicats aussi bien qu'en 1991³⁴ qu'en 2008 ont fait partir de ceux qui s'étaient levés pour décrier, exprimer leur rancœur.

2. Acteurs corporatistes

Au rang des acteurs non étatiques, on peut citer les syndicats, les hommes de média, d'église. Dans cette partie, nous avons focalisé notre attention sur les mouvements des syndicats sans toutefois oublier les autres acteurs non étatiques.

a. Mouvements des syndicats

Les différents acteurs des crises sociopolitiques au Cameroun sont à la fois politiques et sociales. Plusieurs, avaient contribué à impacter, faire pression sur le régime en place afin de répondre de façon conséquente à leurs différentes pétitions. Si en 2008, c'est le mouvement des syndicats des transporteurs qui ont enclenché les manifestations, en 1990, ce sont les hommes politiques³⁵ qui furent au centre des contestations. En Mars 1991, les chauffeurs des taxis et les marchands ambulants ont lancés les manifestations à Douala contre l'augmentation du prix du carburant et les tracasseries des forces de l'ordre³⁶. Ainsi, en février 2008, c'est le

³² Edjangué, *Cameroun un volcan...*, p. 28.

³³ *Ibid.*

³⁴ En mars 1991, les chauffeurs de taxi et les marchands ambulants ont manifesté à Douala contre l'augmentation du prix de carburant et les tracasseries des forces de l'ordre.

³⁵ Nous pensons ici à Fru Ndi, Yondo Black et ses compagnons, Mboua Massock.

³⁶ Pigeaut, *Au Cameroun de...*, p. 52.

syndicat des transporteurs de moto taxi qui va lancer les hostilités pour protester contre l'augmentation du prix de carburant³⁷.

Les syndicats sont des lieux de défense des intérêts des travailleurs, des lieux de négociation de bonnes conditions de travail et de vie, par conséquent, ce sont des lieux de culture politique et d'interaction avec la politique. Depuis, l'institution de la liberté syndicale par une loi du 21 Mars 1884³⁸, ils sont devenus des grands lieux de défense des intérêts communs.

Depuis les années 1944, avec la conférence de Brazzaville, certains syndicats verront le jour pour défendre leurs droits. C'est le cas de l'union des syndicats confédéré du Cameroun (USCC). En effet, les premières revendications syndicales remontent à partir des années 1944, les travailleurs Camerounais avaient saisi l'opportunité que leur offrait la conférence de Brazzaville pour valoir leur revendication d'amélioration de cadre de vie socioprofessionnel³⁹. En effet, nous voulions démontrer que le soulèvement des mouvements syndicaux comme ce fut le cas en 1991 à Douala et en 2008 n'est pas un fait nouveau au Cameroun. Ils interviennent en tant qu'acteur des contestations.

Au Cameroun, les idées syndicalistes socialistes ont permis l'ouverture de la lutte idéologique de l'indépendance et de l'autonomisation politique au Cameroun. Les grands acteurs politiques, du mouvement de libéralisation nationale du Cameroun sont partis des mouvements syndicaux pour mettre sur pied des formations politiques⁴⁰. C'est le cas de l'union des populations du Cameroun (UPC) créée en 1948.

Pour conclure, les syndicats au Cameroun font partir des différents acteurs non étatiques qui interviennent dans les crises sociopolitiques. Ils ne sont pas nés du pur hasard. Car, leur action remonte tout juste après la conférence de Brazzaville de 1944. C'est pour quoi ils font parties de la panoplie d'acteurs des contestations au Cameroun. En 2008, la grogne sociale de février part du soulèvement des motos taxi qui s'étaient insurgés contre l'augmentation du prix de carburant. Ceux-ci, vont donc exprimer leur mécontentement en envahissant les rues de la capitale économique d'abord, ensuite elle va arriver à Yaoundé par effet de contagion avant de se répandre dans presque toutes les villes du Cameroun. Ainsi, si plusieurs acteurs

³⁷ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 57.

³⁸ Eyinga Abel, *Démocratie de Yaoundé, Tome1 Syndicalisme d'abord 1944-1946*, Paris, l'Harmattan, 1985, p. 96.

³⁹ C. Kengmo Fometo, "Le recrutement politique des jeunes du Cameroun. Contribution à l'analyse des logiques et contraintes de la reproduction politique en contexte de libéralisation", Mémoire de Master 2 en Sociologie Politique, Université de Yaoundé I, 2014, p. 43.

⁴⁰ Kengmo Fometo, "Le recrutement politique...", p. 44.

interviennent dans les crises sociopolitiques au Cameroun et elles se manifestent sous différentes formes.

b. Hommes de média

Le séisme politique venu du vent de l'Est en prenant sur son passage les pays d'Afrique subsaharienne n'a pas épargné le champ sociopolitique camerounais qui connaît des périodes troubles. Ainsi, les faits sociopolitiques marquants de cette période sont le bouleversement de ses structures sociales, institutionnelles et les composantes sociales.

Présenté par certains comme des sentinelles, des cerbères ou chiens de garde⁴¹ la presse dans un contexte de mutation institutionnelle et structurelle comme ce fut le cas dans les années 1990 et même dans sa posture permanente a contribué à renforcer son rôle de veilleur de nuit⁴². Les médias sont de ce fait, considérés comme des instruments de progrès et de diffusion des informations.

L'écho venu des pays africains a fortement influencé les acteurs médiatiques au Cameroun. Informé par tout ce qui avait lieu sous d'autres cieux, ces hommes de médias qui pour certains étaient revenus dans leur pays, ont voulu implanter ce qui se passait ailleurs au Cameroun. Mais, leur enthousiasme va être freiné. Ils vont être muselés par le régime en place qui va les empêcher de jouir de leur droit de communication sociale.

L'expérience fructueuse et référentielle de la démocratie expérimentée par les pays telle que le Bénin⁴³ amena certains acteurs à exiger du régime l'organisation d'une conférence nationale souveraine. Pius Njawé et Célestin Monga sont deux acteurs de média qui se sont confrontés au régime de Yaoundé. En janvier 1991, le procès Monga-Njawé a lieu. Les deux journalistes sont accusés d'outrage envers le chef de l'Etat. Ces journalistes ont été inspirés des dynamiques africaines pour revendiquer le droit de liberté de presse au Cameroun. Car, ces derniers avaient voyagé et étaient au courant de tout ce qui se passait dans le monde. Ils sont certainement les premiers hommes de médias à avoir exprimé leur franc parlé sur la situation qui prévalait dans le pays. Mis à part les hommes de médias et les syndicats, l'église apparaît comme un acteur capital dans la gestion des crises sociopolitiques au Cameroun. Elle a souvent organisé des cultes et adresser des prières à l'égard du gouvernement et des

⁴¹ S. Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber Raison d'Agir, 1997, p. 9.

⁴² J. P. Mbia, "Propagande politique et comportement électoral au Cameroun : Autopsie du discours médiatique lors du scrutin présidentiel du 11 octobre 1992", Mémoire de sociologie, Université de Yaoundé I, 2006, p.52.

⁴³ En février 1990, le président Matthieu Kérékou, au pouvoir depuis 1972 crée la surprise en donnant le feu vert au processus de renouveau démocratique.

populations par la mutualisation⁴⁴. En plus de la société civile, nous avons aussi le mouvement des étudiants qui s'est démarqué durant les "villes morte à travers" des grèves dans les différents universités du pays.

III. MODES OPERATOIRES DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN EN 1990 ET 2008

Une crise peut avoir plusieurs modes opératoires. Au Cameroun, les crises sociopolitiques ont pratiquement les mêmes formes de manifestations. Ainsi, en 1991 il y a eu les villes morte et en février 2008 la grogne sociale. Ces différentes crises se matérialisent par l'insécurité, la montée en puissance de l'incivisme, la violence, la délinquance et le banditisme. Elles se manifestent aussi par des brûlures de pneus et les barricades de route⁴⁵.

1. Les villes mortes de 1991

Les mutations sociopolitiques intervenues au Cameroun à partir des années 1990, ont débuté dans un climat de paix. Mais, avait le temps et suite à l'autisme de l'Etat, les mouvements de contestation vont se radicaliser. L'opposition avait souhaité qu'une conférence nationale souveraine (CNS) soit organisée afin de réorganiser la société camerounaise. Mais, nonobstant la détermination de ses concitoyens, le chef de l'Etat Paul Biya, le 27 juin 1991, déclarait que : "Je l'ai dit et je le maintiens, la conférence nationale souveraine est sans effets pour le Cameroun"⁴⁶. Suite à ce refus d'organiser une CNS, les villes mortes en 1991 fut lancées dans la ville de Douala. L'idée de villes mortes est née suite au refus du président d'organiser une CNS.

a. Violences politiques, insécurité et délinquance : mode opératoire des crises

Le mot d'ordre de villes mortes des années 1991 au Cameroun avait généré des pratiques malsaines. L'insécurité avait pris corps dans les différentes artères du pays. Les populations s'étaient par conséquent lancées à des pratiques de tout ordre : pillage, agression et incendies. L'incivisme, à travers le non paiement des impôts, des quittances d'électricité, d'eau, téléphone accompagné de la destruction du tissu économique était devenu courant. Cette situation avait paralysé la vie économique, politique et sociale pendant six mois. Les villes mortes est un mouvement de résistance pacifique à l'agression du gouvernement⁴⁷. Dès le 11 Mars 1991, un mot d'ordre de désobéissance civile est lancé. Cela s'accompagnait par la

⁴⁴ Informateur ayant requis l'anonymat, 56ans, Commerçant, Yaoundé, 9 avril 2021.

⁴⁵ Tchakounté, 58 ans, commerçant, Yaoundé/ Madagascar, 11 avril 2021.

⁴⁶ Pigeaud, *Au Cameroun de...*, p. 54.

⁴⁷ F. M Fokou, "Le symbole de la paix dans le processus de démocratisation des régimes monolithiques d'Afrique noire. Le cas du Cameroun", DIPES, ENS de Yaoundé, 2012, p.36. <https://www.memoireonline.com> consulté le 30/07/2020 à 23h43 minutes.

cessation de paiement des taxes et impôts l'Etat et le boycott des réunions convoquées par l'autorité administrative⁴⁸. Malgré ce mot d'ordre, rien ne va se faire du côté gouvernement.

Dès cet instant, l'insécurité est devenu monnaie courante dans les villes que dans les campagnes. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest du pays, l'insécurité est là. Elle se manifeste par des agressions, des vols en mains armés. Le phénomène des coupeurs de routes a pris corps dans les villes ayant une proximité avec les pays frontaliers. Dans la plupart des villes, le braquage à main armée de domiciles, restaurants, institutions bancaire voire des hôtels ainsi que les agressions dans les taxis sont devenus courants⁴⁹. Au quotidien, les hommes ainsi que leur famille trouvent la mort dans leur domicile. Dans les hôtels on assiste à des braquages qui tournent en sang. L'insécurité est devenue galopante de telle sorte que les nationaux comme les étrangers ne sont pas en sécurité et trouvent la mort facilement.

Les objectifs des villes mortes furent au nombre de trois. Mais, le principal objectif était celui qui fut adresser afin de permettre par les actions coordonnées, la mise en condition du pouvoir en place pour dépasser la peur de perdre le pouvoir et négocier avec les masses populaires par certaines formations représentées⁵⁰. Mais, cet objectif va trouver un avis défavorable au sein du gouvernement. Ce refus va permettre aux manifestants de se radicaliser davantage. L'insécurité et les violences politiques vont doubler. L'économie fut stoppée. Comme conséquences, beaucoup de commerçants ont perdu leurs capitaux parce qu'ils avaient vu leur commerce vandalisé et voler⁵¹. Cependant, il était quasiment impossible de réserver un service. Il n'y avait qu'un seul jour dans la semaine que les gens avaient le droit de se ravitailler. Les transporteurs en commun avaient le droit de circuler une seule fois par semaine⁵². Le pays était complètement déstabilisé par les différentes manifestations.

b. Interruption, intimidation et rupture de la circulation dans toutes les artères du pays

Pour mettre en exécution leur action, les organisateurs des villes mortes entreprirent la distribution des tracts. Ils mirent sur pied la stratégie d'intimidation afin d'obliger les populations à respecter leur mot d'ordre de grève. Durant, cette période, on notait aussi l'interruption de la circulation. Plusieurs routes furent détruites à cause du procédé qui

⁴⁸ J. B. Placca, "Le peuple recherche un vrai héros" in *Jeune Afrique Economie*, numéro 149, novembre 1992, p. 94.

⁴⁹ Pigeaud, *Au Cameroun de...*, p. 205.

⁵⁰ Messina et Gueffou Tsesue, "Démocratisation et violences...", p. 199.

⁵¹ Informateur anonyme, 56 ans, commerçant, Yaoundé/Madagascar, 9 avril 2021.

⁵² Messina et Gueffou Tsesue, "Démocratisation et violences...", p. 200.

consistait à brûler systématiquement tous les pneus disponibles. Pendant, les villes mortes, tous les réseaux routiers furent complètement paralysés dans presque toutes les villes du pays. A Douala par exemple, les manifestants avaient placé des barrières un peu partout dans la ville.

En 1991, les cartons rouges avec des propos hostiles au gouvernement en exercice furent distribués. On pouvait lire sur certains : "Paul Biya doit partir ; carton rouge à Paul Biya"⁵³. Les distributions des cartons rouges étaient obligatoires. Elle constituait un moyen de violence et d'oppression sur les populations. Chaque taximan se devait de les avoir de peur de ne pas se voir violenté.

c. Généralisation de la violence

Les voitures, les maisons, et les sociétés furent les principales cibles des émeutiers. Le 16 juin 1991, par exemple, les manifestants prirent pour assaut la SITABAC⁵⁴. Dans ces moments troubles et difficiles, les autorités ne furent pas moins touchées. Nombreux sont ceux qui furent victimes d'attaque physique. Les commerçants par contre avaient vu leurs magasins être cambriolés. Durant cette période, les populations furent exposées aux vols, tueries, lynchage. Le pays avait sombré dans le chaos. Il était soumis à toute sorte de barbarie orchestrée par des gangs qui non seulement, n'hésitaient pas à dépouiller les populations de leurs biens se livraient à d'autres pratiques comme le trafic d'armes.

L'incivisme qui était déjà monnaie courante dans le pays avait trouvé un adjuvant. Ce phénomène avait attisé dans le cœur des camerounais des propos malsains, des actes de vandalisme l'arrogance et l'insolence prirent corps chez un certain nombre de camerounais. De même on pouvait noter l'incivisme chez les conducteurs par exemple de taxi à travers les excès de vitesse et des propos injurieux. La pudeur chez certains avait foutu le camp et laissé place à la pratique telles l'arnaque, le mensonge et l'intoxication. Bien que les villes mortes des années 1991 au Cameroun se sont matérialisées sous diverses formes, les émeutes de février 2008 se sont aussi déroulées dans la même ambiance qu'avaient connues les villes mortes.

2. La grogne sociale de février 2008

Au Cameroun, la violence politique a entaché les premiers pas de la transition démocratique exprimant ainsi le manque d'expérience du peuple et du gouvernement en la question. Ce changement brusque s'est fait de manière rapide. Avait des esprits affaiblis par

⁵³ L. A. Mbida, "Les villes mortes au Cameroun : étude historique et impact socio-économique", Mémoire de Master en Sociologie, université de Yaoundé1, 2005, p. 198.

⁵⁴ *Ibid.*

le régime au pouvoir et dans un contexte de crise économique, le pays instaura la démocratie pluraliste⁵⁵. Aussitôt, les mouvements populaires avec leur répertoire de revendication entendent jouir de leur droit de liberté d'expression de manifestation. Mais, cette humeur à travers les partis d'oppositions et les mouvements des manifestations, vont se confronter à la rigidité de l'exécutif. Ce qui a entraîné de forte troubles sociopolitiques dans le pays en 1991 et 2008. Par la lassitude des manifestants, le calme regagnera le terrain. Les émeutes de 2008 se présentent comme une extériorisation d'accumulation, de frustration et de mécontentement de la population.

Cependant, après les événements des années 1991, le pays fut secoué pendant plus de trois jours par les revendications sociopolitiques. En février 2008, la voix de la rue a encore grondé par une foule en colère qui demandait une amélioration de vie et une rotation du pouvoir exécutif.

a. Causes des émeutes de février 2008 au Cameroun

Encore qualifiées d'émeute de la faim, la grogne sociale du mois de février eut des causes à la fois conjoncturelles et structurelles. La crise financière mondiale de 2008 avait réussie à impacté sur le système socio-économique Cameroun entraînant des émeutes au mois de février. Les émeutes se définissent comme une situation d'injustice sociale⁵⁶. En 2008, le sentiment d'injustice des camerounais avait conduit à une sorte de réaction instinctive avec une baisse de rationalité dans les manifestations des rues⁵⁷. Le gouvernement avait pris des mesures répressives pour restaurer la paix avant de répondre favorablement aux différentes doléances de la population. Nous voulons traiter des tenant et aboutissants des violences de février au Cameroun.

La crise sociale qui ébranla le Cameroun en 2008 décrit une situation de marchandage politique. En effet, un certain nombre de groupe d'acteurs s'était inséré dans le champ politique camerounais pour influencer le jeu politique. Ainsi, la crise sociale de 2008 trouve ses fondements dans le pouvoir exécutif par son désir de modifier la constitution du Cameroun mais aussi par une vive détérioration du cadre socio-économique de la population.

⁵⁵ Système politique fondé sur la souveraineté du peuple, la pluralité des partis politiques, les élections libre et transparentes et justes, le respecte des droits fondamentaux de la personne et l'égalité des citoyens devant la loi le tout couronné par les valeurs de tolérance, de coopération et de compromis.

⁵⁶ C. Soullez, *Les violences urbaine en France*, Toulouse, Toulouse –Milan, 1999, p. 20.

⁵⁷ Messina et Gueffoue Tsesue, "Démocratisation et violence...", p. 201.

- **Raisons politiques**

Le projet du président Paul Biya de modifier la constitution afin de se présenter aux élections présidentielles de 2011 trouva une vive opposition dans tout le pays. En effet, au cours de l'année 2007, plusieurs dignitaires du RDPC appellent individuellement à la modification de la constitution afin de permettre au président Paul Biya de briguer un nouveau mandat en 2011⁵⁸. Or, la constitution en vigueur l'interdit. Car, l'une des clauses prise par la tripartite, était que le chef de l'Etat ne devait pas faire plus de trois mandats⁵⁹. Le 6 novembre 2007, à l'occasion de la journée commémorative de l'arrivée du président au pouvoir, le RDPC appelle publiquement à la révision constitutionnelle. Le 31 décembre 2007, à l'occasion du discours de fin d'année, le président camerounais annonce sa volonté de réformer la constitution.

Cependant, les critiques de la société civile dénoncent une " dérive monarchique⁶⁰" dont le but est de maintenir au pouvoir le chef de l'Etat après 2011, faisant ainsi pérenniser la mauvaise gouvernance qui est à l'origine du mal-être social des populations. Diverses forces politiques de l'opposition expriment leur mécontentement et avertissent de futures manifestations. C'est ainsi que, Les partis politiques de l'opposition vont s'organiser en prévoyant des marches publiques pour dire non à une quelconque révision constitutionnelle. Les gens marchaient de Douala pour arriver à Etoudi, ils avaient été arrêtés par les forces de polices à Mbankomo⁶¹ Mais, les manifestations seront interdites dans toute la ville de Douala. Car le gouverneur de la région du littoral François Fai Yengo avait, le mardi 15 Janvier 2008 signé un arrêté " portant interdiction jusqu'à nouvel ordre toute manifestation publique et particulièrement les marches sur la voie publique sur toute l'étendue de la province du Littorale"⁶². Cette décision s'est avérée être en réalité le souffle sur la braise⁶³. Elle était venue raviver le mécontentement d'une frange important de la population qui avait déjà du mal à avaler le projet de la réforme constitutionnelle envisagée par le régime de Yaoundé.

Dès cet instant, les motifs d'un embrassement étaient tous réunis. C'est d'abord l'opposition politique par le biais du mineur des " villes morte" de 1991 en la personne de

⁵⁸ <https://www.memoireonline.com/10/09/2810/CRISE-SOCIALE-FEVRIER-2009--M...> Consulté le 26 mars 2021 à 8h 35 minutes.

⁵⁹ Tchakounté, 58 ans, Commerçant, Yaoundé/Madagascar, 11 mai 2021.

⁶⁰ <https://www.memoireonline.com/10/09/2810/CRISE-SOCIALE-FEVRIER-2009--M...> Consulté le 26 mars 2021 à 8h 35 minutes.

⁶¹ Tchakounté, 58 ans commerçant, Yaoundé/ Madagascar, 11 avril 2021.

⁶² Messina et Gueffoue Tsesue, "Démocratisation et violence...", p. 201.

⁶³ Edjangue, *Cameroun, un volcan...*, p. 53.

Mboua Massock qui convoqua plusieurs *meetings* politiques dans la ville de Douala⁶⁴. Son objectif était bien clair. Il voulait organiser une marche de protestation contre le projet de réforme constitutionnelle. Cependant, Mboua Massock fut interpellé et arrêté. Après son arrestation, il va refaire une apparition où il va appeler à l'apaisement, au calme, à la responsabilité et à la raison⁶⁵.

Juste avant l'arrestation de Mboua Massock, le chairman du Social Democratic Front (SDF) John Fru Ndi qui tient une conférence de presse à Douala. Il va attirer l'attention sur la réforme constitutionnelle qui va lever le verrou sur la limitation de mandat présidentiel. Une marche fut organisée pour dire non contre cette volonté politique entrepris pas Biya. La police va intervenir pour disperser la foule. Elle va pulvériser de l'eau usée sur la foule dont la réaction s'était illustrée par les casses, les jets de pierres sur les forces de l'ordre⁶⁶. La situation avait dégénéré par les tirs à balle réelles à l'aveugle tuant et blessant plusieurs personnes⁶⁷.

Certaines analyses montrent que les émeutes en réalité n'étaient pas pour la faim mais plutôt c'est le régime qui fut le responsable. Il avait voulu faire un passage en force. La colère des camerounais s'est manifestée comme toujours d'abord à Douala ensuite sur toute l'étendue du triangle national. La réaction de Février 2008 n'était pas seulement l'apanage de l'opposition. D'autres pensent qu'en plus de l'opposition, la mobilisation de Février 2008 n'avait été possible que grâce à la réaction d'un certain membre du G11 du Cameroun⁶⁸. Ces derniers, avaient manipulé les jeunes en les offrant de l'argent dans le seul but de pousser la grève afin de déstabiliser le gouvernement et de s'accaparer du pouvoir. Mais, pour Paul Biya, c'est l'opposition qui est derrière ces malversations. Ceci s'illustre à travers son discours diffusé à la télévision nationale pour mettre fin aux hostilités :

Ce qui est la cause c'est l'exploitation pour ne pas dire l'instrumentalisation qui a été faite de la grève des transporteurs à des fins politiques...pour certains qui n'avaient pas d'ailleurs cachés leur intention. L'objectif est d'obtenir par la violence ce qu'ils n'ont pas pu obtenir par les urnes c'est-à-dire par le fonctionnement normal de la démocratie. Ils n'ont pas hésité à jeter dans les rues des bandes des jeunes auxquels se sont mêlés des délinquant attirés par la possibilité de pillage... les apprentis sorciers qui dans l'ombre ont

⁶⁴ Edjangue, *Cameroun, un volcan...*, p. 53.

⁶⁵ *Ibid.*, pp. 52-53.

⁶⁶ Messina et Gueffoue Tsesue, " démocratisation et violence...", p. 202.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 7.

⁶⁸ D'après l'opinion publique et la presse privée, le G11 au Cameroun visait à prendre le pouvoir après la fin du mandat du président Biya. Ce groupe informel avait été formé pas un certain nombre de haut dignitaire de l'Etat et du parti au pouvoir.

manipulé les jeunes qui ne se sont pas préoccupés des risques qu'ils leur faisaient courir en les exposant à des affrontements avec les forces de l'ordre⁶⁹.

Mboua Massock instigateur des villes mortes de 1991, se réclame la paternité des émeutes de Février 2008. De ce fait, dans ses propos, il affirme :

C'est donc moi qui ai pensé cette crise de Février 2008. Les autres éléments telles que les hausses des prix du carburant, la grève des taximen m'ont tous juste un coup de pouce, m'ont facilité les choses. En réalité, j'avais déjà préparé mon terrain car mon combat continu. En effet, je ne pouvais plus de ce silence républicain où on dit qu'il y a la paix au Cameroun pourtant les gens ont faim, ne pouvant se soigner ni envoyer les enfants à l'école. Bien-sûr, les autres partis de l'opposition ont récupéré la situation pour essayer d'en profiter. Les meetings furent empêchés mais ont été tenu. Nous avons été violentés par les forces de l'ordre comme à l'accoutumée⁷⁰.

Il avait de ce fait joué un rôle dans le déclenchement de ces émeutes en février 2008.

Raison socio-économiques

La crise financière de 2007-2008 qui affecta le système bancaire international avait d'une certaine manière conduit aux émeutes de février 2008 au Cameroun. La détérioration du système bancaire international eut des effets néfastes sur l'économie mondiale. Elle avait contribué à la récession économique des pays comme le Cameroun. La crise financière qui sévissait dans le domaine des finances était sortie de ses sentiers pour impacter la qualité de vie sociale globale⁷¹. Les effets pratiques et directs de cette crise allaient se faire ressentir dans la grogne sociale de 2008 qui a secoué le pays.

Depuis l'accession de Paul Biya à la magistrature suprême en novembre 1982, la situation économique du pays a commencé à se dégrader entraînant une forte détérioration des conditions sociales. Corruption, chômage, pauvreté, misère, insécurité, coupures d'eau et d'électricité sont devenues monnaie courante⁷². L'accès à la santé et à l'éducation est devenu très difficile. Les conditions de vie des étudiants se sont dégradées. L'avènement de la démocratie n'a pas empêché que le régime se maintienne au pouvoir au travers des élections présidentielles que de nombreux camerounais et observateurs à l'instar de l'église catholique, des observateurs indépendant "jugent truquées"

Au plan économique et social, plusieurs éléments expliquent le mécontentement des populations en 2008. Tout part de la hausse du prix du carburant. En effet, le prix du carburant à la pompe était passé de 600frs et celui du gasoil de 550frs sans consultation au préalable des différents syndicats. L'augmentation du prix du carburant et la vie chère ont

⁶⁹<https://www.journalducameroun.com/emeutes-de-fevrier-2008-au-cameroun-le-discours-de-paul-biya>, consulté le 17 septembre 2020 à 22h20 minutes.

⁷⁰ Messina et Gueffoue Tsesue, " démocratisation et violence...", p. 203.

⁷¹ Bilegue Ovono, " Dynamiques syndicales et...", p. 56.

⁷² Kengne foudouop, *Le Cameroun, autopsie...*, p. 287.

conduit aux émeutes de 2008⁷³ En plus, tout comme en 1991, les taximen et motos taximen réclamaient la cessation des tracasseries et bavures policières. Ainsi, la crise trouvait ses fondements dans les raisons à la fois politiques, économiques et sociales. Sur le plan économique, ce rapport souligne que :

Les revendications sur le prix trop élevé des produits de première nécessité notamment le carburant, le riz, le pain, le ciment, l'huile de palme etc. l'accès problématique aux soins de santé primaires et à l'éducation, le faible pouvoir d'achat du fait des revenus trop bas et le chômage criard⁷⁴.

Le même rapport sur le plan des libertés civiques :

L'interdiction des manifestations publiques dans la région du Littoral par le gouverneur, le musèlement des médias couronné par la fermeture de Equinoxe Tv, violente des manifestations organisées par l'opposition notamment le *Social Democratic Front* dans la région du littoral ayant fait trois morts⁷⁵.

De ce qui précède, toute manifestation fut interdite par l'Etat camerounais. Ainsi, la crise financière internationale avait donc contribué à accentuer le phénomène de sous-emploi au Cameroun. Le tableau ci-dessous l'illustre.

Tableau1 : Estimation du taux de sous-emploi au Cameroun par l'OIT en 2005

Qualité	Douala	Yaoundé	Urbain	Rural	Cameroun
Taux de sous-emploi visible	14,4	9,9	14,7	11,1	12,1
Taux de sous-emploi invisible	37,1	38,4	45,7	78,6	69,3
Taux global	53,7	53,7	59,6	82,9	75,8

Source : office nationale pour l'emploi et la formation professionnelle EESSI(2005).

Ce tableau renseigne sur le taux de sous-emploi avant la grogne sociale de 2008 au Cameroun. Il démontre que, les villes comme Douala et Yaoundé avaient un taux de sous-emploi trop élevé qui ne cessait d'augmenter. Elles vont donc être les foyers où vont prendre corps les émeutes dite de la faim de 2008. L'implication de l'Etat devait donc capitale car ce dernier, avait pour mission d'encadrer les revendications.

Mis à part le prix du carburant qui avait augmenté, le prix de certains produits de première nécessité connu une inflation. La hausse du prix du carburant avait augmenté le prix du taxi on est passé de 225 francs à 250 francs⁷⁶ Ces produits ne cessaient de grimper rendant

⁷³ Tchakounté, 58ans, commerçant, Yaoundé / Madagascar, 11 mai 2021.

⁷⁴ Kengne foudouop, *Le Cameroun, autopsie...*, p. 287.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Informateur ayant requis l'anonymat, 43 ans, Couturier, Yaoundé, 9 avril 2021.

le panier de la ménagère quasiment inaccessible. Le tableau ci-dessous nous renseigne sur l'inflation des prix.

Tableau 2 : Taux d'inflation des prix des produits de premières nécessités.

Années	Taux d'inflation des prix au Cameroun de 2007-2012
2007	1,1
2008	5,3
2009	3,0
2010	1,3
2011	2,9
2012	2,9

Source : Tong Ngo Marie Chantal " l'opérationnalisation de la stratégie de croissance pro-pauvre au Cameroun". Revue intervention économique 2016, p. 4.

Les années 2007-2008, sont marquées par une forte inflation des prix avec des taux respectifs allant de 1 à 5,3%. En effet, ce fort taux d'inflation montre que la vie socio-économique était devenue tellement chère. Elle eut pour conséquence, la dégradation du tissu social. C'est ainsi que, 2008 est marqué par une forte inflation des produits des denrées de première nécessité au Cameroun.

Au sujet de la situation d'emploi au Cameroun, elle fut également aggravée par des licenciements liés aux mécanismes de privatisation⁷⁷. Les prix n'avaient, de ce fait cessés d'augmenter dans un contexte où le marché de l'emploi est inaccessible et les salaires minables par conséquent stagnants. Cette année, tout avait augmenté, le prix du pain est passé de 125 à 150 francs, beaucoup de personnes avait perdu leur emploi⁷⁸ Le chômage et le sous-emploi avaient alimenté le mécontentement des populations surtout la frange des jeunes. Ils avaient perdus tout espoir d'insertion et de promotion sociale. La fermeture de certaines chaînes de télévision à l'instar de Equinoxe par le ministre de la communication avait semé la terreur et aggraver les mécontentements. Pour exprimer son désarroi, l'artiste Joe la conscience entama au soir du Dimanche 24 février 2008 une grève de faim⁷⁹. En plus de la précarité économique et sociale, les décisions prises par l'Etat avaient entraîné un véritable méli-mélo. Les manifestants cassaient tout, même les équipements publics furent saccagés. Ainsi, pendant plusieurs jours insécurité, délinquance, vol et avaient gagné toutes les artères du pays.

⁷⁷ Elle fait partir des mécanismes tactique d'une politique économique qui cherchait à travers la réduction du porte feuilles des entreprises et la régulation des budgets alloués aux entreprises et à travers le juste milieu qui aurait permis de contrôler et de canaliser les dépenses extra-utiles dans le circuit financier de l'Etat camerounais.

⁷⁸ M. Tchoudjo Tchouiss, 37 ans, restauratrice, Yaoundé, 11 avril 2021.

⁷⁹ Messenger numéro 2561 du Lundi 25 Février 2008, p. 8.

La fin du mois de février est indélébile dans les mémoires des camerounais. Plusieurs éléments avaient émaillé la scène socio-économique du pays. Casses, pillage, insécurité et violences avaient pris racine au Cameroun durant cette période.

- **Grève de taximen, insécurité et délinquance au Cameroun en février 2008**

Commencé à Douala, les émeutes de 2008, sont parties d'une grève des motos taximan suite à l'augmentation des prix du carburant qui a touché les consommateurs et la crise s'est généralisée⁸⁰. Durant la crise, plusieurs Stations- Services, des magasins furent détruit. On brûlait les pneus, les voitures surtout celles qui appartenaient à l'Etat, certains étaient saccagés et l'Etat était obligé des mesures solides⁸¹. Les événements avaient permis à plusieurs personnes de dépouiller et voler certaines surfaces commerciales. C'est le cas de SOREPCO au quartier dit "village" à Douala. Le poumon économique du pays s'était vu quadrillé par les forces de police, gendarmerie et l'armée. Les jeunes emportaient tout ce qui se trouvait sur leur passage. Ils avaient pris d'assaut toutes les rues dressant des barricades, incendiant des pneus. À Douala, toutes les entrées de la ville étaient sous leur contrôle. Le pont du Wouri était bloqué. Jets de pierre, cambriolages de magasins et des boutiques voire des agressions physiques étaient devenu récurrent. Aucune voiture n'avait le droit de circuler. De nombreuses personnes avaient trouvé la mort. C'est le cas d'un enfant qui fut tué à bout portant par les forces de l'ordre au marché de Ndogpassi. Sa mort fut fortement défendue par la foule qui s'était déchainé sur les forces de l'ordre. À Douala, seuls les quartiers tels que Bonanjo et Bonapriso avaient échappé au vandalisme suite à un important dispositif sécuritaire mis en place.

La grogne arrive comme par effet de contagion à Yaoundé et par la suite gagne les villes telles que Bafoussam, Kumba, Bamenda. A Yaoundé, les commerces sont fermés. Les messages véhiculés par les manifestants sont politiques qu'économiques⁸². On pouvait lire sur les pancards "*Biya is old and tired*", "*Biya must go*". L'image ci-dessus montre quelques actes de manifestations lors des émeutes de 2008.

⁸⁰ Informateur ayant requis l'anonymat, 43 ans, Couturier, Yaoundé, 9 avril 2021.

⁸¹ Tchakounté, 58ans ; commerçant, Yaoundé/Madagascar, 11 avril 2021.

⁸² Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 53.

Photo 1 : Des manifestants défilant avec une banderole hostile au président lors des émeutes de 2008.



Source : <https://www.institut-numerique.org/ii-les-facteurs-structurels-de-vulnerabilite-52cba...>, consulté le 26 mars 2021 à 14h48 minutes.

L'image ci-dessus montre quelques manifestants de 2008 brandissant une banderole sur laquelle l'on peut lire : "Biya doit partir en 2011". Cette manifestation fait suite à une "rumeur" concernant la modification de la constitution par le Président Biya afin de se représenter aux élections présidentielles.

- **Interruption des réseaux routiers, incendies volontaires et incivisme**

Durant cette période de trouble, les incendies, les actes de vandalismes et d'incivisme prirent corps. Suite à la crination des pneus les villes étaient envahies par la d fumée. On avait les jeunes furieux et en colère qui brulaient les pneus des voitures, cassaient et pillaient les entreprises, les magasins ; les cars de transports et même les stations- services⁸³. A Douala, les manifestants avaient mis le feu dans une entreprise de vente de voiture appartenant à un étranger⁸⁴ Les édifices administratifs tels que les mairies, sous-préfectures n'avaient pas échappés à la fureur des contestataires. Pour se surpasser de ce mouvement, plusieurs méthodes et moyens furent pris pas l'Etat. La photo ci-dessus illustre ce qui a été dit.

⁸³ M. Tchoudjo Tchuisse, 37 ans, restauratrice, Yaoundé, 11 mai 2021.

⁸⁴ *Ibidem*.

Photo 2 : Scène de vandalisme après les émeutes de 2008 à Douala.



Source : <https://www.actucameroun.com/2017/02/28/emeutes-fevrier-2008-le-cameroun-reste-u...>, consulté le 26 mars 2021 à 15h38 minutes.

Sur cette image, l'on peut apercevoir les dégâts causés par les manifestants lors des émeutes de 2008 dans la ville de Douala. Ces actes se sont perpétrés dans la ville de Bonanjo. Pour dégager les pneus brûlés ou les barricades mis sur la route, les forces de police arrêtaient les gens qui rentraient du travail pour le faire⁸⁵

Parvenu au terme de ce chapitre deux, il ressort que, les villes de Douala et de Yaoundé furent les principaux espaces des mouvements de contestation au Cameroun depuis les années 1990. Elles se manifestent dans ces villes pas des actes d'insécurité, vandalisme, incivismes, pillages, vols. Il ressort aussi que, plusieurs acteurs sont intervenus dans les différentes manifestations. Les hommes politiques, sous le couvert de leur parti politique et leur idéologie se sont déclarés solidaires des manifestants ; dans le dessein avoué et rassuré de remettre la démocratie en marche dans le pays, mais aussi d'amener le gouvernement à trouver des solutions aux problèmes auxquels les populations faisaient face. Ainsi, les crises sociopolitiques au Cameroun entre 1990 et 2008, vont se manifester à travers deux grands mouvements de contestation ; d'abord avec les villes mortes en 1991 et ensuite, les émeutes dite de la faim en février 2008. Le ministre de la communication Biyiti Bi Essam accuse le SDF d'être derrière ces manifestations de pillage⁸⁶. Les kiosques du paris-mutuel camerounais (PMUC) furent visés. La chasse aux symboles français se poursuivit⁸⁷. Les édifices administratifs subirent les affres des incendies. Les services SNEC et AES-SONEL furent attaqué et vandalisés. Certains hommes furent molestés et délestés de leur uniforme. Face à une répression musclée et impitoyable, l'Etat, fut maitrisée la situation.

⁸⁵ Tchoudjo Tchouss, 37ans, restauratrice, Yaoundé, 11 avril 2021.

⁸⁶ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 53.

⁸⁷ Nombreux sont ceux des manifestants qui tiennent la France responsable en partie, de leur misère parce qu'elle continue d'apporter son soutien au régime de Paul Biya.

**CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE GESTION DES CRISES
SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN (1990 à 2008)**

Les troubles sociopolitiques charriés par le vent de démocratisation qui a avait soufflé en Afrique subsaharienne en général et au Cameroun en particulier à partir des années 1990, a mis en péril la stabilité socioéconomique et politique du pays. Bien que, les stratégies de gestion des crises sociopolitique dans ce pays sont restés immuables des pratiques coloniales, de nouvelles stratégies furent déployées pour ramener la paix et le calme. De ce fait, les crises survenues en 1990 et 2008 amenèrent l'Etat à actionner son dispositif sécuritaire pour juguler ces crises. Colonisé par la France et la Grande Bretagne, l'Etat du Cameroun a hérité les modes de gouvernance de ces deux grandes puissances coloniales. C'est dire que , l'Etat, pour juguler ces crises s'appuie non seulement sur les mécanismes traditionnels de gestion des crises mais aussi sur les stratégies non répressive. Ce chapitre trois, met en exergue les mesure répressive, non répressive et politiques de de gestion des crises.

I. LES MESURES TRADITIONNELLES RELEVANT DES PUISSANCES COLONIALES D'ENDIGUEMENT DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN

La répression est l'action de réprimer, de prendre des mesures punitives contre ceux qui sont jugés contrevenir aux règles, aux lois, ou aux options d'un gouvernement, d'une société ou à la morale. Les mesures répressive mises en œuvre par l'Etat du Cameroun en vue de mettre fin aux crises sociopolitiques auxquelles il était confronté, ont été diverses. En effet, l'Etat a combiné à la fois des mesures dissuasives, les rafles, les patrouilles et des unités spécialisées d'opération.

1. La dissuasion, les rafles, les patrouilles : stratégies d'enlèvement des crises sociopolitiques au Cameroun

Pour maîtriser les troubles sociopolitiques au Cameroun, l'Etat, met sur le terrain plusieurs stratégies aptes à contenir les supposés auteurs de trouble. C'est stratégies, sont mise sur des lieux criminogènes afin de persuader l'ennemi.

a. La dissuasion

Pour ramener la sérénité et le calme dans ce pays en 1990 et 2008, l'Etat du Cameroun a utilisé la dissuasion. La dissuasion consiste à créer un sentiment de peur en installant un arsenal de sécurité dans les points stratégiques des villes et de la ville où une éventuelle menace à l'ordre a été enregistrée ou annoncée¹. Elle consiste à provoquer l'abstinence à toutes formes de violence ou d'écart de comportement. Cette méthode très fréquemment

¹ G. Danmo Pale, 33 ans, Inspecteur de police, Yaoundé/Cité Verte, 7 mai 2021.

utilisée se manifeste par la mise en place d'un arsenal de sécurité dense, dans les points stratégiques des lieux considérés comme foyers de crise.

Au Cameroun, entre 1990 et 2008, cette pratique, a été abondamment utilisées dans la gestion des crises par le positionnement des chars d'assauts à certains points criminogène ou vecteur de soulèvement. Ces dispositifs sécuritaires sont installés non seulement dans les marchés, les carrefours et les ronds-points mais aussi dans les quartiers populaires et Universités d'Etat². La dissuasion a toujours eu la préférence du chef de l'Etat camerounais Paul Biya. Son intervention au soir du 27 février 2008 légitimait la dissuasion car, disait-il, "Tous les moyens légaux dont dispose le gouvernement seront mis en œuvre pour que force reste à la loi³". Le ton de ce discours portait les marques de dissuasion. La dissuasion comme moyen de gestion des crises au Cameroun, est obtenue par divers moyens.

b. Utilisation de la torture

Torturer vient du verbe latin "*torquere*" qui signifie presser, gêner, tourmenter, faire tourner, tordre, tordre les membres du corps. La torture s'apparente au calvaire, au châtiment, à l'affliction, à la violence et à la persécution⁴. La torture est un acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales sont infligées à un personne par des agents de force de l'ordre, aux fin notamment d'obtenir d'elle ou d'un proche et contre son gré des renseignements ou des aveux de la punir d'un acte répréhensible qu'elle a posé⁵. Cette méthode en matière de gestion de crises en généralement utilisée par la police pour soutirer des informations auprès des détenus. En ce qui concernait la police politique, elle n'était seulement utilisée pour obtenir des aveux mais aussi pour démanteler un réseau⁶.

La torture est une pratique récurrente en matière de gestion de crises. Avant l'accession du Cameroun à l'indépendance, l'armée française accordait déjà une place de choix à la torture policière⁷. Durant la période coloniale, la torture fut utilisée au Cameroun pour contrecarrer l'action des nationalistes⁸. Elle était très efficace et suscitait une peur immédiate.

² Messina et Goeffoue Tsesue, "Démocratisation et violence...", p. 208.

³ *Ibid.*

⁴ A. Dipanda Mouelle, *La torture cette barbarie de l'humanité*, Yaoundé, Imprimerie Saint Paul, 1998, p. 1.

⁵ C. Tsala Tsala, "Les détenus politiques au Cameroun, 1958-1991", Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Yaoundé1, p.149.

⁶ F. Fenkam, *Les révélations de Jean Fochivé. Le chef de la police politique des présidents Ahidjo et Biya*, Yaoundé, éd. Minsi, 2003, p. 167.

⁷ J. Kingue Mbang Bang, " L'Algérie et le Cameroun dans les guerres de libération nationale de 1954 à 1971 : circulation des hommes, des idées et soutiens logistique", Thèse en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2014, p. 295.

⁸ *Ibid.*

Avant l'institution des Brigades Mobiles Mixtes (BMM), la torture se pratiquait déjà au Cameroun de manière artisanale sur les suspects donc sur les nationalistes⁹.

Bien après les indépendances des années 1960, cette pratique sera réintroduite dans la gestion des crises sociopolitiques à partir de 1990 au Cameroun. Son but est d'obtenir des aveux ou renseignements chez une personne qui aurait commis un acte contraire à la loi. Bien qu'un grand nombre d'Etat furent signer les traités qui interdisent l'usage de la torture celle-ci reste aujourd'hui un moyen récurrent d'endiguement des crises. Certain Etats comme le Cameroun ont érigé la torture en véritable système d'enquête et de répression au service de l'appareil sécuritaire¹⁰. La torture constitue une forme aggravée des peines et des traitements cruels, inhumains, et dégradants¹¹. Son objectif est d'éliminer la dissidence et obtenir des aveux. Jean Fochivé affirme :

La torture est sans doute un procédé d'une efficacité expéditive pour obtenir des aveux ou des renseignements pour convaincre un homme d'accepter la responsabilité d'un crime qu'il soit ou non coupable et pour avoir quelques garanties qu'il continuera d'assumer cette responsabilité après sa sortie des locaux de la police¹².

La torture apparaît par conséquent comme un moyen efficace pour traquer ceux qui sont considérés comme subversifs et permet de créer la panique au sein des fauteurs de trouble. La gestion des crises passe aussi par le recourt aux emprisonnements.

2. Les rafles et les patrouilles

Pour ramener l'ordre et la sécurité durant les périodes qui ont émaillées la scène sociopolitique au Cameroun, Les autorités ont opté pour les rafles et les patrouilles. Les rafles sont des opérations de police de grande envergure qui consiste à boucler un quartier, une ville ou une région à la recherche des délinquants¹³. Les rafles dans le langage policier renvoient aux arrestations en masse d'une partie ciblée d'une population, faite à l'improviste et organisée par la police. Ce type d'arrestation es basé sur l'effet de surprise afin d'empêcher les personnes visées par les arrestations de s'organiser pour y échapper¹⁴. L'organisation des rafles s'est faite selon une méthodologie précise.

Elles peuvent être constituées d'une ou plusieurs forces de maintien de l'ordre et sont généralement organisées à la suite d'une information menaçant l'ordre public. Pendant les

⁹ A. Eyinga, *Mandat d'arrêt pour cause d'élection*, Paris, l'Harmattan, 1978, p. 32.

¹⁰ <https://amp-lefigaro-fr.cdn.ampprojet.org/v/s/amp.lefigaro.fr/international/2010/12/09>, consulté le 15 mars 2021 à 10h 24 minutes.

¹¹ Tsala Tsala, " Les détenus politiques...", p. 146.

¹² Fenkam, *Les révélations de...*, p. 166.

¹³ Danmo Pale, 33 ans, Inspecteur de police, Yaoundé/Cité Verte, 7 mai 2021.

¹⁴ Eyigla, " Réfugiés, déplacés internes...", p. 91.

raffles, on interpelle un grand nombre de personnes. A la suite de cette interpellation, on fait le tri. Il se fait sur la base des informations reçues à la recherche des potentiels délinquants. Pendant les rafles, tout le monde est suspect. Le but est de s'assurer que toutes les cibles ont été arrêtées avant de faire un tri. Toutes les forces sont présentes durant les rafles même les gardiens de prison¹⁵

La première étape des rafles consiste en un bouclage. Il s'agit de fermer toutes les sorties d'un périmètre à l'échelle d'une zone criminogène. Les entrées sont autorisées et les sorties proscrites dans les zones quadrillées. La deuxième étape, quant à elle, a pour but d'interpeller de manière systématique les individus suspects afin de les conduire au commissariat. Pour examen de situation, seules les personnes âgées, les femmes enceintes et les enfants sont mis à l'écart. Ces mesures interviennent très souvent lorsque les manifestations prennent une tournure de grande envergure.

Les rafles sont très souvent utilisées lorsque le danger devient de plus en plus grand et permanent. Les rafles servent à stabiliser l'ordre et à lutter contre toute forme d'insécurité au cours des périodes troubles qu'a connu le Cameroun. En 2008, les rafles ont permis l'interpellation et l'arrestation des supposés auteurs de de trouble. C'est ainsi qu'au cours des émeutes dite de la faim en 2008 au Cameroun, les rafles furent organisées dans les villes de Douala et Yaoundé. Au cours des émeutes de 2008, les rafles étaient organisées par la police afin d'interpeller ou de ramasser toutes les personnes qui étaient suspectées par les forces de l'ordre¹⁶ Les grands centres de ces deux métropoles ou des zones considérées dangereuses ou criminogènes étaient la cible des forces de sécurité et de défense. L'organisation des rafles se fait selon une méthode précise par les forces de sécurité. La constitution des groupes est fonction du nombre de quartier. Les rafles avaient consistées à créer une panique au sein des populations durant les émeutes de 2008 au Cameroun¹⁷.

Parallèlement aux rafles, les patrouilles constituent aussi un élément de gestion des crises sociopolitiques au Cameroun. Les patrouilles sont des formes de surveillance de police effectuée par des éléments habilités pour ou dans le but d'assurer la sécurité des biens et des personnes dans un périmètre bien déterminé¹⁸. Les patrouilles peuvent être définies comme des missions pédestres ou motorisées constituées d'élément de police ou d'autres corps de

¹⁵ Danmo Pale, 33 ans, Inspecteur de police, Yaoundé/Cité Verte, 7 mai 2021.

¹⁶ Tchoudjo Tchouiss, 37 ans, restauratrice, Yaoundé, 11 avril 2021.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Danmo Pale, 33 ans, Inspecteur de police, Yaoundé/Cité Verte, 7 mai 2021.

défense dont les horaires, les itinéraires et les missions particulières sont fixées par une décision¹⁹.

Les patrouilles sont pédestres et motorisées. Pédestre parce que, c'est un groupe d'homme désigné à faire des vas et viens dans un périmètre bien défini. Elle est constituée d'au moins un binôme. Elles sont dite motorisées lorsqu'elles se font en voiture ou en moto et toujours en groupe. Les policiers en ce moment, sont appelés à effectuer de longues distances à la recherche des délinquants²⁰. Les policiers se placent dans des points bien déterminés ou stratégiques.

Les patrouilles sont mixtes lorsqu'elles sont constituées des éléments de plusieurs corps par exemple : police gendarmerie, police armée. Les patrouilles sont organisées en période d'exception notamment, les visites diplomatiques, des veilles de fête. Les patrouilles sont une mise en commun de plusieurs forces. Elles sont chargées de la surveillance générale des lieux publics (bars, salles de spectacles). Les patrouilles sont organisées au même moment que les rafles. Sauf que, les rafles procède par bouclage et interpellation des suspects tandis que les patrouilles sont organisées et planifiées à l'avance et par conséquence expansives²¹. Elles touchent tous les quartiers, englobent plusieurs itinéraires et se déroulent selon un timing et un quadrillage bien déterminé.

Les patrouilles sont simples lorsqu'elles sont constituées d'un seul corps. Elles consistent, à dissuader les délinquants et les criminels. Elles sont constituées d'élément du corps urbain des commissariats de la sécurité publique dirigées par un commandant instruite par une décision du commissaire de sécurité publique²². Face à la recrudescence de l'insécurité, les forces de sécurité ont renforcé les patrouilles d'impression sur le terrain en introduisant les de nouvelles méthodes et en augmentant les effectifs des agents de police. Bars, bistrots et cabaret dancing constituaient les cibles des patrouilles. Au niveau des commissariats, une unité de veille assure la garde pour recevoir les individus interpellés, contrôlés ou jugés suspect²³. Les patrouilles d'impression, n'aboutissant pas très souvent à des résultats escomptés, les patrouilles mixtes entrent en jeu.

¹⁹ H. M. Mbarakou, "Réfugiés et déplacés internes au Cameroun", in *Effet économique et sociaux des attaque de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, (S/D), Saibou Issa, Université de Maroua, Kliaou, Volume spécial, Novembre, 2014, p. 169.

²⁰ Danmo Pale, 33 ans, Inspecteur de police, Yaoundé/Cité Verte, 7 mai 2021.

²¹ Eyigla, "Réfugiés, déplacés internes...", p. 91.

²² M. H. Mbarkoutou, "Etat et insécurité...", p. 170.

²³ *Ibid.*

Les patrouilles de dissuasion quant à elles, permettent de créer un sentiment de peur chez les éventuels délinquants. Elles consistent, à installer matériel de maintien de l'ordre (chars, boucliers anti-émeutes, les bâtons de défense...) dans les points stratégiques des zones criminogènes. Le maintien de l'ordre renforcé, intervient lorsque le problème a déjà pris corps et se manifeste par l'utilisation des armes à feu, les gaz lacrymogènes²⁴

En somme, les rafles et les patrouilles durant les crises sociopolitiques des années 1990 et 2008 avaient permis de mettre fin à la crise d'une part, d'autre part ont mis les citoyens sur leur garde. Elles ont été animées par les forces de maintien de l'ordre et de défense.

3. Les unités spéciales d'opération de la police

Les unités spéciales de police renvoient à l'ensemble des mesures exceptionnelles prises par les autorités ou la police en temps de crise. Elles sont souvent qualifiées d'opérations spéciales et se présentent sous forme d'action d'envergure de courte durée ou à longue durée dans une ville. L'une des raisons de l'organisation des opérations spéciales est la prévention des troubles durant les grands événements. C'est le cas des opérations "Mygal" organisée dans les grandes métropoles du Cameroun pour prévenir d'éventuel trouble à l'ordre consécutif aux revendications politiques de 1991²⁵. D'autres opérations de dimension nationales ont également été organisées. C'est le cas de l'opération "Harmattan" organisée dans toutes les grandes villes du Cameroun afin de contenir les troubles liés aux contestations des résultats du scrutin présidentiel de 1992²⁶.

a. La police : historique et nouvelle trajectoire

Avant 1919, le Cameroun ne disposait que d'un régiment indigène qui jouait à la fois le rôle des forces de défense et de police. Après la première guerre mondiale, on assistera à trois temps successifs de l'institutionnalisation de la police au Cameroun. Sont ainsi, successivement créés : la garde régionale en 1919, les gardes indigènes (1923) et le bataillon indigène (1925)²⁷. Ces corps, durant cette période, jouaient le rôle de police au Cameroun. C'est le 7 novembre 1925 suite à l'arrêté du commissaire de la République française qu'on assiste à un processus de détachement de l'élément policier à caractère militaire des corps

²⁴ Danmo Pale, 33 ans, Inspecteur de police, Yaoundé/Cité Verte, 7 mai 2021.

²⁵ Mbakoutou, "Etat et insécurité...", p. 205.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*, p. 376.

militaire lequel abouti à l'émergence d'une véritable structure de police indigène et à la création des commissariats de sécurité publiques dans la ville de Douala et Yaoundé²⁸.

Dès lors, la police se positionne comme un outil de présence étatique, une force de dissuasion contre les menaces sécuritaire et un instrument de pédagogie pour éduquer les populations. Après la conférence de Brazzaville de 1944²⁹, certaines clauses furent prises. Parmi ces clauses, on avait l'amélioration des conditions de vie et de travail des indigènes. Le non-respect de cette mesure par l'autorité coloniale avait contraint, les indigènes à réclamer les meilleures conditions de travail. D'où, les émeutes organisés par l'Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC)³⁰. Suite à la naissance des mouvements politiques et syndicaux, les autorités vont sortir deux arrêtés fixant l'exercice des conditions de la sécurité publique dans les grandes villes. C'est ainsi qu'on aboutira à la création des unités de police (renseignement, gardien de la paix), nées de l'émergence des forces politiques et de la réorganisation des services de police et de sûreté. Deux arrêtés vont par la suite sortir celui de juin portant sur la réorganisation de la sûreté générale et celui du 31 août concernant la transformation du corps de police indigène en corps des gardiens de la paix et de la sécurité publique³¹. Toutefois, si la police est née au Cameroun, son but était de lutter contre les insurrections et rétablir l'ordre public. Au cours des années de trouble qu'a connu l'Etat du Cameroun, il va mettre sur pied des unités exceptionnelles de maintien de l'ordre et créer les commandements opérationnels pour contrecarrer les mouvements insurrectionnels et ramener l'ordre dans ce pays.

b. Unité spéciales d'opération : CCGMI, GSO et GPIGN

Les organisations spéciales sont organisées souvent pour prévenir ou contenir toutes atteintes à l'ordre public. L'initiative des actions spéciales de la police revient au Groupement Mobile d'Intervention (GMI). Cette force régulière est une unité de police militarisée implantée dans chaque chef-lieu de région. Elle est créée en en 1983 pour remplacer la Compagnie Mobile d'Intervention (CMI). Son but était sur le plan sécuritaire d'accompagner le processus de développement des capitales régionales à la faveur du décret

²⁸ P. C Belomo Essono, " L'ordre et la sécurité public dans la construction de l'Etat au Cameroun", Thèse de Doctorat en science politique, Université de Bordeaux, 2007, p. 274.

²⁹ La conférence de Brazzaville fut organisée durant la seconde guerre mondiale du 30 janvier au 8 février 1944 afin de déterminer le rôle et l'avenir de l'empire colonial français. A l'issue de cette conférence le code on a assisté à l'abolition du code de l'indigénat.

³⁰ Bilegue Ovono, "Les dynamiques syndicales... ", p. 79.

³¹ Belomo Essono, "L'ordre et la...", p. 275.

83/390 du 22 août 1983 créant de nouvelle province³². Il s'agissait pour l'Etat du Cameroun de créer une unité mobile capable d'intervenir partout où besoin sera.

Pour rendre le GMI plus opérationnel, on va créer le Commandement Central du Groupement Mobile d'Intervention (CCGMI) le 4 janvier 2002³³. Le CCGMI avait pour mission de coordonner les activités du GMI et d'assurer sur toute l'étendue du territoire nationale des opérations de maintien de l'ordre. Le GMI fut un outil utilisé dans pour gérer la crise sociale qui a secoué le Cameroun au mois de février 2008. L'une de ces fonctions est d'agir en cas de trouble portant atteinte à la sécurité publique³⁴. Le déploiement des unités spéciales sont soit préventives soit répressives. Les opérations spéciales de la police connaissent l'appui d'autres forces. C'est les cas des unités territoriale de de la gendarmerie et de l'armée. L'opération l' "Harmattan" organisée en 1992 a nécessité l'apport de toutes les unités de forces de sécurité et de défense. Ces unités spéciales vise deux objectif : étouffer à la base toute velléité d'atteinte à l'ordre public et installer un climat propice à la concorde, à la paix et à la et à la sécurité.³⁵

L'ouverture démocratique des années 1990 au Cameroun avec les nouvelles formes de menace et les troubles générés a amené l'Etat du Cameroun à créer des opérations spéciales et des s commandements spéciaux chargés du rétablissement de l'ordre. C'est ainsi qu'on commandement opérationnel est mis sur pied afin de contenir les troubles sociopolitiques observées au cours de cette période. Par la suite, avec la naissance de l'insécurité, du vol et du grand banditisme, les Autorités administratives par le biais du chef de l'Etat vont créer des unités spécialisées de police et de gendarmerie : le Groupement Spécial d'Opération (GSO), le Groupement Mobile d'Intervention (GMI), le Groupement Polyvalent d'Intervention de la Gendarmerie Nationale(GPIGN), le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR), des commissariats et des postes de police³⁶. Ces unités sont des actions exceptionnelles nées en cas de trouble. Elles participeront à la gestion des crises sociopolitiques des années 1990 et 2008 au Cameroun.

³² Belomo Essono, " *L'ordre et la..* ", p.275.

³³ Décret 2002/03 du 04 janvier créant le commandement central du groupement mobile d'intervention

³⁴ Y. P. Mbangue Nkomba, " La dynamique de sécurisation des biens et des personnes dans la ville de Yaoundé par l'action d'une unité spécialisée de force de sécurité camerounaise : Le cas des équipes spéciales d'intervention rapide (ESIR), Mémoire de Master en droit, Université de Yaoundé 2, http://www.memoireonline.com/12/13/8300/m_la-dynamique-de-securisation-des-biens-et, consulté le 18 Mars 2021 à 11h44 minutes.

³⁵ Mbakoutou, "L'Etat et l'insécurité...", p. 207.

³⁶ Belomo Essono, "L'ordre et la...", p. 274.

À la faveur de l'ouverture démocratique de nouvelle forme de menace sécuritaire vont naître. Pour les contenir, l'Etat, va introduire les forces de troisième catégorie sous la forme d'opération spéciale. Celle-ci sont des opérations militaires menées par le commandement des opérations spéciales et des unités des forces armées spécialement désignées, organisées entraînées et équipées pour atteindre les objectifs militaires ou d'intérêts militaires présentant un caractère stratégique et imposant un contrôle politico-militaire permanent³⁷

Face à l'insécurité et à l'instabilité galopante causé par les villes mortes de 1991 au Cameroun, le chef de l'Etat s'était employé politiquement et militairement afin de ramener l'ordre et le calme dans ce pays. Les diffusions sociopolitiques de la violence eurent pour conséquence la réorganisation du maintien de l'ordre autour des structures dites commandement opérationnel durant les villes mortes au Cameroun³⁸. Le commandement opérationnel, ainsi que les opérations s'instituent comme un encadrement sécuritaire conjoncturel qui laisse inchangée la nature structurelle de la crise affecte les dispositifs étatiques de contention de la violence, de disciplinarisation des comportements et de sécurisation des hommes et des biens³⁹. C'est avec le décret présidentiel du 13 avril 1991 avec le remaniement du gouvernement que va s'amorcer un déploiement d'envergure des forces de défense et de sécurité.

Le Secrétariat d'Etat à la sécurité intérieure est transformé en délégation à la sûreté nationale sous l'ordre de Gilbert André Tsoungui en remplacement de Denis Ekani avec le retour significatif de Jean Fochivé⁴⁰ au Centre des Etudes Nationales de Recherche (CENER) chargé du renseignement⁴¹. Le durcissement du régime durant les villes mortes de 1990 se matérialise par la nomination des généraux à l'instar de Laurent Angouand, Jean-René Youmba et l'organisation des commandements opérationnels⁴². Sur les dix provinces que possède le Cameroun, sept d'entre elle recevront un statut spécial. Désormais, il reviendra à l'armée d'assurer l'ordre et la sécurité en lieu et place de la police nationale. En prélude aux villes mortes, les commandants opérationnels suivant sont nommés : les généraux Youmba pour la province du Littoral et du Sud-Ouest, O. Yaya pour les provinces de l'Ouest et du

³⁷ T. Ducret, " Concept des opérations spéciales" N°917/DEF/EMA/ du 04 décembre 2002, p. 5.

³⁸ Eyigla, "Réfugiés, déplacés internes...", p. 89.

³⁹ Y. A. Choula, " Criminalité organisée et insécurité au Cameroun", in *Enjeux : le crime organisé en Afrique centrale*, N° 9, octobre-décembre, 2001, p. 12.

⁴⁰ Jean Fochivé fut le chef de la police politique des présidents Ahidjo et Biya

⁴¹ A. Ondoua, " Sociologie du corps militaire en Afrique : Le cas du Cameroun ", Thèse de Doctorat en science politique, Université de Rennes1, 2013, p. 240.

⁴² P. F. Ngayap, *L'opposition au Cameroun, les années de braise, les villes mortes et la tripartite*, Paris, l'Harmattan, 1999, p. 193.

Nord-Ouest, Nganso pour les provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord⁴³. Ces différents généraux vont prendre les rênes du pouvoir au détriment des gouverneurs.

Par la suite, deux Etats-majors vont coordonner le dispositif du CO, donc un Etat-major politique dirigé par le ministre d'Etat chargé de la défense E. Akame Mfoumou comprenant les ministres de l'Administration Territoriale et de la justice ; le délégué générale à la sureté nationale ; le secrétaire d'Etat à la défense chargé de la gendarmerie ; les services de sécurité et un Etat-major technique dirigé par le CEMA, le générale Pierre Semengue⁴⁴.

L'assaut des villes mortes ou plus précisément l'écrasement de l'opposition par l'armée est symbolisé par les "fessées nationales" ou les mises sur résidence surveillé de John Fru Ndi⁴⁵. Le CO fut un encadrement sécuritaire qui a permis de contenir la fureur des manifestants durant les années dites de braise au Cameroun. Il a permis à l'Etat d'instaurer l'ordre et la sécurité, par la suite de mettre fin aux trouble qui sévissaient un peu partout au Cameroun durant cette période.

Si dans les années 1991 le CO fut mis sur pied, il avait pour rôle de légitimer par la violence la présence de l'Etat où ce dernier avait perdu son pouvoir. Cependant, dès l'entame des années 2000, le président de la République Paul Biya, décide de créer à nouveau un CO. Cette fois, son but était de lutter contre le grand banditisme et l'insécurité qui sévissaient à Douala⁴⁶. Au cours du troisième millénaire, le Cameroun connaît une insécurité galopante. La poussée et la montée de l'insécurité va conduire à la prolifération de contraintes et de tensions agressives et coercitives menaçant les bases de légitimité et de souveraineté de l'Etat⁴⁷. Cette structure a permis d'éradiquer le phénomène de grand banditisme dans la ville de Douala. Le CO s'affirme par conséquent comme un encadrement sécuritaire d'exception et donc de crise. Oyono et owona Nguini soulignent :

Le pouvoir a franchi un seuil technologique dans la gestion de l'insécurité à Douala en mettant en place le dispositif militaro-policié du commandement opérationnel pour juguler l'inflation de l'insécurité (...). Les forces militaires qui viennent appuyer les forces de traditionnelles de maintien de l'ordre que sont la police et la gendarmerie vont utiliser des actions coup de poing contre les bandes criminelles⁴⁸.

⁴³ Ondoua, "Sociologie du corps...", p. 241.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Kengne Foudouop, *Cameroun autopsie d'une...*, p. 244.

⁴⁶ Pigeaud, *Au Cameroun de ...*, p. 86.

⁴⁷ Y. A. Chouala, " Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : élément d'analyse Anthro-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise", Vol8, N° spécial, 2001, p. 29.

⁴⁸ E. M. Owona Nguini, " Les rapports Etat-société civile dans le processus politique en Afrique centrale : les montages civilisateurs et décivilisateurs du pouvoir et du droit", in, *African Journal of Political Science*, vol A N°2 décembre 1999, pp. 15-16.

En tant qu'appareil répressif, le CO marque le rebondissement de l'Etat qui cherche à retrouver ses droits de noblesses, réaffirmer sa présence et de reconquérir sa respectabilité sécuritaire pour reprendre Chouala Alexandre et son hégémonie symbolique mise en mal et défiés par les groupes criminels.

La légitimité du CO de la violence organisée de l'Etat, a conduit à une réhabilitation sociopolitique de l'Etat et la construction de sa position au pouvoir. Désormais, le pouvoir a le contrôle de la société. Son but était de ramener l'ordre dans les zones et quartiers où on notait une insécurité et une instabilité. Il a permis de mettre en place les policiers dans les quartiers en crise⁴⁹. Contrairement en 1991, la création du CO en 2000 a permis à l'Etat de lutter contre le grand banditisme et de maintenir l'ordre afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes. Cependant, pour certains, le CO au lieu de ramener l'ordre aurait plutôt favorisé la montée à grande vitesse de l'insécurité dans la ville de Douala. En dehors du CO, les unités de maintien de l'ordre (GSO, GMI, GPIGN et le BIR) font partir des moyens répressifs d'encadrement des crises sociopolitiques au Cameroun.

Le GSO est une unité d'élite de la police chargé de protéger les biens et les personnes. Il est basé à Yaoundé et est placé sous l'autorité directe du délégué générale à la sureté nationale. Il peut être déplacé dans tout le pays en temps de crise⁵⁰. Il est placé sur le commandement d'un commandant assisté d'un adjoint. Chargé des opérations "coup de poing", commando anti commando contre les individus dangereux ou les bandes organisées de malfaiteurs, le GSO est aussi spécialisé dans la sécurité des personnalités diplomatiques et certains convois⁵¹. Cette unité de police a joué un rôle prépondérant dans la gestion de la crise sociale de 2008 au Cameroun.

Le GMI vu le jour en 1983. C'est unité de maintien de l'ordre chargée d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Il est présent dans les grands centres urbains du Cameroun à l'instar de la ville de Douala et Yaoundé. Il peut être déployé dans tout le pays en temps de crise. Il participe au maintien de l'ordre en temps de trouble. En temps de trouble, les unités du GMI sont essentiellement chargées d'agir dans le maintien de l'ordre actif ou renforcé sur réquisition du gouverneur, seule ou conjointement avec d'autres forces civiles ou militaire⁵². Mais, ces résultats n'ayant pas satisfait l'Etat, il va créer le Groupement Polyvalent

⁴⁹ Choula, " Conjoncture sécuritaire et ...", p. 30.

⁵⁰ Danmo Pale, 33 ans, Inspecteur de police, Yaoundé/Cité verte, 7 mai 2021.

⁵¹ Mbangue Nkomba, "Les dynamiques de...", https://www.memoireonline.com/12/13/8300/m_la-dynamique-de-securisation-des-biens-et, consulté le 15 mars 2021 à 14h42 minutes.

⁵² *Ibid.*

d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GPIGN) en 1995⁵³. Le GMI et le GSO, sont utilisés dans le maintien de l'ordre renforcé. D'où leur présence sur le terrain durant les émeutes de 2008 au Cameroun.

Le GPIGN est un corps d'élite de la gendarmerie nationale chargé de réprimer le grand banditisme. Créé le 1^{er} février 1999, le GPIGN est comme une unité d'intervention avec le poste de commandement à Yaoundé. Placé sous l'autorité directe du secrétaire d'Etat à la défense chargé de la gendarmerie, nationale, le GPIGN a pour mission le maintien et le rétablissement de l'ordre, la lutte contre le grand banditisme et antiterroriste⁵⁴. En 1980, les instabilités politiques observées partout en Afrique notamment au Tchad⁵⁵, et en République Centrafricaine⁵⁶. La prolifération des conflits armés et la porosité des frontières ont favorisé la circulation des armes légères⁵⁷. Aussi, la persistance de la crise économique et les lendemains troubles des mois de contestations politique ont contraint l'Etat à prendre des mesures plus efficaces en vue de la gestion des crises et du rétablissement de l'ordre. Le GPIGN, au cours des événements sociaux de février 2008 au Cameroun avait participé au rétablissement de l'ordre et à la sécurité des biens et des personnes. Pour museler les manifestants en 2008, les forces de rétablissement de l'ordre avaient utilisés les gaz lacrymogène et des hélicoptères⁵⁸. En dehors du GPIGN, le BIR est une force d'élite qui s'est démarqué au Cameroun au cours des émeutes dites de la faim de 2008.

Le BIR⁵⁹, créé en 1999 pour combattre le grand banditisme dans le Nord et l'Est du pays est une unité d'élite qui, durant les émeutes de 2008 participé avait participé à instaurer l'ordre et le calme au Cameroun. Les événements de la faim de février 2008 au Cameroun ont nécessité le déploiement des éléments du BIR dans les villes de Yaoundé et de Douala⁶⁰. A travers les rafles, patrouilles et bouclage, les éléments du BIR ont réussi à installer un climat de dissuasion au cours des émeutes de 2008 au Cameroun. C'est une unité particulièrement privilégié par la présidence dont il dépend. Conçu au départ pour lutter contre le banditisme et le terrorisme, le BIR fut utilisé par l'Etat en 2008 pour traquer les manifestants⁶¹ à de

⁵³ Eyigla, "Réfugiés, déplacés internes...", p. 89.

⁵⁴ Décret N°99/015 du 1^{er} février 1999 portant création du groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie nationale (GPIGN).

⁵⁵ D. Nèbadoum, *Le labyrinthe de l'insécurité politique au Tchad*, Paris, l'Harmattan, 1998, p. 169.

⁵⁶ J. Binoua, *Centrafrique l'instabilité permanente*, Paris, l'Harmattan, 2005, p. 236.

⁵⁷ Mbakoutou, "L'Etat et l'insécurité...", p. 256.

⁵⁸ M. Maraimou Souleymanou, 27 ans, Menagère, Yaoundé, 11 avril 2021.

⁵⁹ Le BIR au départ connu sous l'appellation " Bataillon léger d'intervention" a changé de nom en 2001 pour devenir le BIR.

⁶⁰ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 258.

⁶¹ Tchakounté, 58 ans, commerçant, Yaoundé/ Madagascar, 11 avril 2021.

nouvelles formes de criminalité, le BIR a joué un rôle prépondérant en matière de maintien de l'ordre depuis les troubles de 2008. Dès sa création, il fut utilisé pour sécuriser Douala, Yaoundé et le palais présidentiel menacés par les manifestants⁶². En 2009, le domaine d'intervention du BIR va s'étendre. Car, il a pris le relais de l'armée traditionnelle pour sécuriser la péninsule de Bakassi⁶³. Le BIR, a, à plusieurs reprises fait un usage disproportionné de la force et outre passé ses missions. C'est un corps d'élite qui participe au rétablissement de l'ordre en temps de crises et à la sécurité des biens et des personnes au Cameroun.

II. STRATEGIES NON VIOLENTES D'ENDIGUEMENT DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN

Le terme " non-violence" est assez récent. C'est au début des années 1920 que le terme apparait dans la langue française, à l'occasion de reportages réalisés sur l'action de Ghandi en Inde. C'est grâce à ce leader indien que le terme " non-violence" va émerger. Bien que la non-violence existe avant Ghandi, c'est lui qui a popularisé ce terme⁶⁴. La non-violence est un mode de relation qui favorise le dialogue et la médiation dans une approche constructive des crises et qui peut se traduire par les actions collectives à grande échelle. La non-violence a pour objectif de construire une culture de paix, une société démocratique basée sur la tolérance et le respect de chacun⁶⁵.

1. La multiplication des commissariats et postes de police

A l'issue des crises sociopolitiques au Cameroun des années 1990 et 2008, on va assister à la multiplication des postes de polices et des commissariats pour renforcer l'ordre et la sécurité surtout dans les villes de Yaoundé et Douala. C'est la montée du grand banditisme qui a conduit à la multiplication des commissariats et postes de police au Cameroun⁶⁶. Deux décrets de l'Etat vont réviser la répartition géographique des services de sécurité sur l'ensemble du territoire national. Le premier décret porte sur la création de certains commissariats centraux⁶⁷ et le second porte sur la création des commissariats d'arrondissement au sein de certains commissariats centraux⁶⁸. Sur le plan national, les réformes intervenues accroissent le nombre de commissariat de deux commissariats centraux et vingt-deux commissariats d'arrondissement. Les villes de Douala et Yaoundé se voient

⁶² Pigeaud, *Au Cameroun de...*, p. 232.

⁶³ La péninsule de Bakassi est une zone très riche en pétrole et en produits halieutiques. Elle s'étend sur 1000km² et a fait office de conflit entre le Nigéria et le Cameroun. Officiellement rétrocédé au Cameroun en août 2006 par le Nigéria, l'armée du Nigéria avait pris le contrôle de cet espace depuis 1993. En octobre 2002, la cour internationale de justice (CIJ) de la Haye saisie par Yaoundé reconnaît la souveraineté de ce territoire au Cameroun. Suite aux différents accords signés entre les deux pays, le Nigéria quitte définitivement la péninsule le 14 août 2008.

⁶⁴ https://bepax.org/publication/non-violence.html#_ftn, consulté le 11 mai 2021 à 9h55 minutes.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Danmo Pale, 33ans, Inspecteur de police, Yaoundé/ Cité Verte, 7 mai 2021.

⁶⁷ Décret N°20020/065 du 8 mars 2002 portant création de certains commissariats centraux.

⁶⁸ Décret N°2002/067 du 8 mars portant création des commissariats d'arrondissement au sein de certains commissariats centraux.

dotées de trois et quatre commissariats centraux et quinze et seize commissariats d'arrondissement⁶⁹. Les zones, réputé être les artères des crises ont vu l'ouverture de gendarmerie et des postes de polices. A Douala, ce fut le cas des commissariats du 8ème (Madagascar) et du 6^{ème} (Nkongmondo) et un poste de police à Brazzaville et les postes de gendarmerie à Yassa et village⁷⁰.

Dans la ville de Yaoundé, on aura la création des commissariats centraux et spéciaux qui travaillent d'une manière particulière et communiquent avec les commissariats de sécurité publique⁷¹. La ville de Yaoundé compte seize (16) commissariats d'arrondissement de sécurité publique qui travaillent en symbiose avec l'Equipement Spécial d'Intervention Rapide (ESIR). Le tableau ci-dessus dresse la liste des commissariats de sécurité publique dans la ville de Yaoundé.

Tableau 3 : Liste des commissariats de sécurité publique dans la ville de Yaoundé

Commissariat de sécurité publique (CSP)	Localisation
Ciat N°1	Centre-ville boulangerie Elysée
Ciat N°2	Face marché Mokolo
Ciat N°3	Carrefour Nkolndongo
Ciat N°4	Face sapeur Mimboman
Ciat N°5	Face injs-Ngoa ékellé
Ciat N°6	A côté des sapeurs Etoudi
Ciat N°7	Derrière Mairie d'Efoulan
Ciat N°8	Madagascar (marché des porcs)
Ciat N°9	Camp Sic Mendong
Ciat N°10	A côté du restaurant Wu-Bastos
Ciat N°11	Cité verte
Ciat N°12	Carrefour Nkolbisson
Ciat N°13	Derrière camp-sic de la GP, marché Melen
Ciat N°14	Immeuble Labo genie carrefour Ekounou
Ciat N°15	Carrefour Odza

Source : P. Mbangue Nkomba, " La dynamique de sécurisation des biens et des personnes par l'action d'une unité spécialisée des forces de sécurité camerounaise : le cas des équipes Spéciales d'Intervention Rapide (ESIR), Mémoire de Master, Université de Yaoundé 2, 2008.

Ce tableau renseigne sur les commissariats en charge de la sécurité publique dans la ville de Yaoundé. Les commissariats et les postes de police ont été créés pour renforcer la sécurité

⁶⁹ Mbakoutou, " L'Etat et l'insécurité....", p. 265.

⁷⁰ Eyigla, "Réfugiés, déplacés internes...", p. 89.

⁷¹ Mbangue Nkomba, " Les dynamiques de...", p. 89.

des biens et des personnes durant et après les manifestations des crises sociopolitiques en 2008. Le dialogue apparaît aussi comme une stratégie non violente de gestion de crise au Cameroun.

2. Recrutement des jeunes à la fonction publique

Le retour du multipartisme en Afrique en générale et au Cameroun en particulier avait constitué un tournant décisif dans la vie politique et sociale des Etats. La jeunesse, au cours de cette période, est apparue comme une force de déstabilisation politique à travers trois événements politiques à savoir : les villes mortes, la grève des étudiants et les émeutes sociopolitiques de février 2008. Bien que, la crise économique ait frappé " toutes les économies africaines, la situation camerounaise était particulière : en effet, le pays de Paul Biya était l'Etat africain qui s'était le plus appauvri entre 1985 et 1983⁷²". Cet appauvrissement eut d'énorme conséquence sur le plan social. Il se manifeste par le rétrécissement des effectifs dans les entreprises privées à travers le licenciement. Dans le secteur public, on avait assisté au gel des recrutements dans la fonction publique, condamnant une génération de jeunes au chômage et à la précarité. Ce climat avait entraîné des crises sociopolitiques au Cameroun.

Dans la foulée des émeutes de la faim de 2008, le gouvernement camerounais, en 2011, lança un recrutement massif de 25000 jeunes dans la fonction publique. Cet acte politique n'est pas à négliger. Il a permis de calmer les mécontentements et tensions chez les camerounais, surtout chez les jeunes. Il a permis à de nombreux jeune d'entrer dans la fonction publique⁷³. Dans son discours à la jeunesse du 11 février 2013, le chef de l'Etat a fait le bilan d'une création de 200000 emplois au cours de l'année. A côté des actions de création d'emploi dans le secteur public, à travers le recrutement dans la fonction publique et dans les forces armées, l'Etat camerounais a également consacré plusieurs moyens à la politique d'auto emploi par le biais de plusieurs programmes et organismes créés. Il s'agit du Programme National Pour le Développement Participatif (PNDP), du PAJER-U, du PADER, du Programme Civique National de Participation au Développement et du PIASI⁷⁴.

3. Baisse des prix des produits de première nécessité

⁷² F. Eboko, " Les élites politiques au Cameroun le renouvellement sans renouveau ?" in J. P. Dalloz, le (non) renouvellement des élites politiques en Afrique, 1999, p. 108.

⁷³ E. Souna Loumtouang, " Chômage des jeunes et stabilité sociopolitique au Cameroun de 1990 à nos jours" in *Conférence Internationale sur " le chômage des jeune en Afrique"*, Harare, Zimbabwe, 2015, p. 20.

⁷⁴ . Souna Loumtouang, " Chômage des jeunes...", p. 20.

A la suite des troubles de 2008 au Cameroun causé par la hausse du coût de la vie, notamment du prix des denrées alimentaires de base et du carburant, le Cameroun, a pris un ensemble de mesures visant à favoriser l'accès à la nourriture à un prix abordable. Les rémunérations dans la fonction publique ont été augmentées⁷⁵. La suspension des droits de douane et autres taxes à l'importation sur le riz, le blé, le poisson congelé et la farine de froment⁷⁶. Les accords accompagnée d'une maîtrise des prix entre le gouvernement et les acteurs de la chaîne de distribution, a conduit à une baisse des prix de ces denrées de base de l'ordre de 6% à 15%⁷⁷.

Le gouvernement avait pris la décision de supprimer les taxes d'importation, sur le riz, la farine et le poisson, en réponse aux émeutes déclenchées notamment par la hausse du prix des denrées alimentaires. Pour juguler la crise de 2008, l'Etat, avait rencontré les importateurs, avait baissé les impôts et avait mis sur pied un guichet unique ce qui avait baissé la tension des hommes d'affaires⁷⁸. Mais, malgré, tous les efforts faits par l'Etat, les prix à la consommation n'ont pas changé et ont même augmenté dans certains cas. L'Etat, s'était battu pour maintenir les prix tout en tenant compte des contraintes de l'économie du marché⁷⁹. En effet, le prix du poisson importé avait baissé. Le prix du pain était revenu à 125 franc au lieu de 150 francs⁸⁰. Le prix du carburant avait baissé de 10 francs même si pour certains, cela était insignifiant⁸¹. De façon globale, en réponse aux émeutes de la faim, certains gouvernements ont subventionné les denrées alimentaires de base, comme le pain en Egypte.

D'autres ont diminué les tarifs sur les importations de produits alimentaires ou ont, au contraire pris des mesures pour restreindre les exportations de leur production vers l'étranger. Quinze pays, dont le Cambodge, la Chine, l'Inde ont limité drastiquement leurs exportations de produits agricoles de base vers le reste du monde⁸². La hausse des prix des denrées alimentaires a déclenché les crises sociopolitiques dans beaucoup de pays dans le monde. Au Cameroun, l'Etat pour mettre fin à cette crise avait pris un certain nombre de mesures parmi lesquelles, la baisse des prix des produits alimentaires.

⁷⁵ Décret n° 2008/009 et n°2008/100 du 7 mars 2008.

⁷⁶ Ordonnance n°2008/002 du 7 mars 2008.

⁷⁷ Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter sur sa mission au Cameroun.

⁷⁸ R. Tchakounté, 58ans, commerçant, Yaoundé/Madagascar, 11 avril 2021.

⁷⁹ <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroun-hausse-du-prix-des-denr%C3%A9e...> Consulté le 13 mai 2021 à 17h6 minutes.

⁸⁰ Tchoudjo Tchouiss, 37 ans, restauratrice, Yaoundé, 11 avril 2021.

⁸¹ Informateur ayant requis l'anonymat, 43 ans, Couturier, Yaoundé, 9 avril 2021.

⁸² *Ibidem*.

4. Le dialogue comme moyens de gestion de crise sociopolitique

Le dialogue est un instrument de gestion de crise très souvent utilisé dans la stabilisation des troubles sociopolitiques au Cameroun. L'une des logiques de l'Etat du Cameroun est la résolution pacifique de ses crises. Le président Paul Biya a toujours eut ce désir de résoudre les différends auxquels il est confronté de manière pacifique. C'est ainsi qu'il a démontré ce désir en gérant le conflit qui lui opposait avec le Nigéria sur la péninsule de Bakassi⁸³. Aujourd'hui, les relations qu'entretiennent ces deux Etat sont entièrement basées sur un climat de paix et de sérénité bien que de nombreux civils et forces de défense camerounais y ont laissé leur vie.

Le dialogue, telle que conçu apparait comme un instrument de mesure à long ou à moyen terme dans la gestion des crises sociopolitiques au Cameroun. Pour essayer de trouver les moyens de sortie de crises sociopolitiques au Nord-Est et Sud-Ouest, un dialogue national fut institué par le chef de l'Etat sous la direction du premier ministre chef du gouvernement. Le but de ce dialogue était de mettre sur pied des stratégies adéquates de sortie de crises.

Le dialogue a toujours participé à la construction de la paix au Cameroun. La pratique du Dialogue permet de de recherche la cohésion sociale et rétablir la paix. La méthode Biyaienne de gestion des crises sociopolitiques a toujours été le dialogue républicain, la prise en compte de des positions des divers acteurs, la fédération de diverses opinions⁸⁴.

5. La négociation : mesure de sortie de crises

Au cours des événements qui avait secoué le Cameroun en février 2008, le Chef de l'Etat du Cameroun Paul Biya, dans son discours affirme qu'il est possible de trouver une solution par la négociation à tout conflit social⁸⁵. Ce discours aussi interpellateur qu'il soit invite tous ceux qui se sont lancés dans les rues pour les actes de vandalisme à la négociation. Cette méthode est souvent très peu utilisée dans la gestion des crises au Cameroun. C'est un instrument que le syndicat des transporteurs du secteur routier du Cameroun et les autorités administratives eurent recours pour éviter un embrassement dans ce pays en 2008⁸⁶. Mais, les différentes négociations entreprises par les deux parties n'ont pas abouti à trouver un terrain

⁸³ La péninsule de Bakassi est située au Sud-Ouest du Cameroun et regorge de nombreuses richesses. Elle a été au centre de conflit opposant le Cameroun au Nigéria. C'est en 2008 que cette partie par le biais de la Haye que le Nigéria a définitivement reconnu l'appartenance de ce territoire à l'Etat du Cameroun.

⁸⁴ Kengne Foudouop, *Le Cameroun, autopsie...*, p. 235.

⁸⁵ C. A. Njimeni Njotang, "Le discours de Paul Biya à l'ère du multipartisme : mises en scène argumentatives et relation au pouvoir", Thèse de Doctorat en Linguistique, Université de Bordeaux Montaigne, 2018, p. 199.

⁸⁶ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, pp. 47-48.

d'entente ce qui a conduit à la rue des populations dans les rues de ce pays. En définitive, le dialogue et les négociations apparaissent comme des moyens de gestion des crises sociopolitiques au Cameroun. L'usage de ces deux stratégies n'est souvent très employé par l'Etat⁸⁷.

III. STRATEGIES POLITIQUES DE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN

On entend par stratégie politique de gestion des crises l'ensemble des mesures prises par les acteurs politiques pour l'enlèvement des crises sociopolitiques au Cameroun. Cette sous-partie a pour but de montrer que la tripartite, l'organisation des élections en 1992 ont été des moyens politiques de sortie des crises au Cameroun,

1. Organisation de la tripartite

Tenue du 30 octobre au 13 novembre 1991, la tripartite était un forum politique composé du gouvernement, des partis politiques et de la société civile⁸⁸. La tripartite, tient ses travaux à Yaoundé et est placé sous la houlette du premier ministre Sadou Hayatou. Les décisions majeures de la tripartite étaient prise par le Président de la République Paul Biya⁸⁹. Programmée pour finir le 13 novembre, elle fut prolongée jusqu'au 15 novembre 1991.

En effet, au lieu d'organiser une conférence nationale comme ce fut le cas au Benin, au Mali, au Burkina Faso, au Gabon, au Togo et au ex Zaïre⁹⁰, le président Paul Biya mis sur pied un dialogue national sous l'appellation de tripartite. L'organisation de la conférence nationale souveraine (CNS) servie du point de vue traditionnel sous le signe de "l'esprit de la palabre africaine dont, le but était de rétablir l'harmonie du groupe, au contraire de la palabre du blanc qui cherche à restaurer la justice⁹¹. Du point de vue politico-juridique, la CNS apparaît comme une institution de crise qui sert à organiser le passage d'un régime que l'on enterre à un autre que l'on instaure⁹². En effet, au Benin comme partout ailleurs, la CNS avait pour but, de jeter les bases d'une légalité nouvelle et d'instaurer ou de restaurer la légitimité démocratique afin de sauver les pays de la dérive⁹³.

⁸⁷ M. Moubitang, 56 ans, fonctionnaire retraité, Yaoundé/ Essos, 7mai 2021.

⁸⁸ Kengne Foudouop, *Le Cameroun autopsie...*, p. 244.

⁸⁹ Gueguim Zébazé, " le scrutin présidentiel de...", p. 29.

⁹⁰ Ondoua, "Sociologie du corps...", p. 222.

⁹¹ F. Eboussi Boulaga, "Les conférences nationales souveraines en Afrique, une affaire à suivre", Paris, l'Harmattan, pp. 139-154.

⁹² M. Kamto, *L'urgence de la pensée. Réflexion sur une précondition du développement en Afrique*, Yaoundé, Mandara, 1999, p. 180.

⁹³ *Ibid.*

Pour certains chefs d'Etat, la conférence nationale apparaît comme sans objet et sans fondement juridique⁹⁴. Paul Biya, s'était montré ferme face aux pressions des partis de d'opposition et association de défense des droits et libertés de l'homme qui réclamaient la tenue d'une CNS. Il affirme en ces termes : " je l'ai dit, et je le maintiens la conférence nationale est sans objet⁹⁵". Martelait le président Paul Biya. La tripartite fut organisée parce qu'elle permettait à l'Etat de fixer les règles au détriment du peuple. Or, la CNS, devait permettre au peuple d'être souverain et lui permettre d'avoir la prise de décision⁹⁶

L'ordre du jour initial de la tripartite comportait deux points : l'élaboration d'un code électoral et les modalités d'accès des partis politiques aux médias publics dans la perspective des élections législatives anticipées du 16 février 1992⁹⁷. La révision de la constitution impose un troisième point et une commission adéquate. Conscient que, l'élaboration d'une nouvelle politique en matière d'administration territoriale était indissociable du processus de réforme constitutionnelle, Paul Biya n'a pas été pris de court par le régime du camp adverse. Il avait de la réplique en tant qu'imminent théoricien et praticien du mode d'élaboration conspirationnelle⁹⁸.

En effet, " à l'exception notable de la constitution du 4 mars 1960 dont le projet de loi fut le résultat d'un débat ouvert au sein d'une assemblée constituante en bonne et due forme, toutes les réformes constitutionnelles, du Cameroun, sont marquées par le sceau du secret qui entoure leur élaboration. L'on ne sait jamais à quoi s'en tenir ni la tournure que pourra prendre la suite de la procédure⁹⁹. C'est là que réside la conspiration dans l'absence de transparence, de concertation de prévisibilité. Une seule logique la sous-tend : celle de brouiller la carte pour conserver le pouvoir en affaiblissant les potentiels adversaires¹⁰⁰.

Avait pris part à cette discussion : les universitaires à l'instar de M. Kamto, les hommes d'affaire comme Onobiono James, les journalistes à l'instar de Pius Njawé, les hommes d'église telle que le cardinal Christian Tumi, les responsables politiques (John Ngu Foncha). A l'issue de la tripartite, le mot d'ordre de grève des villes mortes fut levé et certaines résolutions furent prises. La tripartite apparaît comme un moyen d'apaisement social. Elle fut envisagée comme un moyen de régulation socio-politique par le biais duquel la société expurge les

⁹⁴ Telle est le cas particulier du chef de l'Etat du Cameroun.

⁹⁵ Ondoua, " *Sociologie du corps...*", p. 237.

⁹⁶ Tchakounté, 58 ans, commerçant, Yaoundé, 11 avril 2021.

⁹⁷ Kengne Foudo, *Le Cameroun, autopsie...*, p. 281.

⁹⁸ Eboussi Boulaga, *La démocratie de...*, p. 201.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Ondoua, "Sociologie du corps...", pp. 238-239.

forces négatives et aplanit les montagnes d'incompréhension et de haine derrière lesquelles s'embusquent différents fraction en son sein¹⁰¹. Bien qu'au départ, elle fut considérée sans effet pas Paul Biya, ce qui avait aggravé la colère des manifestants, la tripartite a permis de mettre fin aux villes mortes de 1991 au Cameroun¹⁰².

En somme, la déclaration finale de la tripartite dénommée "déclaration de Yaoundé" signée par la majorité des participants le 13 novembre 1991¹⁰³ contribua à apaiser la tension et les violences sociales et mettre fin aux "villes mortes". Elle mit fin du moins momentanément au mandat des commandements militaires opérationnels. Elle avait permis de fixer une date pour les prochaines échéances électorales et apporter une limitation sur les mandats présidentiels. En claire, la tripartite, fut dans le contexte de tensions et de violences sociales qui régnaient au Cameroun depuis plusieurs mois, un soulagement et une délivrance pour toutes les parties prenantes, en dépit des ambiguïtés qui présidèrent à son organisation et des incertitudes qui planèrent sur la mise en œuvre de ses décisions¹⁰⁴. Bien que, la tripartite avait ramené l'ordre, les élections législatives et présidentielles de 1992 avait, joué un rôle important dans la reconstitution de la paix et la sérénité au Cameroun tout en légitimant le pouvoir.

2. Organisation des élections

L'organisation des élections au Cameroun en 1992 avait permis non seulement à légitimer le pouvoir mais aussi avait favorisé le retour de l'ordre et de la sérénité dans ce pays. La tripartite avait jeté les bases de l'organisation des élections au Cameroun. A l'issue de la tripartite, ce sont les élections législatives qui fut organisées afin de reconstituer l'assemblée nationale au Cameroun.

a. Elections législatives : mesures de gestion des crises

Prévue pour le 16 février 1992, les élections législatives s'étaient finalement tenues le 2 mars 1992 au Cameroun. Considérée comme les toutes première sélections multipartites au Cameroun, les législatives s'étaient déroulées dans un climat de calme et de sérénité bien que certains partis politiques n'y étaient pas présents¹⁰⁵. En effet, le parti de John Fru Ndi le Social Democratic Front (SDF) et l'Union des Forces Démocratiques du Cameroun (UFDC) de Hameni Bieleu avaient décidé de boycotter le scrutin. Ils avaient estimés que les autorités

¹⁰¹ Kamto, *L'urgence de la...*, p. 189.

¹⁰² Informateur ayant requis l'anonymat, 56ans, commerçant, Yaoundé, 9 avril 2021.

¹⁰³ 14 des 27 partis de l'opposition politique qui avaient répondu présent signèrent la déclaration de la tripartite du 13 novembre 1991.

¹⁰⁴ Kengne foudouop, *Le Cameroun, autopsie...*, p. 284.

¹⁰⁵ Eboussi Boulaga, *La démocratie de...*, p. 108.

devaient créer des conditions d'élection transparente et juste¹⁰⁶. Le SDF, ne s'était pas présenté aux élections législatives parce qu'il n'y avait rien qui garantissait la transparence¹⁰⁷. Le mot d'ordre lancé par l'opposition avait créé une panique au sein du pouvoir en place. Il craignait que les élections soient boycottées. Face à cette menace, le président Paul Biya fut obligé de promulguer le 16 décembre 1991 deux lois faisant objet à l'assemblée d'une session extraordinaire. La première loi portait sur le mandat des députés et la seconde sur la fixation des conditions d'élection¹⁰⁸.

Le but ultime de ces élections, fut de constituer une assemblée législative avec une représentation de plusieurs partis politiques d'une part, d'autre part permettre la reconfiguration politique du Cameroun à l'intérieur qu'à l'extérieur. L'organisation de ces élections en mars 1992, n'était pas un fait de hasard. Le Cameroun devait accueillir en Avril 1992 la 8ème conférence de l'union interparlementaire¹⁰⁹ (UIP). Cette conférence, était très importante. Elle avait permis de redorer l'image du Cameroun. De plus, les villes mortes avaient détériorés le tissu économique. Pour convaincre à nouveau les bailleurs de fond, il fallait, par conséquent mettre des structures démocratiques en place.

Différents partis politiques pris part aux élections. Les plus marquants étaient le rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) de Paul Biya, l'Union Nationale Démocratique du Peuple (UNDP) de Bello Bouba Maigari, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) de Frédéric Kodock, le Mouvement pour la Défense de la République, le Parti Démocrate du Cameroun¹¹⁰. Ce sont ces différentes formations politiques qui animèrent les élections législatives.

A l'issue des élections, malgré son contrôle du processus électoral, le RDPC obtint une majorité relative à 88 sièges sur 180, celui de Bello Bouba remporte 68 sièges, l'UPC 18 sièges et le MDR 6 places¹¹¹. Mais, le RDPC, a convaincu l'UPC et le MDR de rejoindre son groupe parlementaire ce qui lui a conféré la majorité idoine pour gouverner. Le tableau suivant dresse en quelque sorte les résultats des législatives de 1992.

¹⁰⁶ Pigeaud, *Au Cameroun de ...*, p. 36.

¹⁰⁷ Informateur ayant requis l'anonymat, 56ans, commerçant, Yaoundé, 9 avril 2021.

¹⁰⁸ Kengne Foudouop, *Le Cameroun autopsie...*, p. 284.

¹⁰⁹ Gueguim Zébazé, "Le scrutin présidentiel...", p. 56.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Pigeaud, *Au Cameroun de...*, p. 36.

Tableau 4 : Résultats des élections législatives de 1992.

Partis	Votes	%	Sièges	+/-
RDPC	989 044	45,5	88	-92
UNDP	770 586	35,5	68	Nouveau
UPC	189542	8,7	18	Nouveau
MDR	87 442	4,0	6	Nouveau
PDC	39 758	1,8	0	-
PNP	17 094	0,8	0	-
AUTRES PARTIS	79 939	3,7	0	-
VOTES BLANCS/INVALIDES	238 200	-	-	-
TOTAL	2435 443		180	0

Source : <http://africanelections.tripod.com/cm.html> "Election in Cameroon" consulté le 06 août 2020 à 11h43 minutes.

Le 2 mars 1992, est la date à laquelle avait lieu les élections législatives au Cameroun. A l'issue de cette élection, le parti au pouvoir avait remporté le plus grand nombre de voix mais ne détenait pas la majorité absolue. L'on constate de ce fait que, les temps des scores absolus étaient révolus. Le RDPC avait obtenu plus de sièges (88 sur 180) ce qui le plaçait en tête de la liste. Il faut de rappeler qu'au lendemain des législatives de mars 1992, ce fut grâce à la coalition du MDR que le RDPC, dominant mais minoritaire au parlement, réussit à former un gouvernement. Le SDF ne s'était pas présenté aux élections législatives à cause du code électoral qui ne l'arrangeait pas. Par conséquent, le SDF n'était pas représenté à l'Assemblée Nationale. Le SDF et l'UDC étaient restés dans la ligne d'opposition parlementaire, critiquant l'activité du gouvernement. De ce maillage politique, Moukoko Priso, en est venu à qualifier le MDR, l'UPC et l'UNDP de camp conservateur et le SDF et l'UDC d'opposition démocratique¹¹².

En somme, les législatives de 1992, avaient permis de mettre fin aux "villes mortes" et de reconstituer l'Assemblée Nationale du Cameroun. Elles avaient contribué à l'apaisement des troubles et violence qui régnaient au Cameroun. Les élections législatives permis de mettre en place les premières structures multipartites et par la suite réorganiser l'assemblée nationale de ce pays qui longtemps n'était que représenté par un seul parti politique. L'ouverture démocratique de certains pays africains comme le Cameroun avait favorisé une concurrence politique créant de véritables tensions entre les conquérants du pouvoir. Après l'organisation des législatives, s'était les élections présidentielles qui furent organisées afin de légitimer le pouvoir.

¹¹² N. Demers-Labrousse, " La démocratie en Afrique Subsaharienne : Le cas du Cameroun", Mémoire de Master en Science Politique, Université de Sherbrooke, 2012, p. 71.

b. Les élections présidentielles comme stratégie de gestion des crises

Initialement prévu pour le 6 octobre 1992, le président Paul Biya annonce le 25 août 1992 la tenue anticipée de l'élection présidentielle. En effet, le mandat présidentiel arrivait à son terme en avril 1993. Il fallait trouver un moyen pour vite organiser les élections. Ces élections anticipées, marquent la deuxième étape majeure de l'agenda politique national issu de la tripartite¹¹³. La boîte des astuces politiciennes considérée en réalité comme "une machine à broyer" toute adversité allait fonctionner en plein temps. La loi qui régissait l'élection présidentielle au scrutin majoritaire à un seul tour est votée le 17 septembre 1992¹¹⁴. C'était au ministre de l'administration territoriale de superviser l'élection et non à une commission électorale indépendante.

Suite à l'annonce anticipée des élections, l'opposition politique fut scandalisée. Mais, rien ne l'avait empêchée de se présenter aux présidentielles. Elle voulait corriger les erreurs des précédentes élections. Son souci, était de permettre au Cameroun de passer à une véritable démocratie multipartite. C'est au travers de cette ambiance que l'opposition s'était résolue de se présenter aux élections.

Bien que, certains partis d'opposition à l'instar du SDF ne possèdent aucune place à l'assemblée nationale, ce parti dit radical, sous la houlette de son chairman John Fru Ndi pris part aux élections. L'anticipation des élections était due au fait que, le pouvoir en place craignait de se faire ébranler par une opposition fugace qui voulait retrouver sa noblesse et prendre les rênes du pouvoir.

Cinq partis politiques étaient présents et chacun à sa manière devait jouer le jeu pour se mettre au pouvoir. Amadou Ndam Njoya, Bello Bouba Maigari, John Fru Ndi, Emah Ottou, et Jean Jacques Ekindi furent les potentiels candidats¹¹⁵. A la veille des élections, deux des candidats se sont retirés à la faveur du président sortant. Le recul de la date des élections fut une stratégie pour empêcher l'opposition de mieux s'organiser et ses électeurs à s'inscrire sur les listes électorales.

Le déroulement des élections est marqué par une série de *meeting*. Fru Ndi enflamme les foules en marquant du poing levé "power to the people"¹¹⁶. Médias, marchés, rue, servaient de campagne électorale. Ce fut une grande première au Cameroun. Jamais le Cameroun

¹¹³ Kengne Foudouop, *Le Cameroun autopsie...*, p. 284.

¹¹⁴ Pigeaud, *Au Cameroun de...*, p. 35.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ *Ibid.*

n'avait connu jusqu'ici une campagne électorale présidentielle aussi intense, aussi animée et aussi riche en petite phases assassines. Il tient de rappeler que, la tripartite avait défini les conditions d'accès aux médias, des candidats aux consultations électorales nationales¹¹⁷ Le chairman du SDF avait réussi à s'attirer tous les partis politiques qui avaient intégrés l'union pour le changement. Il s'était fait remarqué durant les "villes mortes" et son mot d'ordre de boycott des législatives.

Après avoir voté le 11 octobre 1992, il avait fallu attendre douze jours pour la proclamation des résultats finaux des élections présidentielles. C'est donc le 23 octobre que la cours suprême va finalement proclamer les résultats. Paul Biya fut proclamé vainqueur avec soit 39,9% des voix contre 35,9% pour Fru Ndi¹¹⁸. La proclamation de ces résultats avec comme gagnant Paul Biya avait entraîné des tensions postes électorales dans le Pays plus précisément du côté du fief de Ni John Fru Ndi. Le tableau suivant informe sur les résultats obtenus par chaque candidat.

Tableau 5 : Résultats officiels des élections présidentielles de 1992.

Candidats	Suffrage exprimé	Pourcentage
Paul Biya	1.185.446	39,9%
Fru Ndi	1.066.602	35,9%
Bello Bouba	569.887	19,2%
Adamou Ndam Njoya	107.41	3,6%
Jean Jacques Ekindi	23.523	0,7%
Emah Ottou	12.545	0,4%

Source : <http://africanelections.tripod.com/cm.html> "Election in Cameroon" consulté le 06 août 2020 à 11h43 minutes.

Avant la proclamation des résultats définitifs des élections présidentielles de 1992, le 21 octobre 1992 date retenue pour la proclamation des résultats, le Chairman du SDF s'était déclarait quelques jours avant victorieux de cette élection à Bamenda. Il affirmait qu'il avait remporté les élections avec 38,67% des suffrages contre 36,86% pour le président sortant¹¹⁹. Mais, à l'issue de la proclamation des résultats le 23 octobre par le cours suprême, Paul Biya remporte cette élection avec 39,9% soit 1.185.446 de suffrage exprimé. Les résultats définitifs de cette élection plaçaient Fru Ndi deuxième, suivie de Bello Bouba qui avait reçu 19,2% de

¹¹⁷ La couverture médiatique du scrutin présidentiel d'octobre 1992 fut sévèrement critiquée par certains observateurs nationaux et internationaux car on notait un déséquilibre de la couverture médiatique de la campagne des différents candidats.

¹¹⁸ Kengne Foudouop, *Le Cameroun autopsie...*, p. 287.

¹¹⁹ *Ibid.*

votes. Cette élection avait pour but de légitimer le pouvoir qui longtemps était placé sur l'autorité de Paul Biya qui était le président du RDPC.

Au terme de cette analyse, on peut conclure que les élections présidentielles de 1992 ont contribué à gérer une crise sociopolitique au Cameroun. Elles ont été un moyen habile pour apaiser et pacifier un climat politique délétère. Elle de ce fait, permis de pacifier une conjoncture tourmentée par des crises sociopolitiques. Son objectif était de légitimer un pouvoir sérieusement contesté, de confier une véritable légitimité aux dirigeants camerounais.

Ce chapitre, a consisté à montrer les stratégies de gestion des crises sociopolitiques mis en place par l'Etat pour mettre fin à ses crises. Il ressort de ce travail que, la dissuasion, les patrouilles et les rafles sont les stratégies violentes de gestion de crise utilisé par l'Etat d'une part, d'autre part, pour gérer les crises sociopolitiques entre 1990 et 2008, l'Etat a créé le commandement opérationnel et s'était aussi servi des unités spécialisées de police qui apparaissent comme des mécanismes violents de gestion des crises pour museler les supposés auteurs de trouble au Cameroun. Hors mis, ces stratégies violentes de gestion des crises, la multiplication des commissariats et poste de police, la mise sur pied du dialogue, le recrutement à la fonction publique, les nominations et la baisse des prix sont des stratégies non violentes qui avaient permis de juguler les crises sociopolitiques au Cameroun. En dehors des stratégies violentes et non violentes, l'Etat, s'était servi des mesures politiques à savoir la tripartite, les élections législatives et présidentielles pour non seulement légitimer le pouvoir mais aussi de ramener l'ordre et le calme dans ce pays.

**CHAPITRE IV : CONSEQUENCES, ZONES D'OMBRE ET
PROPOSITIONS DANS LA GESTION DES CRISES
SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN**

Les stratégies de gestion de crises mis en place au Cameroun ont certes permis le retour de l'ordre et de la sérénité sociopolitiques mais elles ont contribué à la montée en puissance de l'insécurité dans ce pays. Ces mécanismes de gestion des crises qui sont à la fois répressives et non répressives s'accompagnent des pratiques qui mettent en branle le non-respect des principes démocratiques. Ce chapitre, cherche à montrer que, les différentes mesures utilisées par l'Etat pour restaurer le calme ont eu plusieurs limites. Certaines ont provoqué la collé de défense des droits de l'homme et de la société civile. Le présent chapitre, met aussi en évidence les critiques formulées à leur encontre et analyse les conséquences des mécanismes de gestion de ces crises. Il formule enfin des propositions susceptibles d'améliorer la gestion des crises sociopolitiques au Cameroun.

I. CONSEQUENCES DES STRATEGIES DE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN

Le Cameroun est un pays où les citoyens sont égaux en droit et en devoir. C'est un Etat de droit qui garantit à ses citoyens l'égalité devant les services publics. Durant les villes mortes de 1991 et les émeutes de 2008, les mécanismes de gestion des crises employés, par l'Etat eurent plusieurs conséquences. Ces mécanismes ont favorisé la recrudescence de l'insécurité et certains ont créé des tensions politiques après la proclamation des résultats du scrutin présidentiel de 1992. Cette sous-partie relève les conséquences des mécanismes de gestion des crises mis en place par l'Etat du Cameroun.

1. La levée de bouclier contre le recours à la violence d'état

Dans son ouvrage intitulé la politique de la terreur : Essai sur la violence révolutionnaire (1789-1794), Patrice Gueniffy définit, la politique de la terreur comme étant une stratégie destinée à provoquer un degré de peur jugé nécessaire à l'accomplissement d'objectifs politiques et se basant intentionnellement sur l'arbitraire afin d'obtenir la soumission de tous les citoyens¹. En 1990, la crise populaire de légitimation de l'Etat est diversement manifestée à travers : la lettre ouverte de Célestin Monga au président, la marche des chauffeurs taxi et sauveteurs à Douala, la campagne de désobéissance civile appelée " villes mortes" orchestrée autour du slogan " Biya must go" et la réclamation de la tenue d'une CNS². L'intransigeance de l'opposition pousse le pouvoir à radicaliser sa violence. C'est ainsi que, le commandement opérationnel est instauré pour maintenir l'ordre hégémonique du

¹ P. Gueniffy, La politique de la terreur : Essai sur la violence révolutionnaire, Paris, Fayard, 2000, p. 376.

² L. Sindjoun, " Le président de la République au Cameroun (1982-1996). Les acteurs et leur rôle dans le jeu politique, Centre d'Etudes d'Afrique Noire, N°50, 1996, p. 69.

président Biya³. Au cours des émeutes de 2008, contrairement en 1990 où l'Etat avait mis en place le commandement opérationnel pour faire valoir son droit de violence, en 2008, ce sont les forces spéciales qu'il avait utilisé pour valoir son droit de violence afin de ramener l'ordre et d'imposer sa puissance où elle l'avait perdu. Il se trouve des moments où, "des décideurs" s'adjugent à déterminer les "sévérités nécessaires" pour le rétablissement de l'ordre⁴. Certes, les têtes ne sont plus tranchées à la guillotine parce que les modes d'exécution ou de gestion ont considérablement évolués. Mais, la dignité humaine subit toujours des pratiques de violence que même les contrées dites démocratiques. Au nom du maintien de l'ordre, le dénominateur commun qui accompagne l'action de l'Etat est souvent l'utilisation de la violence.

Les autorités camerounaises ont la responsabilité de maintenir l'ordre public dans le pays et de protéger l'ensemble de sa population. Au cours des événements de 2008, les forces de l'ordre ont fait usage excessif de la force durant l'exécution de leur opération de maintien de l'ordre. Afin de contrôler les manifestants et affronter les émeutiers, les autorités ont rapidement décidés d'appeler l'armée ainsi que les unités de forces spéciales (GSO, GPIGN, BIR, BTAP) en soutien de la police et de leur confier en partie la conduite des opérations de maintien de l'ordre. Le choix de recourir à des bataillons militaires a eu des conséquences très néfastes sur l'utilisation excessive des armes à feu⁵.

Le déploiement des forces spéciales sur le terrain en février 2008, était non seulement d'affirmer par la violence l'autorité de l'Etat, mais de punir ou de soumettre tous les supposés auteurs de trouble. Les associations de défense des droits de l'homme, ont accusé l'Etat, au moyen des forces de maintien de l'ordre de perpétrer des actes de violences sur les manifestants. Les autorités responsable de l'application des lois ont utilisé des camions lance eau, du gaz lacrymogène, des grenade assourdissantes et disposaient, pour certains, de matraques et de boucliers⁶.

Les contingents de militaires supplémentaires déployés sur le terrain pour prêter main forte aux forces de défense traduisent le désir de violence sur les manifestants non

³ C. Amina Djouldé, " Fortune et infortune de « Tonton Mitterand » dans la production pictural satirique au Cameroun sous l'ère des questions démocratiques (1990-1993)", African Humanities, Volume II et III ? Septembre 2007, p. 108.

⁴ H. de Marie Haugou, "Le BIR et la GP dans la politique de défense et de sécurité du Cameroun. Socioanalyse du rôle présidentiel, des concepts stratégiques et d'emploi des forces", Mémoire de Master en gouvernance et politique publique, UCAC, 2011, p. 340.

⁵ Rapport de l'Observatoire National des droits de l'Homme avec l'appui de l'ACAT-Littoral et de l'ACAT-France, 25-29 février 2008, Cameroun, une répression sanglante à huit clos, p. 19.

⁶ *Ibid.*

armés. La moindre provocation est contre carrée par l'usage des armes à feu⁷. Les hommes du BIR, dépêchés en renfort, déambulent le long des artères les plus sensibles. Ils ont, à plusieurs reprises fait recours à la force. Ainsi, l'utilisation du BIR, au cours des émeutes de février 2008, légitimait la violence de l'Etat. Leur démonstration de force à Douala et à Yaoundé et leur capacité physique et symbolique a permis au pouvoir de mater les émeutiers⁸.

Pour légitimait la violence de l'Etat, les forces de l'ordre ont lancé des gaz lacrymogène sur la foule, soit par un hélicoptère soit par l'utilisation du matériel de l'ordre (chars, bouclier anti-émeute). Certains éléments des forces de l'ordre tirent à balles réelles sur les manifestants. S'ensuivent des bastonnades et d'autres mauvais traitements. Les soldats marchent sur les manifestants, les frappent avec les pieds et divers instruments (crosses, matraques, branches d'eucalyptus⁹). Les forces de l'ordre et les unités spéciales déployées en février 2008, ont, par la violence, réaffirmé l'autorité de l'Etat. Ainsi, les unités spéciales sont utilisées pour le rétablissement de l'ordre et non pour le maintien de l'ordre. Leur utilisation matérialise la volonté de l'Etat à utiliser la force en temps de crise.

2. Incidences diplomatiques

En 1990, les promesses d'ouverture du renouveau tardent de se mettre en place. Les populations, excédées, commencent progressivement à revendiquer dans la rue, la mise en place de la démocratie. Pour pacifier la vie politique du Cameroun, les élections législatives, suivies des élections présidentielles en 1992 seront organisées. Mais, l'organisation de ces élections est entachée d'irrégularités en faveur du parti-Etat le RDPC¹⁰. Compte tenu de ces dérives du pouvoir, les principaux bailleurs de fond les Etats-Unis et l'Allemagne, s'indignent et sanctionnent le régime. Ils se disent révoltés par les irrégularités associées aux multiples violations des droits de l'homme et la violence policière.

En 1994, les Etats-Unis vont plus loin en fermant les portes du bureau du programme local de l'aide au développement, l'USAID-Cameroun¹¹. Le montant de la subvention des projets bilatéraux germano-Cameroun va passer de 50 million de Dollars américains en 1992 à 30 millions en 1993¹². L'Allemagne ne se contente pas de réduire le

⁷ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 55.

⁸ Haungoup, "Le BIR et la GP...", p. 340.

⁹ Rapport de l'Observatoire National des droits de l'Homme avec l'appui de l'ACAT-Littoral et de l'ACAT-France, 25-29 février 2008, Cameroun, une répression sanglante à huit clos

¹⁰ Eboussi Boulaga, *La démocratie de...*, p. 263.

¹¹ G. L. Taguem Fah, " Opposition et parti au pouvoir : Une rivalité aux racines (néo)coloniales" in Eboussi Boulaga et al, *Re-penser et re-construire l'opposition camerounaise*, Yaoundé, Terroirs, 2014, p. 197.

¹² Taguem Fah, " Opposition et parti...", p. 197.

montant de ses subventions à l'économie camerounaise, son action va l'amener à convaincre l'Union Européenne à suspendre son aide au Cameroun¹³. Mais, le Cameroun va échapper à cette sanction grâce à l'intervention de la France. Son intervention a permis d'annihiler les manœuvres, réduisant les initiatives européennes à une simple mise en garde¹⁴.

Au lieu de suivre les traces des autres pays européens, la France opte pour la sauvegarde du régime. Le but de ce rapport de force n'est pas de sauvegarder les positions stratégiques de la France en Afrique centrale, mais, il fait aussi état des tensions et rivalités entre nations étrangères sur le territoire camerounais¹⁵. Face aux sanctions américaines et allemandes à l'encontre du Cameroun, la France qui ne tient pas à la chute du régime de Yaoundé a triplé le montant de son aide pour assurer la survie du régime. Dès 1991, l'aide française est passée de 175,7 millions de Dollars américaines à 407,3 millions en 1992 et en 1993 à 425,7 millions¹⁶.

A l'analyse de ces faits, il est important de comprendre que, les irrégularités observées au cours des élections législatives et présidentielles en 1992 au Cameroun ont entachés ses relations bilatérales avec les Etats Unis et l'Allemagne. Mais, grâce au soutien de son pré-carré français, le régime va d'une certaine manière échapper aux sanctions de ses bailleurs de fond. La France va doubler son aide ce qui a permis au régime de Yaoundé de se maintenir.

3. Tensions dans le pays après les résultats du scrutin présidentiel de 1992

L'élection présidentielle de 1992 s'est tenue le 11 octobre 1992. Ces élections, sont par conséquent les premières élections présidentielles à avoir plusieurs candidats. A l'issue de celles-ci, Paul Biya, président sortant, sort vainqueur. Les résultats de la dite élection était censé sortir douze jours après la tenue du scrutin. Mais, c'est seulement le 23 octobre que la cours suprême proclame les résultats. Le RDPC, sous la houlette de son président remporte les élections avec 39,9% de voix suivi du SDF qui aura 35,9% de voix¹⁷.

Bien avant, le chairman du SDF John Fru Ndi s'était déjà proclamé vainqueur des dites élections. Le 21 octobre, il déclare à Bamenda qu'il a remporté le scrutin avec 38,67% de suffrage contre 36,86 pour le candidat sortant. Mais, lorsque les résultats officiels sortent le 23

¹³ Le Cameroun va échapper à cette sanction grâce à l'intervention de la France. Son intervention a permis d'annihiler les manœuvres, réduisant les initiatives européennes à une simple mise en garde

¹⁴ Taguem Fah, " Opposition et parti...", p. 197.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Emmanuel Nicolas, " Donors-patrons and Aid clients : the case of France and Cameroun", African Humanities, vol1, n°1, 2010, pp. 73-91

¹⁷ Kengne Foudouop, *Le Cameroun autopsie...*, p. 287.

octobre, la cours suprême dans un grand suspens annonce Paul Biya vainqueur. John Fru Ndi crie au scandale. Il va introduit un recours auprès de la cours suprême pour un nouveau décompte des voix. Mais, à l'issu des délibérations c'est Paul Biya qui sort vainqueur. Ces résultats vont conduit à une vague de protestations et de manifestations de la part des membres du SDF dans tout ce pays plus particulièrement au Nord-Ouest, bastion électoral de ce parti¹⁸.

Cependant, les élections présidentielles, bien qu'elle avait pour rôle de contenir les revendications sociopolitiques nées dès les années 1990 au Cameroun, a été aussi un élément qui a suscité les troubles et violences post électorales à travers le pays. Ces violences sont nées suit à la proclamation des résultats, le parti au pouvoir et l'opposition conduite par l'alliance pour le changement s'était livrés à une guerre de proclamation des tendances avant le résultat final¹⁹. Les résultats avaient créé un esprit de choc entre le SDF et le gouvernement. Pour contenir les troubles liés à la contestation des résultats du scrutin présidentiel de 1992, le président réélu avait décrété l'état d'urgence de deux mois dans la province du Nord-Ouest et plaça la maison de John Fru Ndi sous surveillance²⁰. Il avait aussi créé l'opération l' "Harmattan²¹" en vue du rétablissement de l'ordre dans ce pays après le scrutin présidentiel de 1992.

4. La persistance de l'insécurité

L'Etat du Cameroun est confronté à une menace sécuritaire qui fait de lui un territoire traversé par des tensions sociopolitiques. Tout d'abord nous avons le problème anglophone qui a donné naissance à une insécurité galopante dans les régions du Nord –ouest et Sud-est obligeant les populations à se ruer vers d'autres territoires. Mis à part le problème anglophone, le terrorisme, le grand banditisme et le phénomène des coupeurs de route sont des tares qui fragilisent la sécurité des camerounais²². La montée exponentielle de l'insécurité à fait dire à J.M Balencie et A. De La Grange que

Le Cameroun apparaît comme un pays vulnérable, en proie à une grave crise politique. Celle-ci est provoquée par les ratés de la démocratisation et le réveil de certaines spécificités (éthniques, linguistiques, géographiques). Il est également frappé par une forte

¹⁸ Kengne Foudouop, *Le Cameroun autopsie...*, p. 287.

¹⁹ Guéguim Zébazé, " Le scrutin présidentiel...", p. 56.

²⁰ *Ibid.*

²¹ L'opération Harmattan est une opération exceptionnelle mis en place pour contenir les troubles créés par les résultats du scrutin présidentiel de 1992 au Cameroun.

²² Chouala, "Conjoncture sécuritaire, Champ...", p.6.

montée de l'insécurité qui touche les grandes agglomérations, mais qui s'avère surtout préoccupante dans l'extrême nord du pays, théâtre d'une situation conflictuelle²³.

L'échec démocratique du Cameroun a conduit à la prolifération des forces de délinquance et de criminalités qui serment la terreur dans les artères du pays. Ainsi, l'insécurité due aux violences urbaines touche indistinctement la majorité sociale. Le discours institué attribue de façon péremptoire un fondement politique de l'insécurité. L'Etat a failli à sa mission. Incapable de remplir ses fonctions régaliennes. Le détournement de l'Etat de sa fonction distributrice des utilités de survie fut au fondement des logiques diversifiées de sortie de l'Etat. L'Etat discriminatoire dans l'offre des prestations sociales légitimes, c'est en quelque sorte " l'Etat en dissidence²⁴" ou l'Etat autogéré. L'hypothèse de l'Etat autogéré signifie que le gouvernement est plus intéressé par le bien être des agents de l'Etat qui le contrôle de *facto*, que par celui de la population dans son ensemble²⁵. Face à une pareille conjoncture de la monopolisation, de confiscation des substances et des rentes par les configurations incrustées dans l'appareil de l'Etat, les laisser pour compte des préoccupations ou des allocutions étatiques des utilités de survie s'orientent vers des voies marginales désinstitutionnalisées d'accès sinon au mieux - être du moins au bien-être social²⁶.

Toutefois, lire l'insécurité uniquement en terme politique s'avère insuffisant. Car, un Etat, quel que soit sa grandeur ne peut offrir de l'avoir à l'ensemble de ses citoyens. En effet, le fondement de l'insécurité est perceptible dans l'inégale répartition des ressources issue des biens naturels du pays. Le fondement de l'insécurité doit être situé dans une perspective plus froide dans le déséquilibre observable entre les dynamiques de la puissance sociale et la capacité d'ordonnement du pouvoir visiblement peu apte à se réinventer pour s'adapter à la complexification sociale²⁷.

Somme toute, la montée en puissance de l'insécurité au Cameroun durant la période comprise entre 1990-2008 résulterait dans un premier temps de la transition politique manquée et dans un second temps du désistement de l'Etat de ses fonctions régaliennes. Ce désistement avait participé à l'aggravation des mauvaises conditions de vie des citoyens. Ce qui a entraîné certains jeunes à se tourner vers des pratiques de criminalité et de banditisme.

²³ J. M. Balencie et A. De La Grange, *Mondes rebelles. Acteurs, conflits et violences politiques*. Tome1 Amérique latine, Afrique, Paris, Michalon, 1997, p.564.

²⁴ Y. A. Chouala, "Désordre et ordre dans l'Afrique centrale actuelle. Démocratisation, Conflictualisation et transitions Géostratégiques Régionales", Thèse de Doctorat de 3^{ème} cycle en relations internationales, Université de YaoundéII, IRIC, 1999, p.464.

²⁵ J. P. Azam, "L'Etat autogéré en Afrique", *Revue d'Economie du Développement* n°4, pp. 3-19.

²⁶ J. M. Ela, *Afrique, l'irruption des pauvres. Société contre- pouvoir, ingérence*, Paris, l'Harmattan, 1994, p. 234.

²⁷ Chouala, "Conjoncture Sécuritaire, champ...", p. 12.

Durant les villes mortes, en obtenant l'ordre par tous les moyens, on a déchainé les forces de délinquance et de criminalité qui ne se limitent pas à leur mandat ni ne s'arrêtent pas avec les villes mortes²⁸. Ainsi, l'Etat a laissé paraître des signes de faiblesses puisque la situation sociopolitique du Cameroun est loin d'être stable.

II. ZONES D'OMBRE : ENTRE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET DETENTIONS ARBITRAIRES

Les manifestations sociopolitiques au Cameroun ne sont pas toujours encadrées comme il se doit par les autorités. Plusieurs limites sont souvent relevées surtout au niveau des droits et libertés de l'homme. Cette partie relève certaines limites observées, lors du déploiement des différents mécanismes ou des forces de sécurité sur le terrain lors de leurs opérations.

1. La violation des droits humains par les forces de sécurité

Durant les manifestations certaines organisations non-gouvernementales à l'instar de l'abolition chrétienne pour la torture²⁹ (ACAT) avaient décriés les violations des droits humains par les forces gouvernementales. Selon son rapport, un ensemble de types de droit de l'homme ont été violés. Les atteintes aux droits de l'homme peuvent se ranger aussi bien dans le domaine du registre des droits civils, politiques, économique que celui du droit social et culturel.

a. L'usage de la force et l'atteinte à la vie des manifestants non armés

Durant les manifestations du 26 mai 1990, des villes mortes de 1991 et des émeutes de 2008, face à la détermination des manifestants, les autorités ont eu recours à des moyens disproportionnés pour maintenir l'ordre et protéger l'ordre public³⁰. Le 26 mai 1990, alors que le leader du SDF avait organisé une marche pacifique pour la reconnaissance de son parti politique, les manifestants furent dispersés par les forces de sécurité. Celles-ci avaient recours à des gaz lacrymogènes et à des balles à faibles distance pour disperser les manifestants³¹. En février 2008, au de la des forces classiques de maintien de l'ordre (police et gendarmerie), la généralisation des manifestations a été un prétexte pour faire intervenir les unités spéciales des forces de sécurité, à l'instar du Groupement Spécial d'Opération (GSO), du Bataillon

²⁸ Eboussi Boulaga, *La démocratie de transite...*, p. 85.

²⁹ L'Association Chrétienne de lutte contre l'abolition de la torture est une organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme au Cameroun. Elle a été créée en 1993 et lutte contre la torture et la peine de mort.

³⁰ Rapport de l'Association Chrétienne contre l'Abolition de la Torture (ACAT) sur la situation des droits de l'homme au Cameroun, p.8.

³¹ <https://www.hrw.org/fr/news/2020/03/30/rapport-alternaty-soumis-la-commission-afric.html>, consulté le 5 janvier 2021 à 12h14 minutes.

d'Intervention rapide (BIR), et de l'armée à l'instar du Bataillon des Troupes Aéroportés (BTAP) et la Garde Présidentielle (GP)³².

Pourtant la législation camerounaise qui régit l'utilisation de la force par les responsables de l'application de la loi, prescrit ce moyen uniquement en cas de nécessité absolue et de façon proportionnelle³³. Les principes de base des nations unies sur le recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application de la loi, dans sa cinquième énumération, édicte les mesures à prendre dans le cadre du maintien de l'ordre durant les crises³⁴. Fort est de constater que cette procédure n'est toujours pas respectée.

b. La violation des droits à la liberté d'expression, d'opinion, d'association et d'information

Au cours des manifestations de 1990 et de 2008, les leaders politiques et d'opinion ont subi toutes sortes d'intimidation et de violence tendant à interdire toute manifestation publique, d'abord contre l'organisation d'une marche pacifique pour demander la légalisation de leur parti politique³⁵ ensuite contre la modification de la constitution envisagée par le président de la République³⁶. Le *meeting* public programmé par le responsable local du SDF à Douala et député à l'Assemblée Nationale (AN) a été interdit par le préfet suscitant le mécontentement de ses partisans. Tout comme en 1990, en 2008 certains hommes politiques et leader d'opinion (Mboua Massock, Joe la Conscience) en vue dans la région du littoral ont aussi subi le harcèlement des autorités administratives et de police³⁷. L'artiste Joe la Conscience a été condamné pour avoir mené une grève de la faim contre la révision constitutionnelle.

En 1990, certains hommes de média, ont été accusés d'affront à la personne du chef de l'Etat et ont été arrêtés et jugés. Certaines chaînes de télévision avaient été suspendues par le ministère de la communication. C'est le cas d'Equinoxe TV, une chaîne de télévision indépendante. Il lui était reproché de faire une grande propagande en faveur de l'opinion qui

³² Rapport de l'Association Chrétienne contre..., p. 9.

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*

³⁵ La liberté de création d'association et de parti politique est autorisée au Cameroun à partir des années 1990. Suit à cette loi de nombreux parti politiques vont se mettre en place mais certains vont se voir refuser l'autorisation de légalisation. C'est ainsi que suite au refus des autorités de légaliser le SDF, le leader de ce parti politique va organiser une marche pacifique le 26 mai 1990 juste après la fête de l'unité.

³⁶ Le président Paul Biya dans son discours de fin d'année de 2007, émet sa volonté de modifier la constitution du 1^{er} janvier 1996 ceci à fin de se présenter aux élections de 2011 mais ce désir sera vivement critiqué par l'opposition et la population

³⁷ Edjangué, *Cameroun un volcan...*, p. 28.

était contre la révision constitutionnelle.³⁸ Dans le même sillage, certains journalistes nationaux, correspondants des médias internationaux ont reçu des menaces anonymes leur reprochant de ternir l'image du Cameroun à travers leurs divers reportages³⁹.

2. Arrestation et détention arbitraire

En matière pénale, l'arrestation est le fait d'appréhender une personne en ayant recours à la force si besoin est en vue de la comparution devant une autorité judiciaire ou administrative ou à des fins d'incarcérations⁴⁰. En effet, des textes et lois régissent les arrestations au Cameroun. Mais, ceux-ci ne sont toujours pas respectés par les autorités. Pour se faire, le procureur de la république ou le commissaire du gouvernement décerne contre lui un mandat d'arrêt ou de d'amener ou de comparution. Dans le cas contraire ce dernier doit au préalable être convoqué afin d'ouvrir une instruction judiciaire et l'entendre sous procès-verbal.

Mais, durant les manifestations des 1990 et celles de 2008, beaucoup de personnes ont été arrêtées de manière illégale. En 2008, selon le rapport de l'Organisation Nationale des Droits de l'Homme (ONDH), plus de 3000 personnes furent arrêtées dans presque toutes les villes du pays où les manifestations avaient été organisées par les supposés auteurs de trouble⁴¹. Plusieurs personnes avaient mis aux arrêts par les forces de sécurité. Les cellules de gendarmerie et commissariat connues souffraient d'une surpopulation des détenus. Avec l'arrivée massive des détenus, les conditions de détentions se détérioraient au fur et à mesure. Une telle surpopulation carcérale entraînait la multiplication des cas de maladie, de sous-nutrition et de malnutrition⁴². Les motifs de ces arrestations variaient. Les plus courantes furent troubles à l'ordre public, atteinte à la personne du chef de l'Etat, incitation à l'insurrection, outrage au chef de l'Etat ou aux autorités, encouragement de la subversion etc. ces arrestations qui se faisaient dans l'illégalité avaient pour but de traquer tous les frotteurs de trouble.

Le 17 février 1990, pour avoir demandé au président de la République Paul Biya l'application de la constitution et le retour à la démocratie, Yondo Black, Anicet Ekané, Albert Mukong furent arrêtés avec une brutalité indescriptible.⁴³ Ces arrestations témoignent certains manquements de la part de l'appareil gouvernemental durant les revendications

³⁸ Edjangue, *Cameroun un volcan...*, p. 28.

³⁹ Rapport de l'Action Chrétienne contre la Torture, p. 10.

⁴⁰ Tsala Tsala, "Les détenus politiques...", p. 146.

⁴¹ Rapport de l'Action Chrétienne contre la Torture, p. 9.

⁴² *Ibid.*, p.10.

⁴³ Tsala Tsala, "Les détenus politiques...", p. 246.

sociopolitiques au Cameroun. De ce fait, des suggestions sont faites pour une gestion efficace des crises sociopolitiques par l'Etat du Cameroun.

III. PROPOSITIONS POUR UNE "MEILLEURE" GESTION DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN

L'hyperthermie sociopolitique quasi chronique que vit le Cameroun depuis 1990, est un indicateur de l'inéquation des thérapies que le gouvernement lui a appliqué jusqu'ici. Une révolution du logiciel du régime et de l'Etat camerounais est la condition sine qua non du règlement des dites crises. Nos propositions visent à épargner le Cameroun des démons des crises et conflits à répétition. Elles sont conditionnées par le respect de certains paradigmes, au nombre desquels figurent le respect des principes démocratiques d'une part, d'autre part, la pratique de la bonne gouvernance et le renforcement de l'éducation aux droits de l'homme.

1. La nécessité du respect des principes démocratiques

Le respect de la démocratie, des droits et liberté de l'homme, la bonne gouvernance et le bon gouvernement sont des paradigmes clés de la consolidation d'un Etat. L'instauration d'une démocratie véritable passe par le respect des principes démocratiques que sont : la quête du suffrage du peuple, la liberté d'association et de presse, la séparation des pouvoirs et l'alternance politique. Le respect de ces principes démocratiques est l'antidote de la survenue des crises et conflits dans la cité.

a. La liberté d'association

Pour mieux gérer les crises, il faudrait que la liberté d'association telle que garantie par la loi de 1990 soit véritablement respectée. C'est un critère très important au sein d'un Etat. Cette liberté permet aux personnes de se regrouper autour d'une cause commune, de s'asseoir en différents organismes dans le but d'échanger et d'être plus forts, de revendiquer tout en ayant des appuis d'un groupe⁴⁴. Il est possible de créer toute sorte d'associations ou de regroupements sans crainte de répression ou de représailles pourvu qu'elle ne soit pas contraire à la loi et la constitution⁴⁵. Cette liberté, au Cameroun est véritablement effective. La vie associative, est complètement libéralisée : réunions et *meeting* et autres rencontres à

⁴⁴ B. Kenmogne, " La politique camerounaise en matière des ONG, Revue de développement et coopération ; N° 4, Août 2002, pp. 22-25. En ligne <http://www.inwent.org/E+Z/zeitschr/df402-8.htm> consulté le 03 Janvier 2021 à 9h43 minutes.

⁴⁵ Demers-Labrousse, " La démocratie en..., p. 97.

caractère politique ou culturel se déroulent sans heurts sur toute l'étendue du territoire⁴⁶ La liberté d'association au Cameroun est plus ancienne que la liberté de presse. Elle date des années 1960 et a été amendée en 1990⁴⁷. Au Cameroun cette liberté d'association doit être reconnu à tous lorsque les parties désireux créer une association ne vont pas à l'encontre de la loi. De ce fait, la création d'association devrait être facilité par les autorités compétentes à fin d'éviter toutes manifestation comme ce fut le cas en 1990 avec le SDF.

b. La liberté de presse

La liberté de presse est un principe démocratique important. Elle mérite d'être reconnu et respectée. La presse permet au peuple d'être informé de l'état du pays, d'avoir les plus récentes nouvelles concernant les actions des dirigeants et de suivre l'actualité quotidienne d'ici et d'ailleurs⁴⁸. C'est donc par elle que le citoyen devient un acteur informé. Au Cameroun, on note la présence de plusieurs kiosques de journaux. Cette liberté mérite d'être respectée. La liberté de presse, devrait être acquise au Cameroun. Les hommes de média doivent exercer leur fonction sans aucune crainte ou de parti pris. Ce principe, reconnu par l'Etat du Cameroun à partir des années 1990 mérite qu'il soit véritablement effectif.

L'Etat doit permettre aux journalistes d'exercer leur métier en toute tranquillité sans aucune contrainte. Les journalistes doivent émettre leur point de vue et se faire entendre sans toutefois porter atteinte aux institutions et autorités de la nation. Au Cameroun, il faudrait permettre aux hommes de média de publier sans peur de représailles⁴⁹. Si cette liberté, est respectée de tous, elle permettrait d'éviter qu'il y ait désaccord ou représailles.

c. La tenue d'élections libres et transparentes

Une véritable démocratie passe par la tenue d'élection libre et transparente selon les rendez-vous politiques. Ceci pour mettre le principe de l'alternance politique en marche. Pour éradiquer le phénomène de troubles sociopolitiques au Cameroun les autorités devraient se rassurer que les élections sont organisées selon le calendrier des différentes consultations électorales dans le strictes respect des lois. L'instauration d'une démocratie qui soit en dehors de toute manipulation des opérations électorales, passe par la quête du suffrage du peuple et la

⁴⁶ H. F. Onana, *Les transitions démocratiques en Afrique : Le cas du Cameroun*, Yaoundé, CEPER, 1994, p. 162.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Demers-Labrousse, "La démocratie en ...", p. 93.

⁴⁹ Il faut permettre aux journalistes de publier sans peur de représailles à fin d'éviter des altercations ou de poursuite judiciaire comme ce fut en 1990 avec l'affaire Monga et Pius Njawé qui avaient été poursuivis parce qu'ils auraient publié des informations outrageants le chef de l'Etat camerounais.

mise en place d'une commission indépendante, instance de contrôle qui veille à son bon déroulement⁵⁰.

Toutefois, l'élection est un élément capital dans tout processus démocratique. C'est l'expression de la voix du peuple par les urnes⁵¹. Les élections libres, justes transparentes et régulières constituent le déterminant fondamental d'une paix durable, d'une stabilité sociale et partant d'un développement harmonieux de tout pays⁵². Au Cameroun, on constate que les élections ne font pas toujours office de transparence, de rigueur et d'honnêteté surtout hors des deux grandes villes du pays. Constat fait, chaque fois qu'il y a échéance électorale, les observateurs internationaux et nationaux (presse, populations et partis politiques d'opposition) affirment qu'il y a eu fraude⁵³. Tous ces pratiques, font en sorte qu'une franche de la population démissionne de leur devoir de citoyen celui d'exercer le droit de vote. Partout, on entend certains citoyen s'exprimer, " à quoi bon se bousculer pour l'inscrire sur les listes alors que le résultat sont connu de tous ?⁵⁴".

Pour mettre fin aux différents pendant et après une élection au Cameroun, il faudrait veiller à ce que : Les observateurs internationaux soient d'une moralité de fer, incorruptible et transparent ; éviter à ce qu'il y ait achat de bulletins de vote ; sensibiliser la population à fin qu'elle ne soit pas manipulée et que certains êtres véreux n'achètent pas leur conscience. De même, l'on doit pouvoir encourager les jeunes à s'inscrire massivement sur les listes électorales à fin de porter haut et fort leur choix. Et les électeurs doivent s'organiser pour être inscrit et entrer en possession de leur pièce à temps.

Au demeurant, pour éviter qu'on fait face aux crises électorales et poste électorales, l'on doit s'assurer du bon déroulement des élections dans la transparence par la mise en place des mécanismes adéquats. Ceci, permettrait de consolider la paix et d'éviter les troubles sociopolitiques. Que les autorités, qui sont en charge de la publication des résultats des élections doivent être sans parti pris et doivent remplir en toute honnêteté et transparence leur devoir. Que le meilleur gagne. Qu'au travers des urnes, l'alternance politique soit une réalité et qu'elle permet à tout citoyen d'avoir une chance d'être porté à la tête de la nation. Si la nécessité d'une bonne démocratie s'impose, afin d'éviter les agitations sociopolitiques au

⁵⁰ Edjangue, *Les colères de ...*, p.58.

⁵¹ L'élection par les urnes permet aux citoyens de choisir leur dirigeant et d'exprimer leur désir. Au Cameroun les élections rencontrent encore beaucoup d'obstacles comme les fraudes par exemples.

⁵² Demers-Labrousse, "La démocratie en ...", p. 98.

⁵³ La fraude électorale au Cameroun se manifeste très souvent par le bourrage des urnes, l'achat des consciences, la délivrance arbitraire des cartes d'électeurs, par l'intimidation des populations etc.

⁵⁴ Edjangue, *Les colères de ...*, p.58.

Cameroun, la consolidation de la bonne gouvernance et le renforcement de l'éducation aux droits de l'homme ne sont pas en reste.

2. La consolidation de la bonne gouvernance et le renforcement de l'éducation aux droits de l'homme

Il ne peut y avoir une véritable paix si les droits et liberté de l'homme ne sont pas respectés d'une part, d'autre part si le processus de la bonne gouvernance n'est vraiment pas mis en place. Pour qu'il y ait sérénité dans un Etat, il faudrait que les citoyens jouissent de leurs droits et libertés et bénéficient aussi des ressources dont dispose leur pays. Au Cameroun, la mauvaise répartition des biens et des richesses cause de nombreuses tensions sociopolitiques, s'en suit aussi le non-respect des droits de la personne humaine. Pour consolider la paix, l'Etat doit renforcer la bonne gouvernance et le respect des droits et libertés de l'homme.

a. Consolidation de la bonne gouvernance

La consolidation de la bonne gouvernance au Cameroun apparait comme un impératif. C'est donc un ensemble de mesures qu'il convient de mettre sur pied afin que les populations puissent jouir pleinement de leurs de droits et liberté, mais aussi que ces derniers puissent accomplir les devoirs qui leur incombent vis-à-vis de l'Etat et les autres membres de la société civile. La bonne gouvernance apparait comme cet élément qui se préoccupe de l'intérêt général au détriment des intérêts particuliers⁵⁵.

Pour la consolider il serait nécessaire que l'Etat selon son plan jeune participe à l'insertion des jeunes dans le domaine socio-professionnel par la création d'emploi et la mise sur pied des centres de formation prêt à accueillir les jeunes camerounais soucieux de leur avenir. Dans le cadre de la gouvernance l'Etat doit veiller à ce que le gâteau national⁵⁶ soit réparti au bénéfice de toutes les couches sociales.

Au niveau des nouvelles institutions créées par la constitution de 1996, l'Etat doit s'engager et achever le processus de mise en place de ces nouvelles institutions. La décentralisation prévue, par la constitution de 1996 doit effectivement prendre corps au Cameroun. En 1991, durant la tripartite on avait élaboré un "*package deal*" définissant le cadre général de réformes institutionnelles. Notamment la décentralisation, la création d'une cour

⁵⁵ Apala Moiffô, " L'émergence d'une culture... » http://www.memoireonline.com/01/09/1901/m-_l-emergence-d-une-culture-des-droits-de-l-homme.htm, consulté le 4 janvier 2021 à 13h38 minutes.

⁵⁶ Le gâteau national renvoie aux différentes richesses issues de l'exploitation des ressources naturelles du pays.

constitutionnelle et une chambre de comptes⁵⁷. En effet, vingt - quatre ans plus tard après son entrée en vigueur, on constate que la plupart des institutions ont été créées. C'est le cas des régions dans le cadre de la décentralisation territoriale, du Sénat dans le cadre de l'instauration du parlement bicaméral, de la cour constitutionnelle. On a aussi le processus de décentralisation qui a été mis en place en décembre 2020 par le vote des différents chefs. Notons aussi que la chambre des comptes de la cours suprême est la première institution de toute à être opérationnelle⁵⁸.

L'Etat doit mener une lutte acharnée contre la corruption en vue d'assainir et de moraliser les comportements⁵⁹. La corruption est un fléau qui mine la société camerounaise. Elle affecte le bon fonctionnement des services et met certaines pratiques au cœur des services rendus. Certains services sont par conséquent inaccessibles. Seul les citoyens, qui ont la " côte⁶⁰" peuvent avoir accès facilement à un service. Pour ce qui est des concours de la fonction publique il devient inaccessible à cause du manque de moyen financier pour corrompre les personnes en charge de l'organisation et de la publication des résultats.

Pour lutter contre ce fléau, la Commission⁶¹ nationale de lutte contre la corruption au Cameroun doit développer des stratégies efficaces. Comme l'affiche des panneaux de sensibilisation sur ceux qui se livrent aux pratiques de la corruption afin de rappeler les contrevenants des sanctions et risques qu'ils courent. Le gouvernement devrait investir dans la loyauté de ses agents afin que ces derniers ne s'engagent pas dans des pratiques illicites. En faisant ceci, chaque camerounais a la possibilité de recevoir un service sans aucune tracasserie.

La corruption reste un problème majeur au Cameroun. Malgré les pressions internationales et de nombreux plans et lois de lutte contre ce fléau, la pratique reste une constante de la vie de tous les jours. En 2004, plus de 50% des ménages camerounais ont reconnu avoir versé au moins un pot-de-vin⁶². Publier les noms des suspects ou les relever de leur fonction n'est pas suffisant désormais. Il faut les arrêter, les dépouiller de leurs biens ensuite les inculper, les poursuivre et les condamner⁶³. Pour mieux mettre en marche la bonne

⁵⁷ Kengne Foudouop, *Le Cameroun autopsie...*, pp. 282-283.

⁵⁸ Apala Moïffo, "L'émergence d'une culture...", p. 106.

⁵⁹ Le Cameroun a ratifié en 2004 la convention des nations unies contre la corruption du 31 Octobre 2003.

⁶⁰ Avoir la côte ici renvoie au fait qu'il faut être le fils de telle ou telle autorité pour recevoir facilement un service ou alors il faut avoir de l'argent pour monnayer à fin de recevoir facilement un service.

⁶¹ Au Cameroun c'est la Commission Nationale de Lutte contre la Corruption (CONAC) créée selon le décret No2006/088 du 11 mars 2006 qui est charge de venir about de ce fléau.

⁶² http://fr.m.wikipedia.org/wiki/corruption_au_Cameroun consulté le 4 Janvier 2021 à 15h 10 minutes.

⁶³ Pigeaud, *au Cameroun de...*, p.245.

gouvernance, l'Etat doit mettre fin à l'impunité à travers les sanctions exemplaires contre les atteintes des responsables à la fortune publique et aux droits et libertés fondamentaux. Il doit restaurer le culte du mérite, du travail, du sacrifice, de l'effort et de la compétence comme critère *sine-qua-non* des promotions et nominations dans l'administration publique et consolider le secteur privé afin d'inverser la tendance qui consiste à les percevoir comme "une gratification du pouvoir à telle ethnie ou à tel clan"⁶⁴.

La bonne gouvernance passe aussi par la restauration de la neutralité de l'appareil administratif dont les hauts responsables ont tendance à se mettre plus au service d'un corporatisme politique⁶⁵. A ce sujet, Nguete Abada pense que " l'administration d'Etat devient par conséquent otage du pouvoir politique pris au sens des partis politiques (...) et ne répond plus aux nécessités de l'intérêt général mais à l'impératif de fidélisation au parti"⁶⁶. En guise d'exemple faut observer durant la période des élections certains fonctionnaires abandonnent leur poste pour aller battre campagne dans leur localité respective. Les différentes mesures préconisées ne peuvent prendre corps que si les différents droits et libertés de l'homme sont respectés.

b. Respect des droits et libertés de l'homme

Le 10 décembre 1948, l'assemblée générale des nations unies s'était réunie à Paris au palais de Chaillot plus précisément. Ce jour marque l'adoption finale de la déclaration universelle des droits de l'homme⁶⁷. Elle fut adoptée à l'unanimité à part quelques pays comme l'Ukraine, l'Arabie Saoudite, la Biélorussie. Elle proclame, les droits fondamentaux de l'humanité et dans son préambule, elle souligne les liens existant entre les droits de l'homme et la paix dans le monde⁶⁸. Lors de la deuxième conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en 1993, il a été réaffirmé le désir de respect de ces droits et libertés par les Etats qui ont ratifié la déclaration universelle des droits de l'homme. Ainsi, il est du devoir des Etats quel qu'en soit le système politique économique et culturel de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales⁶⁹. Le

⁶⁴ J. D. Boukongou, " Dire le droit en Afrique francophone", Cahier de l'UCAC, Anthropologie, foi et développement, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2004, p.208.

⁶⁵ Beaucoup de fonctionnaires et responsables administratif tiennent leur poste grâce à l'appartenance de la notion d'Etat-parti. Il faut mettre un terme à cette pratique corporatiste.

⁶⁶ M. Nguete Abada, " Le progrès de l'Etat de droit : avancée réelle ou poudre aux yeux ?", Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2001, pp.129-150.

⁶⁷ Taubic Falna, "Problématique de la...", p. 93.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Apala Moiffô, "L'émergence d'une culture...", p. 86.

Cameroun en ratifiant la convention sur la déclaration universelle des droits de l'homme s'engage à la matérialiser.

L'Etat a pour mission non seulement d'assurer la sécurité juridique des rapports politiques et sociaux, mais aussi de promouvoir et garantir les droits et libertés des citoyens⁷⁰. La constitution étant que loi fondamentale d'un pays est le cadre où ces lois et libertés sont énumérées et proclamées. La constitution du Cameroun comporte les dispositions relatives aux droits de l'homme.

La constitution de 1996, tout comme les précédentes, énonce dans son préambule que " l'être humain possède des droits inaliénables et sacrés, sans aucune discrimination". Elle affirme son "attachement aux libertés fondamentales inscrites aux droits de l'homme auquel le Cameroun fait partie notamment, la déclaration universelle des droits de l'homme⁷¹, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (28 juin 1981), le pacte international aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966⁷².

Toutefois, le Cameroun étant un Etat de droit⁷³ se doit de respecter les droits et libertés de ses citoyens. Pour une paix durable, l'Etat par le respect des chartes et conventions édictées doit de manière effective :

- Reconnaître la liberté de presse, d'expression, d'association et de réunion et la liberté syndicale ;
- Il doit garantir la liberté et la sécurité à chaque individu, le droit de s'établir en tout lieu du territoire ainsi que la liberté d'aller et de venir ;
- Garantir la liberté d'opinion, de croyance de conscience et du culte ; l'égalité de tous en droit et devoir ; l'inviolabilité du domicile et de la correspondance.

Si toutes ces libertés classiques sont respectées, il y aurait une meilleure intégration sociopolitique au Cameroun et par conséquent une paix sempiternelle. A côté de ces droits classiques, il y a de nouveaux droits consacrés par la constitution telle que la reconnaissance du droit à la vie, la protection des minorités et la préservation des populations autochtones.⁷⁴

⁷⁰ Apala Moiffô, "L'émergence d'une culture...", p. 86.

⁷¹ La déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée le 10 décembre 1948 à Chaillot.

⁷² Le pacte international des droits civils et politiques entre en vigueur au Cameroun en 1976.

⁷³ Un Etat de droit est un Etat où les droits et libertés sont garantis et respectés. C'est où tous les hommes ont les mêmes droits et devoirs devant les services publics.

⁷⁴ Il s'agit d'une innovation controversée qui a alimenté de nombreux débats et il y a à craindre que le constituant n'ait ainsi ouvert la voie à de possibles conflits sociaux. Il devient urgent pour lui de préciser sinon mes

La constitution de 1996 constitue un tournant décisif pour la promotion et la protection de droits de l'homme au Cameroun. Ces lois, sont le fruit d'une longue et pertinente construction du législateur camerounais. L'Etat mis à part le respect des droits et libertés de l'homme doit renforcer l'éducation de celui-ci. Cette partie essayait d'apporter quelques recommandations pour un Cameroun de paix et de prospérité dans les années avenir. Pour ce faire, ceci passe par le respect des droits et libertés de l'homme et la mise sur pieds des institutions solides gouvernées pas des hommes forts et capables de mettre la patrie et le bien- être des citoyens en premier lieu et leurs intérêts personnels.

Parvenu au terme de ce chapitre, il ressort de cette analyse que, les crises sociopolitiques au Cameroun ont souvent faites plusieurs morts et de nombreux dégâts matériels. On constate aussi que les différentes techniques utilisées pour mettre fin aux crises auraient plutôt impulsés le phénomène de l'insécurité au Cameroun surtout dans les villes comme Douala. Bien que l'Etat se montre toujours pacifiste, en matière de gestion des crises, les droits et les libertés de l'homme ne sont pas toujours respectés. Les forces de défense ont toujours fait usage de la force et des pratiques inhumaines sur les manifestants. Ainsi, pour une stabilité sociopolitique, bien que le monstre froid aurait montré ses limites en ce qui concerne la gestion de crises, il devrait prendre en compte certains paramètres à l'instar de la mise sur pieds d'une démocratie effective et la séparation des pouvoir, la pratique de la bonne gouvernance et le respect des lois et charte et conventions éditées par l'Etat.

CONCLUSION GENERALE

Le travail qui s'achève a consisté à montrer les différents mécanismes de gestion des crises sociopolitiques au Cameroun. En intitulant ce thème de recherche "gestion des crises sociopolitiques par l'Etat du Cameroun à l'ère de la démocratie 1990-2008" notre préoccupation était de montrer non seulement les mécanismes utilisés par l'Etat pour mettre fin aux crises sociopolitiques de 1990 à 2008 mais aussi de montrer les fondements de ces différentes crises au Cameroun. Ainsi, pour répondre à la problématique de ce travail, il a été judicieux de connaître en premier ressort les fondements des crises, de faire ressortir les épicycles, les acteurs et les modes opératoires de ces dernières et de maîtriser en exergue les différents mécanismes de gestion de crises et de montrer leurs conséquences, de lever les zones d'ombre et de faire quelques recommandations. Notons que, les crises sociopolitiques au Cameroun ne sont pas des faits nouveaux. Juste après la conférence de Brazzaville en 1944, on avait enregistré les premières émeutes au Cameroun suite aux revendications des syndicats qui demandaient à l'administration coloniale l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Face à l'autisme de la puissance tutélaire, les travailleurs vont manifester.

Ainsi, la montée en puissance des crises sociopolitiques au Cameroun à partir de 1990 résulte à la fois des facteurs exogènes et endogènes. Sur le plan exogène, l'analyse met en exergue une série d'éléments qui ont favorisé l'émergence des crises sociopolitiques dans ce pays. Ce sont, la chute du mur de Berlin en 1989, la dislocation de l'URSS et le Discours de François Mitterrand de la Baule. Ces facteurs, ont favorisé la mise en place des Etats dits démocratiques donnant la parole aux citoyens. Avec la fin de la guerre froide, le monde devait désormais être dirigé par les Etats unis. Les Etats, devaient, par conséquent, instaurer la démocratie comme nouvelle forme de gouvernance. Tous les pays, dits monolithiques devaient laisser place au multipartisme. Le refus de certains Etats, à l'instar du Cameroun a fait naître dans le cœur de ses citoyens, un esprit de révolte et de mécontentement. Bien que, l'environnement international ait joué un rôle dans le processus de déclenchement des crises au Cameroun, le climat qui prévalait dans le pays était favorable à l'enclenchement des crises. Le pays, faisait face à une crise économique sans précédent et l'Etat s'était désengagé dans la plupart des secteurs de production ce qui aurait conduit un bon nombre de camerounais au chômage. Pareil en 2008, la crise financière qui sévissait dans le monde eut des répercussions au Cameroun mais aussi la volonté manifestée du chef de l'Etat à réviser la constitution du 1^{er} janvier 1996 ont poussé les populations à se lancer dans les rues pour exprimer leur ras-le-bol contre un régime persistant.

Aussi, cette étude a permis de dégager les différents foyers de crise, leurs acteurs et leurs modes opératoires. En ce qui concerne, les épacentres des crises au Cameroun, la ville de Douala a toujours été le lieu où les crises sociopolitiques prennent corps parce que, c'est une ville où l'opposition a toujours été implantée ceci, depuis la période coloniale. Ensuite, Yaoundé, siège des institutions politiques est souvent touché comme par contagion par les crises. Les autres villes, comme Bafoussam, Foumbot, Nkongsamba, ne sont pas en reste. Durant, ces crises on a, souvent relevé la présence de plusieurs acteurs politiques ou corporatistes. Côté politique, des hommes tels que Ni John Fru Ndi, Mboua Massock, Jean Jacques Ekindi et le régime en place ont souvent été au centre de ces manifestations. Les hommes telle que Black Mandengue, ont, eux aussi, joué un rôle important.

Quant aux différents mécanismes mis sur pied pour mettre fin aux crises sociopolitiques, l'Etat, en tant que bon héritier des puissances coloniales s'est souvent servi des mécanismes coloniaux la dissuasion en particulier. Ces différents mécanismes précités plus haut ne sont pas les seuls. En effet, durant les villes mortes de 1991, l'Etat a organisé un dialogue national connu sous le vocable de conférence tripartite, il a mis sur pied, un calendrier électoral pour la projection des futures échéances électorales. C'est la conférence nationale souveraine qui devait être organisée mais le chef de l'Etat a trouvé des moyens de contournement, et a plutôt organisé la tripartite. Ainsi, si les élections législatives et présidentielles suivie de nomination avaient stabilisé le climat sociopolitique en 1992, en 2008, c'est l'organisation du dialogue et des négociations avec les différents acteurs des syndicats d'une part, d'autre part la baisse de certains prix des denrées de première nécessité et le recrutement à la fonction publique qui avaient ramené le calme dans le pays. Bien que, les forces de défense (police, gendarmerie) aient maitrisé les manifestants durant ces périodes, les méthodes utilisées auraient plutôt permis à ce que certains Camerounais se révoltent d'avantage. L'insécurité est devenue de plus en plus grandissante au Cameroun ceci malgré la multiplication des postes de polices dans les villes du Cameroun.

Au Cameroun, s'il y a persistance des crises sociopolitiques, c'est parce qu'une crise est un problème et un problème se résous. Or, au Cameroun, la plupart des crises sont résolues de façon conjoncturelle et non institutionnelle. Ce qui fait en sorte que, les mêmes crises ont tendance à se répéter. Mais, même s'il y a persistance des crises sociopolitiques au Cameroun, les mécanismes de gestion de ces crises ont évolué. Même si l'Etat ne sait pas complètement séparé des pratiques traditionnelles de gestion des crises. Par la mise sur pied des stratégies nouvelle comme la baisse des prix des produits de première nécessité, le recrutement à la

fonction publique, l'Etat, affiche sa volonté de rompre avec les pratiques coloniale pour instaurer ses stratégies propre. L'hypothèse de ce travail est donc confirmée. Avec l'avènement de la démocratie, le Cameroun en matière de gestion des crises, n'est pas resté captif des mesures traditionnelles de gestion des crises.

Somme tout, pour qu'un climat de paix puisse désormais règne au Cameroun, l'Etat doit effectivement mettre en marche la démocratie. La démocratie étant le gouvernement du peuple par le peuple et dans l'intérêt du peuple, chaque citoyen doit prendre part à la gestion des affaires de la cité. Le respect des libertés et droits individuels doit être pris en compte par les autorités. L'Etat doit aussi mettre en marche le respect des droits de l'homme et garantir la liberté d'association à tout citoyen pour une meilleure cohésion sociale.

En définitive, nonobstant le fait que les crises sociopolitiques entre 1990 et 2008 ont été circonscrites par l'Etat, depuis 2014 avec la secte Islamique Boko Haram et en 2016 avec la crise dans le Nord-ouest et Sud-ouest, l'Etat fait de nouveau faces aux crises sociopolitiques d'une grande ampleur. Ces crises ont ébranlé la sérénité, le calme qui régnaient dans le pays. L'Etat du Cameroun se doit d'adopter de nouvelles techniques en vue de maîtriser la situation actuelle.

SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

A. SOURCES

N°	Nom et Prénom	Age	Fonction	Lieu De collecte	Date de collecte
1	Dammo Pale Gustave	33 ans	Inspecteur de police	Yaoundé / cité verte	7 mai 2021
2	Informateur anonyme	43 ans	Couturier	Yaoundé/Madagascar	9avril 2021
3	Tchoudjo Tchouiss Mireille	37 ans	Restauratrice	Yaoundé/Madagascar	11 avril 2021
4	Informateur anonyme	61 ans	Ancien fonctionnaire de la SOPECAM	Yaoundé / Ekounou	30 mars 2021
5	Tchakounté Richard	58 ans	Commerçant	Yaoundé/Madagascar	11 avril 2021
6	Informateur anonyme	56 ans	Commerçant	Yaoundé/Madagascar	9avril 2021
7	Miriam Mairamou Souleymanou	27 ans	Menagère	Yaoundé/Madagascar	11 avril 2021

B. BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

Balencie J. M. et A. De La Grange, *Mondes rebelles. Acteurs, conflits et violences politiques*.

Tome1 Amérique latine, Afrique, Paris, Michalon, 1997.

Bayart J. F, *L'Etat du Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 1984.

Binoua J., *Centrafrique l'instabilité permanente*, Paris, l'Harmattan, 2005.

Boniface P., *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Dalloz, 2014.

Bourgui A. et Casteran C., *Le printemps de l'Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1990.

Bourmaud D., *La politique en Afrique noire*, Paris, Montchrestien, 1997.

Burdeau G., *Traité de science politique*, Paris, 3è éd, 1969.

Ela J. M., *Afrique, l'irruption des pauvres. Société contre- pouvoir, ingérence*, argent, Paris, l'Harmattan, 1994.

- Eyinga A., *Mandat d'arrêt pour cause d'élection*, Paris, l'Harmattan, 1978.
- Gazibo M., *Introduction à la politique africaine*, Montréal, Presse Universitaire de Montréal, 2010.
- Halimi S., *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber Raison d'Agir, 1997.
- Kamto M., *L'urgence de la pensée. Réflexion sur une précondition du développement en Afrique*, Yaoundé, Mandara, 1999.
- Kange Ewane F., *Semence et moisson coloniales. Un regard d'africain sur l'histoire de la colonisation*, Yaoundé, Editions CLE, 1987.
- Ki-zerbo J., *Histoire générale de l'Afrique : Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, Présence africaine, 1986.
- Le Vine V. T., *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence africaine, 1984.
- Mbembe A., *Du gouvernement privé indirect*, Dakar, Codesria, 1999.
- Mongo-Béti, *La France contre l'Afrique. Retour au Cameroun*, Paris, La Découverte, 1999.
- Nebadoum D., *Le labyrinthe de l'insécurité politique au Tchad*, Paris, l'Harmattan, 1998.
- Ngniman Z., *Paul Biya, la magistrature présidentielle apaisée ?*, Yaoundé, éd-action, 1998.
- Olinga A. D., *La constitution de la république du Cameroun*, Yaoundé, Terre africaine, 2006.
- Richard J., *Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC*, Paris, Karthala, 1986.
- Sindjoun L., *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, Karthala, 2002.
- Soullez C., *Les violences urbaine en France*, Toulouse, Toulouse –Milan, 1999.
- Sueur Ph., *Histoire du droit public français, XVe- XVIIe siècle*, " La genèse de l'Etat contemporain", Tome 1, la constitution monarchique, Paris, 1989.

Ouvrages spécifiques

- Bitee F., *La transition démocratique au Cameroun, 1990-2004*, Paris, l'Harmattan, 2010.
- Bouopda Kame P., *Cameroun les crises majeurs de la présidence Paul Biya*, Paris, l'Harmattan, 2007.
- Bourgui A. et C. Casteran, *Le printemps de l'Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1990.
- Dipanda Mouelle A., *La torture cette barbarie de l'humanité*, Yaoundé, Imprimerie Saint Paul, 1998, p. 1.
- Ebooussi Boulaga F., *Les conférences nationales : une affaire à suivre*, Paris, Karthala, 2009.
- _____, "Les conférences nationales souveraines en Afrique, une affaire à suivre", Paris, l'Harmattan.

- _____, *L'Etat du Cameroun 2008*, Yaoundé, Terroirs, 2009.
- _____, *La démocratie de transite au Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 1997.
- Edjangue J. C., *Cameroun un volcan en sommeil*, Paris, l'Harmattan, 2010.
- _____, *Les colères de la faim...pourquoi l'Afrique s'est embrassée en 2008*, Paris, l'Harmattan, 2010.
- Eyinga Abel, *Démocratie de Yaoundé, Tome1 Syndicalisme d'abord 1944-1946*, Paris, l'Harmattan, 1985.
- Fenkam F., *Les révélations de Jean Fochivé. Le chef de la police politique des présidents Ahidjo et Biya*, Yaoundé, éd. Minsi, 2003.
- Gueniffy P., *La politique de la terreur : Essai sur la violence révolutionnaire*, Paris, Fayard, 2000.
- Heiderich D., *Plan de gestion de crise*, Dunod, 2010.
- Kengne Fouodop, *Cameroun. Autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2010.
- Kuoh M., *Cameroun : un nouveau départ*, Paris, l'Harmattan, 1996.
- N'Gbanda Nzanbo-ko-Atumba H., *Afrique : démocratie piégée, Condé-sur-Noireau, Equilibres aujourd'hui*, Paris, l'Harmattan, 1994.
- Ngandjeu J., *Le Cameroun et la crise : renaissance ou blocage*, Paris, l'Harmattan, 1998.
- Ngayap P. F., *L'opposition au Cameroun, les années de braise, les villes mortes et la tripartite*, Paris, l'Harmattan, 1999.
- Ngniman Z., *Cameroun, la démocratie emballée*, Yaoundé, Clé, 1993.
- Onana H. F., *Les transitions démocratiques en Afrique : Le cas du Cameroun*, Yaoundé, CEPER, 1994.
- Pigeaud F., *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala, 2011.
- Sehou A., *Cameroun l'opposition en panne : autopsie critique et proposition de relance*, Yaoundé, Luppepo, 2012.
- Yambé Tchientcheu P., *Le Social Democratic Front se meurt-il ?*, Paris, Ed. Biblio-Europe, 1999.
- Yanga-Tchientcheu, *Le Social Democratic Front*, Yaoundé, Karthala, 1999.
- Zartman W., *La résolution des conflits en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 1990.

Ouvrages méthodologiques et Dictionnaires

Beaud M., *L'art de la thèse*, Paris, La Découverte, 1985.

Bloch M., *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, cahier des annales*, Paris, Armand Colin, 1949.

Chaigneau P (dir), *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Economica, 1998.

Cornu G, *Vocabulaire des termes juridiques*, Paris, Puf, 7^e éd, juin 2005.

Grawitz M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2001.

Larousse étymologique, Paris, France, 1971.

Larousse P., *Dictionnaire Larousse de la langue française*, Paris, CEP, 1983.

Marichal R., "La critique des textes", in *l'Histoire et ses Méthodes*, sous la direction de Charles Samaran, Paris, Encyclopédie de la Pléiade.

Mbonji Edjenguèlè, *L'ethno-perspective ou la méthode du discours de l'ethno-anthropologie culturelle*, Presse Universitaire de Yaoundé, 2005.

Montbrial T et Klein J, *Dictionnaire de stratégie*, Paris, Puf, 1^{ère} éd, 2002.

Nay O, *Lexique de Science Politique*, Paris, Dalloz, 4^e édition, 2017.

Zabre A, *Méthodologie de la recherche en sciences sociales. Manuels de recherche sociale à l'usage des étudiants*, Paris, l'Harmattan, 2013.

Rey-Debolle J., *Dictionnaire le nouveau Robert méthodique*, Paris, 2003.

Articles des revues scientifiques

Amina Djouldé C., " Fortune et infortune de « tonton Mitterand » dans la production picturale satirique au Cameroun sous l'ère des questions démocratiques (1990-1993)", *African humanities*, Volume I et II, Septembre 2007.

Ayissi A., "Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide, vers la diplomatie préventive et la sécurité collective", travaux de recherche de l'UNIDIR New York et Genève, n°27, 1994.

Azam J. P., "L'Etat autogéré en Afrique", *Revue d'Economie du Développement* N°4, pp. 3-19.

Bach D. et Sindjoun L., "Ordre et désordre en Afrique", Polis, Revue camerounaise de science politique, vol.4, n°2, 1997, pp. 3-18.

Bayart J. F., " La problématique de la démocratie en Afrique Noire. La Baule, et puis après ?", *Politique africaine* N°43, octobre 1991, pp. 5-20.

_____, "La Baule et après...", *Afrique politique*, 1993.

Besse M., "La conférence nationale souveraine, un pouvoir constituant original", association française de droit constitutionnel, 2006, pp. 1-14.

Boukongou J. D., "Dire le droit en Afrique francophone", *Cahier de l'UCAC, Anthropologie, foi et développement*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2004.

Chouala Y. A., " Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : élément d'analyse Anthro-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise", Vol8, N° spécial, 2001, p. 29.

_____, "Criminalité organisée et insécurité au Cameroun", in *Enjeux : le crime organisé en Afrique centrale*, N° 9, octobre-décembre, 2001.

Conac G., " Quelques réflexions sur les transitions démocratiques en Afriques", Agence de la Francophonie, Cotonou, 2000.

Department for International development, "The causes of conflict in Sub-saharan Africa", document de travail, Octobre 2001.

Emmanuel Nicolas., "Donors-patrons and Aid clients: The case of France and Cameroon", *African humanities*, vol 1, N°1? 2010.

Kenmogne B., "La politique camerounaise en matière des ONG", *Revue de développement et coopération*, N° 4, Août 2002.

Kounous M., " Les conflits armés post guerre froide en Afrique au Sud du Sahara : un essai de caractérisation", in *Revue Africaine d'Etudes Politiques et Stratégiques*, N° 2, Université de Yaoundé II, 2001.

Mbarakou H. M., "Réfugiés et déplacés internes au Cameroun", in *Effet économique et sociaux des attaque de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, (S/D), Saibou Issa, Université de Maroua, Kliao, Voume spécial, Novembre , 2014.

Messina Mvogo E. Gueffoue Tsesue A. C., "Démocratisation et violences politiques urbaines au Cameroun : cas de la ville de Douala en 1991 et 2008" in J. Anafack et E. Mesina Mvogo, *Menace sécuritaire en Afrique contemporaine terrorisme et autres violences*, Bruxelles, PUB, 2008.

Ndzana Ombe V, "18 avril 1991, 18 avril 1992 villes mortes un anniversaire symbole" *Challenge hebdo*, Numéro 067 du 22 avril 1992.

Nguele Abada M., " Le progrès de l'Etat de droit : avancée réelle ou poudre aux yeux ?", Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2001, pp.129-150.

Owona Nguini E. M., "Les rapports Etat-société civile dans le processus politique en Afrique centrale : les montages civilisateurs et décivilisateurs du pouvoir et du droit", *African Journal of Political Science*, vol A N°2 décembre 1999.

Owona Nguini M. E. et H. L. Menthong, "'Gouvernement perpétuel'' et démocratisation Janusienne au Cameroun", *Politique Africaine*, N° 150, 2018/2.

Placca J. B. , "Le peuple recherche un vrai héros" in *Jeune Afrique Economie*, numéro149, novembre 1992.

Sindjoun L., "Le président de la République au Cameroun (1982-1996). Les acteurs et leur rôle dans le jeu politique, Centre d'Etude d'Afrique Noire, N°50, 1996.

Sourna Loumtouang E., "Chômage des jeunes et stabilité sociopolitique au Cameroun de 1990 à nos jours", *Centre National d'Education*, 2015.

Taguem Fah G.L., " Opposition et parti au pouvoir : Une rivalité aux racines(néo)coloniales" in Eboussi Boulaga et al, *Re-penser et re-construire l'opposition camerounaise*, Yaoundé, Terroirs, 2014.

Travaux scientifiques

a. Thèses

Belomo Essono P. C., " L'ordre et la sécurité public dans la construction de l'Etat au Cameroun", Thèse de Doctorat en science politique, Université de Bordeaux, 2007.

Chouala Y. A., "Désordre et ordre dans l'Afrique centrale actuelle. Démocratisation, Conflictualisation et Transitions Géostratégiques Régionales", Thèse de Doctorat de 3^{ème} cycle en relations internationales, Université de Yaoundé II, IRIC, 1999.

Daouda Dia, "Les dynamiques de démocratisation en Afrique noire francophone", Thèse de Doctorat en science politique, Université Jean Moulin Lyon 3, 2010.

De Bonneval E., " Contribution à la sociologie de la jeunesse. Jeunes, ordre politique et contestations au Burkina Faso", Thèse de Doctorat en science politique, université de Bordeaux, 2011.

Esseba Cyriaque, " La résolution des conflits en Afrique : Bilan, leçons et perspectives", Thèse de Doctorat/PHD, Université de Yaoundé II, 2007.

Etekou Bédi Y. S., "L'alternance démocratique dans les Etats d'Afrique Francophone", Thèse en droit public, Université de Paris Est, 2013.

Kingue Mbang Bang J., "L'Algérie et le Cameroun dans les guerres de libération nationale de 1954 à 1971 : circulation des hommes, des idées et soutiens logistique", Thèse en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2014.

Mbakoutou M. H., " Etat et insécurité urbaine au Nord- Cameroun 1960-2012", Thèse de Doctorat/Ph.D en Histoire, Université de Maroua, 2014.

Messinga E. C., "Les forces armées camerounaise face aux nouvelles formes de menaces à la sécurité : d'une armée de garde vers une armée d'avant-garde 19960-2010", Thèse de Doctorat en science politique, université de Yaoundé 2, 2011.

Njimeni Njiotang C. A., "Le discours de Paul Biya à l'ère du multipartisme : mises en scène argumentatives et relation au pouvoir", Thèse de Doctorat en Linguistique, Université de Bordeaux Montaigne, 2018.

Ondoua A., " Sociologie du corps militaire en Afrique : Le cas du Cameroun ", Thèse de Doctorat en science politique, Université de Rennes1, 2013.

Sawadogo A., "Les stratégies de sortie des crises politiques au Burkina Faso", Thèse de Doctorat, Université de Paris Saclay, 2018.

Tsala Tsala C., "Les détenus politiques au Cameroun, 1958-1991", Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Yaoundé1.

b. Mémoires

Abdou Salim N., "Les crises sociopolitiques au Comores 1975-2001", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2011.

Apala Moiffo C., "L'émergence d'une culture des droits de l'homme au Cameroun", Mémoire en droit fondamental, Université de Nantes, 2005.

Banga, Ghislain Marceau, " Les stratégies camerounaise de gestion des conflits en Afrique centrale : Enjeux et défis", Mémoire de Master en Science Politique, Université de Yaoundé II, 2012

Barragan J., "Stratégie de gestion de crises : Théories, Témoignage et Analyse", Mémoire de Master MSC, Kedge Business School, 2018.

Bidias Onanena Théophile, "Les média au Cameroun à l'heure de la libéralisation (1990-2012) essai d'analyse historique", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2017.

Bilegue Ovono D., " Dynamique syndicales et amélioration des conditions de vie et de travail au Cameroun en contexte de crise économique et mutations sociopolitiques 1990-2016", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2019.

Boulleys P., "Contribution à la maitrise de l'hygiène et l'assainissement dans les établissements classés de Yaoundé", Mémoire de Master en Biologie et Médecine, Université de Ouagadougou, 2006.

Demers Labrousse N., "La démocratie en Afrique subsaharienne. Le cas du Cameroun", Mémoire de Maitrise en Science politique, Université de Sherbroke, 2012.

Ebenda F. P., "Les alliances politiques camerounaises à l'ère du multipartisme. Essai d'analyse historique des interactions politiques en contexte électoral à partir de l'expérience

du rassemblement démocratique du peuple camerounais entre 1992 et 1997", Mémoire en Histoire, Université de Yaoundé I, 2016.

Eyigla E. Z., "Réfugiés, déplacés internes et incidences sécuritaires au Cameroun : le cas de la ville de Douala 1967-2018", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2020.

Fokou F. M., "Le symbole de la paix dans le processus de démocratisation des régimes monolithiques d'Afrique noire. Le cas du Cameroun", DIPES, ENS de Yaoundé, 2012.

Gueguim Zebaze C. D., "Le scrutin présidentiel de 1992 au Cameroun et son impact sur sa diplomatie", Mémoire en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2005.

Haungoup H. de Marie., "Le BIR et la GP dans la politique de défense et de sécurité du Cameroun. Socioanalyse du rôle présidentiel, des concepts stratégiques et d'emploi des forces", Mémoire de Master en gouvernance et politique publique, UCAC, 2011.

Kengmo Fometo C., "Le recrutement politique des jeunes du Cameroun. Contribution à l'analyse des logiques et contraintes de la reproduction politique en contexte de libéralisation", Mémoire de Master 2 en Sociologie Politique, Université de Yaoundé I, 2014.

Mballa E. H., "La coopération internationale entre l'agence Espagnole de coopération internationale au développement (AECID) et l'Afrique subsaharienne de 1988 à 2012 : Cas du Cameroun", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2013.

Mbangué Nkomba Y. P., "Les dynamiques de sécurisation des biens et des personnes dans la ville de Yaoundé par l'action d'une unité spécialisée de force de sécurité camerounaise : Le cas des équipes spéciales d'intervention rapide (ESIR), Mémoire de Master en droit, Université de Yaoundé 2.

Mbia J. P., "Propagande politique et comportement électoral au Cameroun : Autopsie du discours médiatique lors du scrutin présidentiel du 11 octobre 1992", Mémoire de sociologie, Université de Yaoundé I, 2006.

Mbida L. A. , "Les villes mortes au Cameroun : étude historique et impact socio-économique ", Mémoire de Master en Sociologie, université de Yaoundé1, 2005.

Mboule A. Y., "La crise politique du Darfour et ses implications dans l'éclatement du Soudan 1899-2011", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2013.

Nna J., " Sécurité et défense en Afrique centrale 1960-2009", Mémoire de Master 2 en Histoire, Université de Yaoundé1, 2010.

Nourdine Salim A., "Les crises sociopolitiques au Comores", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2011.

Nsengiyumva E., "L'impact du contrôle de gestion sur la rentabilité et l'efficacité des entreprises au Rwanda. Cas des entreprises publiques", Mémoire en économie et finance, Université Adventiste d'Afrique Centrale (UAAC), 2007.

Ntolo J. V. N., "Le rôle d'Amnesty internationale dans la promotion et la protection des droits humains et des libertés au Cameroun de 1988 à 2008", Mémoire en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2010.

Taubic Falna, "Problématique de la démocratisation en Afrique. Pésanteur historique et contexte international", Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé 1, 2003.

Ze Aye C., "Résolution des litiges chez les OMVANG : un aspect historique de la diplomatie traditionnelle à l'Est du Cameroun", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2016.

Décrets et Rapports

Décret 2002/03 du 04 janvier créant le commandement central du groupement mobile d'intervention.

Décret N°2002/067 du 8 mars portant création des commissariats d'arrondissement au sein de certains commissariats centraux.

Décret N°20020/065 du 8 mars 2002 portant création de certains commissariats centraux.

Décret N°99/015 du 1^{er} février 1999 portant création du groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie nationale (GPIGN).

Ducret T., "Concept des opérations spéciales" N°917/DEF/EMA/ du 04 décembre 2002.

Rapport de l'Association Chrétienne contre l'Abolition de la Torture (ACAT) sur la situation des droits de l'homme au Cameroun.

Rapport de l'observatoire des droits de l'homme au Cameroun, "Cameroun 25-29 février 2008 : une répression sanglante à huit clos".

Rapport de l'Observatoire National des Droits de l'Homme avec l'appui de l'ACAT-Littoral et de l'ACAT-France, 25-29 février 2008, Cameroun, une répression sanglante à huit clos.

Webographies

<https://books.openedition.org/pum/6384?lang=fr.introduction-à-la-politique-africaine>,

consulté le 02 février 2021 à 19h18 minutes.

<http://ccere-cameroun.com/presentation-cameroun>, consulté le 02 Février 2021 à 23h05 minutes.

<http://ccere-cameroun.com/presentation-cameroun>, consulté le 02 février à 23h15 minutes.

<http://ccere-cameroun.com/presentation-cameroun>, consulté le 02 février à 23h15 minutes.

<http://ccere-cameroun.com/presentation-cameroun>, consulté le 02 février 2021 à 23h53 minutes.

<https://www.journalducameroun.com/emeutes-de-fevrier-2008-au-cameroun-le-discours-de-paul-biya>, consulté le 17 septembre 2020 à 22h20 minutes.

https://www.memoireonline.com/07/08/1261/m_contribution-maitrise-hygiene-assaini...
Consulté le 02 février 2021 à 2h37 minutes.

https://fr.m.wikipedia.org/wiki/gestion_de_crise.html, consulté le 03 février 2021 à 10h9 minutes.

https://www.memoireonline.com/01/12/5031/m_1-impact-du-contrle-de-gestin-sur-la...
Consulté le 03 février 2021 à 9h48 minutes.

<https://fr.slideshare.net/mobile/JeanBarragan/strategie-de-gestion-de-crise-jean-barragan.html>, consulté le 09 Mars 2021 à 8h2 minutes.

https://fr.m.wikipedia.org/wiki/gestion_de_crise.html, consulté le 03 Mars 2021 à 12h03 minutes.

<https://fr.m.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat#:~:text=Sur%20le%20plan%20juridique%2C%2...>
... consulté le 03 février 2021 à 11h26 minutes.

<https://journals.openedition.org/plc/321#ftn1.html>, consulté le 03 février 2021 à 11h32 minutes

<https://www.vie-publique/qu'est-ce-que-l-etat.html>, consulté le 13 février 2020 à 6h54 minutes.

<https://fr.m.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocratie.html>, consulté le 03 février 2021 à 12h30 minutes.

<https://book.openedition.org/putc/2644?lang=fr.html>, consulté le 03 mars 2021.

<https://www.e-marketing.fr/definition-glossaire/revue-litterature-242971.htm>, consulté le 04 mars 2021 à 9h02 minutes.

<https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie-de-la-r%C3%A9gulation> consulté le 09 mars 2021 à 10h58 minutes.

<https://www.memoireonline.com>, consulté le 1/07/2020 à 00h32 minutes.

https://www.memoireonline.com/01/09/1901/m_1-emergence-d-une-culture-des-droits-de-l-homme-au-Cameroun4.html, consulté le 29 décembre 2020 à 8h06 minutes.

<https://fr.m.wikipedia.org/wiki/les-conférences-nationales-souveraines-en-afrique-francophone.html>, consulté le 2/07/2020 à 10h44 minutes.

<https://amp-dw-com.cdn.ampproject.org/v/s/amp.dw.com/fr/les-chemins-de-lad%C3%A>.html, consulté le 18 décembre 2020 à 8h42 minutes.

<https://fr.m.wikipedia.org/les-conferences-nationales-souveraines-et-leur-impact-au-cameroun.html>, consulté le 2/07/2020 à 10h57.

<https://www.populationdata.net/pays/cameroun.fiche.pays.population.data.net>, consulté le 22/08/2020 à 11h03 minutes.

<https://amp-lefigaro-fr.cdn.ampprojet.org/v/s/amp.lefigaro.fr/international/2010/12/09>, consulté le 15 mars 2021 à 10h 24 minutes.

<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Conjoncturel.htm>, consulté le 19 mars 2021 à 8h49 minutes.

<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Conjoncture.htm>, consulté le 19 mars 2021 à 8h55 minutes.

<https://www.hrw.org/fr/news/2020/03/30/rapport-alternaty-soumis-la-commission-afric.html>, consulté le 5 janvier 2021 à 12h14 minutes.

<http://www.inwent.org/E+Z/zeitschr/df402-8.htm> , consulté le 03 Janvier 2021 à 9h43 minutes.

http://fr.m.wikipedia.org/wiki/corruption_au_Cameroun consulté le 4 Janvier 2021 à 15h 10 minutes.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	iii
SOMMAIRE	iv
ABBREVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES	vii
INTRODUCTION GENERALE	1
1. CONTEXTE DE L’ETUDE	2
2. RAISON DU CHOIX DU SUJET	4
3. INTERET DE L’ETUDE	5
4. DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE	5
a. Délimitation spatiale	5
b. Délimitation temporelle	8
5. CLARIFICATION DES CONCEPTS	10
6. REVUE DE LA LITTERATURE	20
7. PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE	25
8. HYPOTHESES DE RECHERCHE	26
9. CONSIDERATIONS THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DU TRAVAIL	26
1. Cadre théorique.....	26
2. Orientation méthodologique du travail.....	28
a. Choix des techniques de collecte des données	29
b. La technique d’analyse	30
11. PLAN DU TRAVAIL	31
CHAPITRE I : ETIOLOGIE DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN .	32
I. FACTEURS EXTRINSEQUES LIES A LA FIN DU MONDE BIPOLAIRE :	
CATALYSEUR DES CRISES SOCIOPOLITIQUES AU CAMEROUN	33
1. Effondrement du mur de Berlin	33
2. Déconfiture de L’URSS	35
3. Le Discours de la Baule (1990)	36
II. DYNAMIQUES AFRICAINES ET LEURS INCIDENCES SOCIOPOLITIQUES	
AU CAMEROUN	40
1. Les conférences nationales souveraines : Ferments des crises au Cameroun	40
2. Les instabilités sociopolitiques en Afrique centrale : coups d’Etats	42
III. CONTEXTE NATIONAL DE NAISSANCE DES CRISES SOCIOPOLITIQUES	
AU CAMEROUN	43
1. Pérennisation du pouvoir central étatique	43
2. Tentative de création de Parti politique et d’organes de presse	46
3. Crise économique : ferment des crises sociopolitiques au Cameroun	48

a.	Chômage de la population comme ferment des crises sociopolitiques au Cameroun	49
b.	Pauvreté comme source des crises sociopolitiques au Cameroun	52
c.	Les pénuries artificielles et les flambées des prix	52
d.	Corruption comme mobile des crises sociopolitiques au Cameroun	54
	CHAPITRE II : CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN : ESPACES, ACTEURS ET MODES OPERATOIRES (1990 et 2008)	58
	I. DOUALA ET YAOUNDE : EPICENTRES DES CONTESTATIONS SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN	59
1.	Ville de Douala : un espace de contestation par excellence	59
2.	Métropole de Yaoundé : un milieu politique au cœur de la contestation	61
	II. ACTEURS DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN EN 1990 ET 2008	63
1.	Acteurs politiques	63
a.	Pouvoir en place	64
b.	Hommes politiques de l'opposition	65
2.	Acteurs corporatistes	69
a.	Mouvements des syndicats	69
b.	Hommes de média	71
	III. MODES OPERATOIRES DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN EN 1990 ET 2008	72
1.	Les villes mortes de 1991	72
a.	Violences politiques, insécurité et délinquance : mode opératoire des crises . 72	
b.	Interruption, intimidation et rupture de la circulation dans toutes les artères du pays	73
c.	Généralisation de la violence	74
2.	La grogne sociale de février 2008	74
a.	Causes des émeutes de février 2008 au Cameroun	75
b.	Raisons politiques	76
c.	Raison socio-économiques	78
d.	Grève de taximen, insécurité et délinquance au Cameroun en février 2008	81
e.	Interruption des réseaux routiers, incendies volontaires et incivisme	82
	CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN (1990 à 2008)	84
	I. LES MESURES TRADITIONNELLES D'ENDIGUEMENT DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN	85

1. La dissuasion et la torture : stratégies d'enlèvement des crises sociopolitiques au Cameroun.....	85
2. Les rafles et les patrouilles.....	90
3. Les unités spéciales d'opération : CCGMI, GSO et GPIGN	91
II. STRATEGIES NON VIOLENTES D'ENDIGUEMENT DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN	97
1. La multiplication des commissariats et postes de police.....	97
2. Le recrutement des jeunes à la fonction publique	101
3. La baisse des prix des produits de première nécessité	101
4. Le dialogue comme stratégie de gestion de crise politique.....	100
5. La négociation : mesure de sortie de crise	102
III. STRATEGIES POLITIQUES DE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN	102
1. Organisation de la tripartite.....	102
2. organisation des élections pour pacifier la vie politique et sociale.....	100
a. Elections législatives : mesures de gestion des crises	104
b. Les élections présidentielles comme stratégie de gestion des crises.....	107
CHAPITRE IV : CONSEQUENCES, ZONES D'OMBRE ET SUGGESTIONS POUR UNE MEILLEURE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN.....	110
I. CONSEQUENCES DES STRATEGIES DE GESTION DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN	111
1. La levée de bouclier contre le recours à la violence d'Etat.....	107
2. Incidence diplomatique.....	115
2. Tensions dans le pays après les résultats du scrutin présidentiel de 1992.....	108
3. La persistance de l'insécurité	115
II. ZONES D'OMBRE : ENTRE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET DETENTIONS ARBITRAIRES	117
1. La violation des droits humains par les forces de sécurité	117
a. L'usage de la force et l'atteinte à la vie des manifestants non armés.....	117
b. La violation des droits à la liberté d'expression, d'opinion, d'association et d'information	118
2. Arrestation et détention arbitraire	119
III. PROPOSITIONS POUR UNE "MEILLEURE" GESTION DES CRISES SOCIOPOLITQUES AU CAMEROUN	120
1. La nécessité du respect des principes démocratiques	120
a. La liberté d'association.....	120

b.	La liberté de presse	121
c.	La tenue d'élections libres et transparentes	121
2.	La consolidation de la bonne gouvernance et le renforcement de l'éducation aux droits de l'homme.....	123
a.	Consolidation de la bonne gouvernance	123
b.	Respect des droits et libertés de l'homme.....	125
	CONCLUSION GENERALE	128
	TABLE DES MATIERES	144